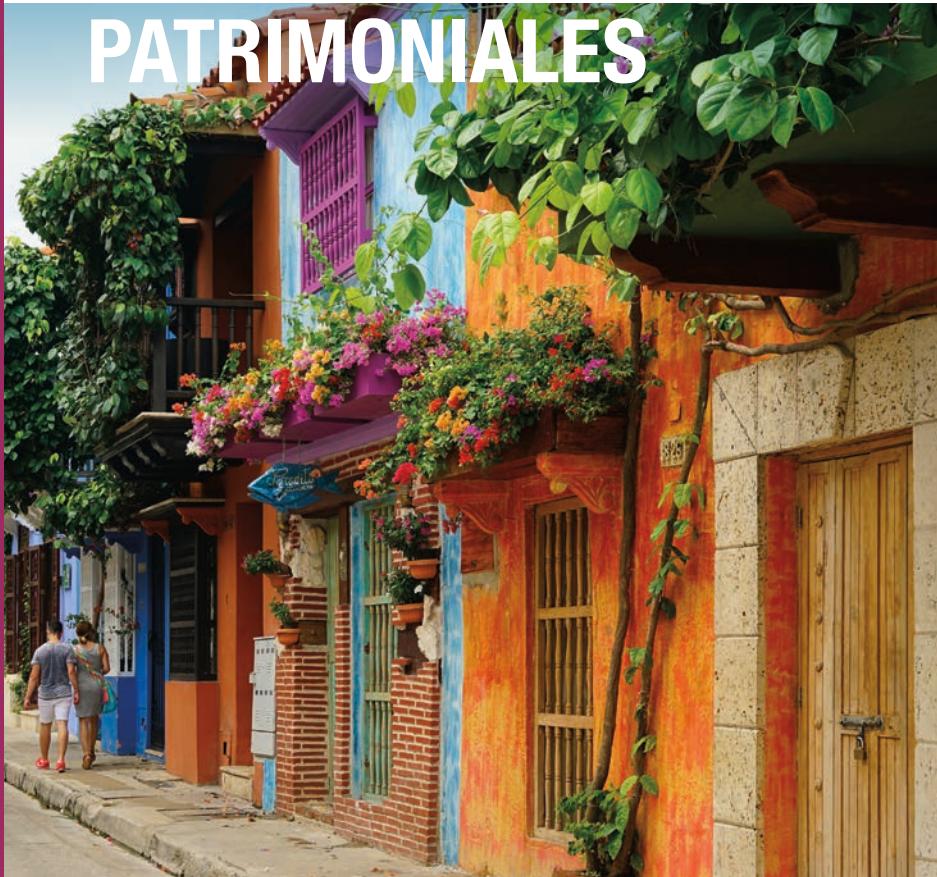


COLLECTION
Nouveaux patrimoines

LES COMMUNAUTÉS PATRIMONIALES



● **Sous la direction de**
Myriam JOANNETTE
Jessica MACE



Presses de l'Université du Québec

COLLECTION

Nouveaux patrimoines

Collection dirigée par Lucie K. Morisset et Luc Noppen

La Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal destine la collection «Nouveaux patrimoines» aux travaux des chercheurs de la relève. Elle cherche à valoriser des études et analyses sur les objets, les traces, les usages et les savoir-faire, mais aussi des représentations et des mémoires, selon une définition élargie des notions de patrimoine.

Titres déjà parus

Les confins du patrimoine

Sous la direction de Martin Drouin, Lucie K. Morisset et Michel Rautenberg
2019, 312 pages, ISBN 978-2-7605-5203-6

Entre disciplines et indiscipline, le patrimoine

Sous la direction de Karine Hébert et Julien Goyette
2018, 232 pages, ISBN 978-2-7605-5059-9

Le spectacle du patrimoine

Sous la direction de Guillaume Ethier
2017, 226 pages, ISBN 978-2-7605-4711-7

Préservation des objets religieux :

la statuaire religieuse en plâtre du Québec
Édith Prémont
2016, 142 pages, ISBN 978-2-7605-4493-2

La diversité des patrimoines :

du rejet du discours à l'éloge des pratiques
Sous la direction de Daniela Moisa et Jessica Roda
2015, 232 pages, ISBN 978-2-7605-4384-3

Actualiser le patrimoine

par l'architecture contemporaine
Alexandra Georgescu Paquin
2014, 282 pages, ISBN 978-2-7605-4149-8

Le devenir des églises :

patrimonialisation ou disparition
Sous la direction de Jean-Sébastien Sauvé et Thomas Coomans
2014, 234 pages, ISBN 978-2-7605-4176-4

Patrimoine mondial et développement : au défi du tourisme durable

Sous la direction de Maria Gravari-Barbas et Sébastien Jacquot
2014, 312 pages, ISBN 978-2-7605-3978-5

Patrimoines urbains en récits

Sous la direction de Marie-Blanche Fourcade et Marie-Noëlle Aubertin
2013, 240 pages, ISBN 978-2-7605-3887-0

Gastronomie québécoise et patrimoine

Sous la direction de Marie-Noëlle Aubertin et Geneviève Sicotte
2013, 288 pages, ISBN 978-2-7605-3835-1

La patrimonialisation de l'urbain

Sous la direction de Lyne Bernier, Mathieu Domaels et Yann Le Fur
2012, 278 pages, ISBN 978-2-7605-3628-9

LES COMMUNAUTÉS PATRIMONIALES

Membre de
L'ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier
bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone : 418 657-4399 – Télécopieur : 418 657-2096
Courriel : puq@puq.ca – Internet : www.puq.ca

Diffusion / Distribution :

CANADA

Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand
Boisbriand (Québec) J7H 1N7 – Tél. : 450 434-0306 / 1 800 363-2864

**FRANCE ET
BELGIQUE**

Sofédis, 11, rue Soufflot
75005 Paris, France – Tél. : 01 53 10 25 25
Sodis, 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
77403 Lagny, France – Tél. : 01 60 07 82 99

SUISSE

Servidis SA, chemin des Chalets 7
1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél. : 022 960.95.25

Diffusion / Distribution (ouvrages anglophones) :

Independent Publishers Group, 814 N. Franklin Street
Chicago, IL 60610 – Tel. : (800) 888-4741



La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée — le « photocollage » — s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocollage ».

COLLECTION
Nouveaux•patrimoines

LES COMMUNAUTÉS PATRIMONIALES

Sous la direction de
Myriam JOANNETTE
Jessica MACE



Presses de l'Université du Québec

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre : Les communautés patrimoniales / sous la direction de Myriam Joannette et Jessica Mace.

Noms : Joannette, Myriam, éditeur intellectuel. | Mace, Jessica, éditeur intellectuel.

Collections : Collection Nouveaux patrimoines.

Description : Mention de collection : Nouveaux patrimoines | Comprend des références bibliographiques. | Textes en français et en anglais.

Identifiants : Canadiana (livre imprimé) 20190031875F | Canadiana (livre numérique) 20190031883F | ISBN 9782760552364 | ISBN 9782760552371 (PDF) | ISBN 9782760552388 (EPUB)

Vedettes-matière : RVM : Préservation historique. | RVM : Préservation historique—Participation des citoyens. | RVM : Patrimoine culturel—Protection—Participation des citoyens. | RVM : Patrimoine culturel—Associations.

Classification : LCC CC135 C66 2019 | CDD 363.6/9—dc23

Bibliothèque et Archives nationales du Québec and Library and Archives Canada cataloguing in publication

Title : Les communautés patrimoniales / sous la direction de Myriam Joannette et Jessica Mace.

Names : Joannette, Myriam, editor. | Mace, Jessica, editor.

Series : Collection Nouveaux patrimoines.

Description : Series statement : Nouveaux patrimoines | Includes bibliographical references. | Text in French and English.

Identifiers : Canadiana (print) 20190031875E | Canadiana (ebook) 20190031883E | ISBN 9782760552364 | ISBN 9782760552371 (PDF) | ISBN 9782760552388 (EPUB)

Subjects : LCSH : Historic preservation. | LCSH : Historic preservation—Citizen participation. | LCSH : Cultural property—Protection—Citizen participation. | LCSH : Cultural property—Societies, etc.

Classification : LCC CC135 C66 2019 | DDC 363.6/9—dc23

Financé par le
gouvernement
du Canada

Funded by the
Government
of Canada

Canada



Conseil des arts
du Canada Canada Council
for the Arts

SODEC

Québec



Correction

Hélène Ricard

Conception graphique

Interscript

Mise en page

Info 1000 Mots

Image de couverture

Carthagène, en Colombie. Photo de Ricardo Gomez Angel

Dépôt légal : 4^e trimestre 2019

- › Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- › Bibliothèque et Archives Canada

© 2019 – Presses de l’Université du Québec

Tous droits de reproduction, de traduction et d’adaptation réservés

Imprimé au Canada
D5236-1 [01]

REMERCIEMENTS ACKNOWLEDGMENTS

Nous voulons préciser que ces documents résultent des discussions tenues à la Douzième Rencontre internationale des Jeunes chercheurs en patrimoine qui s'est tenue à Montréal en 2017, sous le thème des *communautés patrimoniales*. À ce titre, nous saissons cette occasion pour remercier tous les participants à la conférence ainsi que l'ensemble des présentateurs qui ont contribué à faire avancer le dialogue sur les communautés patrimoniales de manière significative. Nous tenons à remercier plus particulièrement les présidents de séance, qui ont généreusement donné de leur temps et prodigué des commentaires pertinents : Étienne Berthold, Mathieu Dormaels, Martin Drouin, Josée Laplace et Lucas Lixinski. Nous tenons également à remercier Samir Admo d'avoir démontré le travail inlassable d'une communauté patrimoniale par une visite *in situ* à l'église de Sainte-Brigide, à Montréal, ainsi que Claude Lalonde de son soutien technique sans faille, comme toujours. Pour la production de ce livre, nous remercions Micheline Giroux-Aubin pour son œil attentif et sa patience infinie dans la révision des textes.

La conférence et ce collectif n'auraient pas été possibles sans le soutien généreux de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain de l'Université du Québec à Montréal, le Groupe interuniversitaire de recherche sur les PAysages de la Représentation, la Ville et les Identités urbaines (PARVI) et le Centre de recherche Cultures-Arts-Sociétés (CELAT), et sans les conseils des professeurs Lucie K. Morisset et Luc Noppen. Merci à vous deux pour vos encouragements constants, vos commentaires avisés et votre soutien indéfectible.

We would like to acknowledge that these papers resulted from discussions held at the Twelfth International Conference of Young Researchers in Heritage held in Montréal in 2017, under the theme of *Heritage Communities*. As such, we would like to take this opportunity to thank all the participants in the conference, both presenters and session chairs, who helped to further the conversation in meaningful ways. The session chairs were particularly gracious with their time and feedback; these are Étienne Berthold, Mathieu Dormael, Martin Drouin, Josée Laplace, and Lucas Lixinski. We would also like to thank Samir Admo for demonstrating the tireless work of a heritage community, in person, at the Church of Sainte-Brigide, Montréal, as well as Claude Lalonde for flawless technical support, as always. In the production of this volume, we owe a debt of gratitude to Micheline Giroux-Aubin for her keen eye and infinite patience in the revision of the texts.

The conference and this collective would not have been possible without the generous support of the Canada Research Chair in Urban Heritage at the Université du Québec à Montréal, the Groupe inter-universitaire de recherche sur les PAysages de la Représentation, la Ville et les Identités urbaines (PARVI), and the Centre de recherche Cultures-Arts-Sociétés (CELAT), and the guidance of Professors Lucie K. Morisset and Luc Noppen, in particular. Thank you both for your constant encouragement, helpful advice, and unwavering support.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

Remerciements | Acknowledgments VII

Liste des abréviations | List of abbreviations XIII

Introduction 1
Jessica Mace et Myriam Joannette

PARTIE 1 | PART 1

Les interprétations des communautés patrimoniales
Interpretations of heritage communities

- 1 La patrimonialité institutionnalisée et la communauté patrimoniale: une cohabitation possible? 21
Juliette Augerot
- 2 Becoming a migrating heritage community:
heritage enactments, belonging, and inclusion
for refugees and asylum seekers 43
Kabina Le Louvier

PARTIE 2 | PART 2**Les communautés patrimoniales
et l'architecture religieuse****Heritage communities and religious architecture**

- 3** La communauté patrimoniale et les spécialistes,
une alliance édifiante ?
L'exemple d'une communauté qui se mobilise
pour la défense successive de deux églises
à Villeurbanne 65
Mélanie Meynier Philip
- 4** Communities of worship, or communities of governance?
Government funding, historic churches,
and opportunities for association 91
Robert Piggott

PARTIE 3 | PART 3**Les communautés patrimoniales
et le patrimoine culturel immatériel****Heritage communities and intangible cultural heritage**

- 5** La «communauté *fest-noz*» ?
Essai de caractérisation d'une communauté patrimoniale 115
Julie Léonard
- 6** The Sciabicoti, a community of practice 141
Lucia Cappiello

PARTIE 4 | PART 4**Les communautés patrimoniales dans l'environnement urbain****Heritage communities in the urban environment**

7	Hôtel du Nord: la genèse et le développement d'une communauté patrimoniale inscrite sur l'horizon d'une transformation sociale.....	167
	<i>Yannick Hascoët</i>	
8	Reimagining urbanism and heritage through urban exploration.....	189
	<i>Taras Nakonecznyj</i>	
	Notices biographiques Biographies.....	215

LISTE DES ABRÉVIATIONS

LIST OF ABBREVIATIONS

APSARA	Autorité pour la protection du site et l'aménagement de la région d'Angkor
CCVQ	Comité des citoyens du Vieux-Québec
CHS	<i>Critical heritage studies</i>
GPOW	Grants for Places of Worship
HLF	Heritage Lottery Fund
HLM	Habitations à loyer modique
LPoW	Listed places of worship
NHMF	National Heritage Memorial Fund
PCC	Parochial Church Council
PCI	Patrimoine culturel immatériel
PCS	Professions et catégories socioprofessionnelles
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

INTRODUCTION

Jessica Mace et Myriam Joannette

Les communautés patrimoniales

Le patrimoine est une création et une interprétation humaines. Jusqu'à récemment, il était principalement perçu, compris et étudié par les monuments statiques et a de fait souvent été associé au passé. Avec la recrudescence du champ des études critiques sur le patrimoine, les définitions lui étant associées se sont élargies : on l'envisage maintenant au présent et il est de plus en plus perçu non seulement comme un objet, mais comme un ensemble de réseaux dynamiques et actifs, un lieu de négociations continues et une construction sociale.

Le rôle essentiel des personnes dans ces processus de patrimonialisation est donc crucial et est de plus en plus étudié et valorisé¹. En effet, en admettant le patrimoine comme produit fabriqué par les individus regroupés autour d'un projet commun, il importe désormais d'accorder une attention particulière aux personnes responsables de la construction et du maintien des réseaux et de la production de dialogues autour de celui-ci. Bien que les organismes du patrimoine institutionnel aient été exposés, étudiés et critiqués au cours des dernières années, il est maintenant clair qu'ils ne constituent pas les seuls acteurs en matière de patrimoine.

En fait, dans de nombreux cas, les forces motrices en coulisse sont des groupes formés de manière autonome qui agissent indépendamment pour créer leurs propres récits, revendiquer des sites et des pratiques

1. Bien qu'il existe de nombreuses études dans ce domaine, nous n'en nommerons que quelques exemples influents : Laurajane Smith, *Uses of Heritage*, Londres, Routledge, 2006 ; Lucie K. Morisset, *Des régimes d'authenticité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009 ; Rodney Harrison, *Heritage: Critical Approaches*, Londres, Routledge, 2013.

et assumer la responsabilité d'un patrimoine particulier². Ce sont des communautés patrimoniales. Ces communautés opèrent souvent au-delà des domaines traditionnellement reconnus comme patrimoine ; elles peuvent ainsi valoriser un patrimoine qui n'est ni reconnu ni désigné par des organismes internationaux, nationaux ou même locaux. Leurs efforts de reconnaissance sont parfois vains, bien qu'ils aient la capacité de changer, encore plus radicalement que jamais, notre façon de comprendre et de définir le *patrimoine* ou encore d'interagir avec celui-ci.

La volonté d'éclaircir nos conceptions des acteurs du patrimoine et de les redéfinir est donc centrale dans ce livre. Reconnaissant que le patrimoine n'est pas statique et ciblant les forces sociales en jeu, les textes qui suivent se concentrent sur les groupes d'acteurs dynamiques qui entourent et habitent ces lieux de signification, de même que sur ceux qui sont en train de créer leur patrimoine et qui continuent à lui donner un sens de manière nouvelle et souvent inattendue. Les auteurs de ce livre fournissent les bases pour exposer et discuter des forces collectives souvent inaperçues derrière la constitution d'un patrimoine ; celles qui ne sont pas moins importantes – et dans bien des cas même plus importantes – que les réseaux de patrimoine systématisés qui nous sont devenus familiers.

Comment définissons-nous les communautés patrimoniales ?

Définir une communauté par rapport à son patrimoine est un processus complexe, considérant notamment la fluidité des termes, des concepts et des paramètres connexes qui relient le patrimoine et la communauté. L'élargissement toujours croissant des définitions du patrimoine permet par ailleurs de mieux cerner la complexité de ce processus. De fait, la reconnaissance du *authorized heritage discourse* en tant que paradigme scientifique a conduit à une critique et à une réévaluation généralisées des valeurs et des pratiques du patrimoine, qui ont ouvert la porte à des définitions multiples et plus larges de celui-ci³. Autrement dit, non

2. Bella Dicks, *Heritage, Place and Community*, Cardiff, University of Wales Press, 2000.

3. Laurajane Smith et Emma Waterton, «Constrained by commonsense: The authorized heritage discourse in contemporary debates», dans Robin Skeates, Carol McDavid et John Carman (dir.), *The Oxford Handbook of Public Archaeology*, 2012, p. 153-171.

seulement nous nous éloignons du monument en tant que seul patrimoine, mais, parallèlement, nous travaillons dans un système de plus en plus libéré de la notion stricte de « patrimoine » en tant que cadre réglementaire défini – mis en œuvre par des accords internationaux – pour sa protection et sa transmission.

Cela a eu plusieurs effets. D'une part, dans un tel contexte, l'interrelation entre le patrimoine et le développement des territoires – urbains et ruraux – est maintenant largement reconnue dans la communauté universitaire⁴. Cela signifie que l'identité peut être liée et formée à l'intérieur de territoires définis dans de nombreuses itérations. Il est peut-être évident de voir que l'identité collective peut être formée par des liens physiques et par la proximité, mais il est important aussi de considérer que les communautés peuvent également être façonnées par le savoir et le savoir-faire, ce qui pave la voie à la reconnaissance de la notion de « communauté patrimoniale ». Par ailleurs, ces réseaux de connaissances et de savoir-faire sont peut-être encore plus étroitement liés aux sentiments d'appartenance et d'identité dans notre monde toujours plus mondialisé.

L'essor de la reconnaissance du patrimoine immatériel témoigne de l'évolution de cet ensemble de valeurs et de la conscience identitaire actuelle. Il ne suffit plus que le patrimoine soit défini uniquement à travers les bâtiments et les sites, généralement sélectionnés et gérés par un nombre restreint d'élites⁵. Les pratiques, les traditions et les rituels de personnes de tous les horizons sont des contributions non moins importantes à la culture humaine et ont été progressivement valorisés en tant que tels⁶, devenant eux-mêmes des composantes essentielles à la formation identitaire. Même des sites et des objets classés depuis longtemps comme patrimoine font de plus en plus l'objet de nouvelles interprétations : itinéraires touristiques, textes et récits prescrits sont repensés et repris dans le but de lutter contre les visions hégémoniques (lire ici monolithiques, eurocentriques, masculines) qui perdurent.

4. Mark Hampton, «Heritage, local communities and economic development», *Annals of Tourism Research*, 2005, vol. 32, n° 3, p. 735-759.

5. Laurajane Smith, «Intangible heritage: A challenge to the authorised heritage discourse?», *Catalan Journal of Ethnology*, 2015, n° 42, p. 133-142.

6. Un intérêt formulé dans la Convention de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, <<https://ich.unesco.org/fr/convention>>, consulté le 30 juillet 2019.

L'affirmation d'une multitude de voix et d'identités telles que comprises *à travers le patrimoine* est centrale dans notre monde postindustriel et postcolonial. En bref, la prise de conscience que le patrimoine – matériel et immatériel – contribue à la reconnaissance et aux politiques identitaires peut être interprétée ici comme un puissant cri de ralliement, qui, bien que peut-être toujours compris au sein des communautés, est resté relativement vierge dans le monde universitaire.

Alors que la Convention de Faro définit les communautés patrimoniales comme des groupes «de personnes qui attachent de la valeur à des aspects précis du patrimoine culturel qu'elles souhaitent, dans le cadre de l'action publique, soutenir et transmettre aux générations futures⁷», nous émettons un doute quant à la pertinence de laisser la communauté internationale, généralement eurocentrique, fournir une définition *top-down* (descendante) et potentiellement exclusive de ce phénomène. En effet, bien que cette définition comporte des éléments pertinents, notamment l'accent mis sur la valeur, il serait peut-être plus approprié d'affirmer qu'il n'existe pas de définition ou de modèle unique de communautés patrimoniales. En reconnaissant l'absence d'uniformité de ces communautés, nous pouvons néanmoins suggérer quelques grandes tendances pouvant éclairer leur genèse ; souvent, les communautés patrimoniales sont des groupes marginaux ou liminaux, travaillant en marge ou même dans les interstices en matière de patrimoine, mais unis par des valeurs partagées. Autrement dit, ces groupes ne sont pas des organismes reconnus qui ont été chargés d'une tâche précise ou qui ont obtenu un statut officiel sous une forme ou une autre ; ils ont plutôt décidé d'assumer la responsabilité de la gestion et de l'interprétation d'une forme particulière de patrimoine, souvent de leur propre fait, et ce, qu'il s'agisse d'une tradition, d'une langue, d'un lieu ou d'une pratique. Ces communautés autonomes cherchent ainsi à contrôler leur propre destin, leur identité et, dans certains cas, à repousser les limites de ce qui constitue le patrimoine.

Bien que le contexte précis ou la forme du patrimoine change, souvent radicalement, de communauté en communauté, les valeurs et les désirs sont en grande partie les mêmes. Les communautés patrimoniales, dans leur ensemble, cherchent à travailler conjointement pour concéder une

7. *Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société* (Convention de Faro), 2005, <<http://famdt.com/wp-content/uploads/2015/01/conventionFARO.pdf>>, consulté le 30 juillet 2019.

signification au patrimoine, susciter un changement, voir comment le patrimoine peut enrichir la vie actuelle et comment il sera interprété et utilisé dans le futur.

Dans l'ensemble, l'étude des communautés patrimoniales constitue un changement de paradigme, passant d'une reconnaissance et d'une gestion du patrimoine fondées sur des experts à une culture centrée sur les communautés autoproducitives. Malgré l'abondance des possibilités de recherche, peu de chercheurs ont exploré le phénomène de ces communautés patrimoniales, ce qui signifie que la littérature scientifique sur le sujet n'a pas encore été écrite. Ce sujet naissant d'investigation scientifique nous apparaît alors d'une grande importance compte tenu du climat patrimonial contemporain. C'est à ces nouvelles logiques du patrimoine – sa redéfinition et l'orientation prise par ces communautés qui ne partagent plus nécessairement une histoire commune, mais qui sont unies par des valeurs collectives – que répondent les essais de ce collectif. Ils examinent ainsi de nombreuses questions, dont : De quelle manière les études sur le patrimoine peuvent-elles contribuer à saisir la dynamique entre le patrimoine tel que conçu par les communautés et les pouvoirs publics et politiques ? Comment les représentations de ces diverses formes de patrimoine peuvent-elles être contextualisées dans les projets patrimoniaux mis en œuvre par les communautés ? Dans quels contextes les communautés peuvent-elles être construites autour de projets patrimoniaux et placer ainsi le patrimoine (quel qu'il soit) au cœur du développement de l'identité commune ?

Compte tenu de la nature imprécise des communautés patrimoniales, les auteurs sélectionnés font appel à un large éventail d'approches sur des types de patrimoine très différents. Le lien sous-jacent, toutefois, est l'accent mis sur la *communauté* : des gens de tous les horizons se rassemblant sous une bannière commune, avec un objectif commun et des valeurs partagées. Les auteurs révèlent ici le potentiel de ces groupes, quelle que soit la fragilité de leur regroupement ou leur volonté de s'identifier en tant que tel, enrichissant ainsi notre compréhension du patrimoine tout en façonnant son potentiel futur.

Dans l'esprit de la critique et du réexamen des prémisses du patrimoine tel que nous le connaissons, Juliette Augerot mène une réflexion sur deux sites qui ont été transmis et gérés en tant que patrimoine sur plusieurs générations, tous deux par ailleurs classés au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science

et la culture (UNESCO). Elle présente une étude de cas de la ville de Québec (Canada) et de celle d'Angkor (Cambodge): deux sites très différents, mais tous deux imprégnés d'un sens de l'historicité et de la longévité, et dont les pratiques de gestion du patrimoine sont étroitement contrôlées. En utilisant le cadre du tournant participatif dans les études sur le patrimoine, elle explore la possibilité de l'existence de communautés patrimoniales sur ces sites établis de longue date. Quelles sont alors les limites possibles du concept de communautés patrimoniales et comment pourraient-elles être théorisées dans de tels contextes?

Kahina Le Louvier aborde quant à elle une étude de cas portant sur le Comfrey Project, une organisation caritative qui soutient des réfugiés de vingt-huit pays différents à Gateshead (dans le nord-est de l'Angleterre). Elle examine la manière dont le patrimoine est élaboré et comment l'identité est préservée et valorisée parmi un groupe composé d'acteurs provenant de diverses régions du monde et ayant peu de points communs à l'exception de leur emplacement actuel. Malgré leurs différences, ces personnes s'unissent pour créer des relations et un sentiment d'appartenance à travers leurs pratiques patrimoniales respectives. Le Louvier théorise donc et spéculle sur ce type de «communauté de pratiques» unique, construite dans le contexte de la migration et de la diaspora, ainsi que dans l'absence de patrimoine institutionnalisé.

Mélanie Meynier Philip explore ensuite l'alliance possible entre communautés patrimoniales et spécialistes, prenant l'exemple d'une communauté militant en faveur de la sauvegarde de deux églises à Villeurbanne, à Lyon (France). Dans un contexte de sous-utilisation de nombreux lieux de culte, entraînant souvent la démolition des monuments, elle aborde une forme de communauté patrimoniale apparue tout d'abord grâce aux paroissiens, puis consolidée par les habitants du quartier et, finalement, de la ville entière. Meynier Philip réfléchit également à la relation entre les experts et cette communauté, tout en interrogeant la nécessité d'une mobilisation sociale en réponse aux institutions publiques.

Toujours sur le thème des lieux de culte, Robert Piggott examine les petits groupes communautaires qui se rassemblent autour du patrimoine religieux en Angleterre et qui déposent une demande au programme des subventions pour les lieux de culte du Fonds de loterie du patrimoine lancé en 2013. Ce programme national reconnu a comme objectif d'encourager les communautés locales à se mobiliser pour la préservation

du patrimoine des églises paroissiales. Dans ce cas précis, le terme *communauté* n'a jamais été défini. Piggott, par conséquent, décompose cette notion et ses implications à différents niveaux du processus de financement, ce qui met en lumière une certaine forme de gouvernance par rapport à des communautés patrimoniales que l'on pouvait croire indépendantes.

Dans le même esprit, Julie Léonard présente une étude sur les personnes qui animent la pratique du *fest-noz* en Bretagne (France), pratique inscrite sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO en 2012. Cette célébration nocturne mettant en vedette musique, chants et danses est une tradition utilisée à de nombreuses fins et transmise de génération en génération dans cette partie du monde. Léonard analyse l'histoire de cet événement, de ceux qui le pratiquent et de la communauté réunie pour contribuer à le protéger et à le désigner. Elle souhaite également démontrer la mobilisation des pouvoirs publics régionaux dans l'appel à la reconnaissance du patrimoine culturel immatériel en Bretagne en illustrant de quelle manière la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel peut être utilisée comme un levier d'action permettant une organisation politique et financière autour du patrimoine immatériel.

De la même manière, Lucia Cappiello se penche sur les pratiques de pêche dans le contexte d'une ville portuaire historique, Brindisi (Italie), en tant que patrimoine immatériel, ainsi que sur les acteurs qui les pratiquent encore aujourd'hui, en dépit des nombreux revers et des restrictions imposées à leur profession. Cappiello explore ainsi les problèmes contemporains que doit affronter cette communauté, qu'elle identifie comme une communauté patrimoniale, et comment cette communauté tout entière est maintenant impliquée dans sa propre préservation. En effet, cette communauté ne se rassemble plus exclusivement autour de la pêche et des pêcheurs; la majorité des habitants du quartier Le Sciacchile participent à ce projet patrimonial, que ce soit par la pratique de la pêche, la réparation des filets, les routines quotidiennes et les histoires, ou simplement dans la vie quotidienne de la ville elle-même. Tous ces aspects sont partie intégrante de l'identité de cette communauté qui se tourne maintenant vers le secteur du tourisme culturel. Cappiello décrit comment pourrait s'articuler ce type de communauté patrimoniale et, à travers cette étude de cas, explique les premières étapes de la mise en œuvre d'une offre touristique culturelle et patrimoniale.

Yannick Hascoët s'intéresse quant à lui à une communauté patrimoniale, coopérative Hôtel du Nord, à Marseille (France), composée d'habitants d'un quartier particulier investis dans la préservation et la définition de leur environnement en fonction de leurs expériences et de leur compréhension du lieu. Ces entreprises sont menées indépendamment des récits traditionnels du patrimoine établis à Marseille qui ne tiendraient pas compte de ce lieu unique. Hascoët retrace le développement de cette communauté et les défis qu'elle a dû relever, notamment divers obstacles sociaux et politiques. Fait important, il rend compte de l'évolution des programmes et des itinéraires touristiques créés par les habitants eux-mêmes, offrant ainsi une perspective du district à l'encontre des récits traditionnels et, finalement, faisant preuve de la détermination des communautés du patrimoine.

Finalement, Taras Nakonecznyj emprunte une approche quelque peu différente de la pratique du patrimoine, mais toujours campée dans un environnement urbain, c'est-à-dire l'acte d'exploration urbaine dans lequel les individus développent leur forme de participation au patrimoine dans un paysage urbain donné. Il examine ainsi le phénomène de ce type de communauté patrimoniale hors du commun à York (Angleterre). Ici, les explorateurs urbains contournent les récits institutionnels du patrimoine et les itinéraires touristiques correspondants dans le village historique, le considérant plutôt comme un site vivant, doté de nombreuses couches de signification. Dans le même ordre d'idées, les explorateurs urbains de York contournent les heures de visite prescrites, observant le site, souvent la nuit, d'une façon particulière pour mieux percevoir l'esprit des lieux. Par ailleurs, ces explorateurs entrent en contact avec d'autres explorateurs par l'intermédiaire des forums en ligne, remettant en cause notre compréhension des relations communautaires proximales. Nakonecznyj estime que ces explorations informelles peuvent enrichir le patrimoine d'un site et donner lieu à une nouvelle compréhension des espaces culturels et de la communauté.

Dans l'ensemble, ces textes s'appuient sur ce qui est effectivement la *terra nullius* en termes d'érudition patrimoniale. Ils révèlent, tour à tour, ce qui peut être découvert lorsque nous allons au-delà des définitions officielles du patrimoine et examinons les relations et les espaces liminaux qui échappent généralement à la recherche scientifique. Les auteurs présentent une grande variété de façons de comprendre, d'exploiter, d'utiliser et de mettre en valeur le patrimoine. Compte tenu de

la diversité de leurs intérêts, objectifs et défis, les études de cas présentées dans ce livre risquent de nous éloigner d'une définition précise du concept de «communautés patrimoniales». En effet, la richesse des textes rassemblés ici, en anglais ou en français, contribue à un dialogue amorcé par les concepts distincts de «*heritage*» et de «*patrimoine*», mettant en lumière, d'une part, les institutions du patrimoine et les statuts qu'elles sont en mesure d'accorder et, de l'autre, l'appropriation par la communauté et la participation citoyenne⁸. La variété des textes écrits dans ces deux langues nous permet ainsi de poursuivre une discussion plus large sur les différentes notions de «*heritage*», de «*patrimoine*» et, surtout, de «communautés patrimoniales» en tant qu'objets de recherche, en fonction de la langue utilisée par chaque auteur.

Même s'il est peut-être impossible de parvenir à un consensus sur la portée de ce livre au sein de ce champ d'investigation en plein essor, chaque auteur prouve parfaitement qu'il s'agit d'un riche champ d'investigation susceptible de façonnner les études sur le patrimoine. En conclusion, bien que les définitions du patrimoine et des communautés patrimoniales soient constamment modifiées et affinées au fil du temps, nous espérons que ce collectif aidera à faire la lumière sur ces communautés importantes et créera des voies d'études futures sur ces porteurs de sens.

Heritage Communities

Heritage has always been created and interpreted by people. While this is certainly not a revolutionary statement, until just recently heritage has mostly been viewed, understood, and studied as static monuments. As such, it has often been relegated to the past. With the rise of the field of critical heritage studies, however, definitions of heritage have broadened: notably, it has been brought into the present, becoming increasingly understood not just as objects but as a set of dynamic, active networks, as a site of continued negotiations, and as a social construct.

8. Lucie K. Morisset, «But what are we really talking about? From *patrimoine* to *heritage*, a few avenues for reflection», *Journal of Canadian Studies*, 2018, vol. 52, n° 1, p. 11-56.

The integral role of people in these heritage processes is thus crucial and has been increasingly studied and valorized.⁹ Indeed, as something manufactured by individuals grouped around communal projects, it is important to look at the very people responsible for building and sustaining these networks, and for producing dialogues. While institutional heritage bodies have been exposed, broken down, and critiqued in recent years, it is important to understand that these are not the only actors when it comes to heritage.

In fact, in many cases, the driving forces behind the scenes are self-formed groups who act independently to create their own narratives, to (re)claim sites and practices, and to assume responsibility for a particular heritage.¹⁰ These are heritage communities. Often, these communities operate beyond the spheres of what has traditionally been recognized as heritage; they may orbit heritage that is, indeed, not recognized or designated by international, national, or even local bodies. Instead, their endeavours are often labours of love, albeit with the capacity to change, even more drastically than ever before, how we understand, interact with, perform, or define *heritage*.

This idea of disentangling our conceptions of heritage actors and recomposing them is thus central to this book. Recognizing that heritage is not static and zeroing in on the social forces at play, the texts that follow focus on the dynamic groups of actors surrounding and inhabiting these sites of meaning in the present day; those who are in the active process of *making* heritage and who continue to give it meaning in new and, often, unexpected ways. The authors in this book provide the foundations for exposing and discussing the often-unnoticed collective forces behind heritage-making; those who are no less important—and in many cases even more important—than the systematized heritage networks with which we are familiar.

9. While there are now many studies in this area, we will name just a few influential samples: Laurajane Smith, *Uses of Heritage*, London, Routledge, 2006; Lucie K. Morisset, *Des régimes d'authenticité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009; Rodney Harrison, *Heritage: Critical Approaches*, London, Routledge, 2013.

10. Bella Dicks, *Heritage, Place and Community*, Cardiff, University of Wales Press, 2000.

How do we define *heritage communities*?

Defining a community with respect to its heritage can be a slippery process, given the fluidity of related terms, ideas, and parameters that connect heritage and community. The ever-expanding definitions of heritage itself help us to better understand why this is the case. Indeed, the recognition of the *authorized heritage discourse* as a scholarly paradigm has led to a widespread critique and re-evaluation of heritage values and practices, which have opened the door to multiple and broader definitions of heritage.¹¹ That is, not only are we moving away from the monument as heritage, but, at the same time, we are working within a system that is increasingly liberated from the strict notion of heritage as defined regulatory frameworks—enforced by international agreements—for its protection and transmission.

This has produced several different effects. For one, within this context, the interrelation between heritage and the development of territories—both urban and rural—is now widely recognized in the academic community.¹² This means that identity can be tied to and formed in such territories in many iterations. It is perhaps plain to see that collective identity can be formed through physical links and proximity, but it is equally important to consider that communities can also be shaped by knowledge and know-how, which vastly open up the possibilities when it comes to the notion of “heritage community.” In fact, these networks of knowledge and know-how are perhaps even more closely linked to a sense of identity in our increasingly globalized world.

The rise of the recognition of intangible heritage speaks to this changing set of values and to identity awareness in the present day. It is no longer enough for heritage to be solely defined through buildings or sites, for example, selected and controlled by an elite few, and seen through a singular lens.¹³ Practices, traditions, and rituals from people of all walks of life are equally important contributions to human culture

-
11. Laurajane Smith and Emma Waterton, “Constrained by commonsense: The authorized heritage discourse in contemporary debates,” in Robin Skeates, Carol McDavid, and John Carman (eds.), *The Oxford Handbook of Public Archaeology*, 2012, p. 153-171.
 12. Mark Hampton, “Heritage, local communities and economic development,” *Annals of Tourism Research*, 2005, vol. 32, no. 3, p. 735-759.
 13. Laurajane Smith, “Intangible heritage: A challenge to the authorised heritage discourse?” *Catalan Journal of Ethnology*, 2015, no. 42, p. 133-142.

and have been progressively valued as such,¹⁴ becoming themselves integral sites of identity-making. Even sites and objects that have long since been designated as heritage are, increasingly, being interpreted in new ways, with prescribed touristic routes, texts, and narratives being rethought and retold in efforts to counter longstanding hegemonic (read: monolithic, Eurocentric, male) perspectives. The affirmation of a multitude of voices and identities as understood *through heritage* is central in our postindustrial and postcolonial world. In short, the realization that heritage—both material and immaterial—contributes to recognition and identity politics can be interpreted here as a powerful rallying cry, which, while perhaps always understood within communities, has remained relatively untouched in the academic world.

While the Faro Convention defines heritage communities as groups “of people who value specific aspects of cultural heritage [that] they wish, within the framework of public action, to sustain and transmit to future generations,”¹⁵ we are not entirely content to let an international and Euro-centric body provide a top-down and potentially exclusive definition of this phenomenon. Although there are useful traits included within this statement—notably the emphasis on value—it is perhaps more appropriate to say that there is no singular definition or model of heritage communities. In recognizing the lack of uniformity, we can nonetheless suggest some broad trends that could be of use in our understanding of this occurrence; often, heritage communities are marginal or liminal groups, working on the fringes or even in the interstices when it comes to heritage, but who are united by shared values. That is, these groups are not recognized bodies who have been charged with this task or granted official status in one form or another. Rather, they decided to take responsibility for the management and interpretation of a specific form of heritage, often of their own making, whether a tradition, language, place, or practice. These self-made communities seek to control their own fates, their own identities, and, in some cases, push the boundaries of what constitutes heritage.

14. An interest formalized by the 2003 UNESCO *Convention for the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage*, <<https://ich.unesco.org/en/convention>>, accessed July 30, 2019.

15. *Framework Convention on the Value of Cultural Heritage for Society* (Faro Convention), 2005, <<https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680083746>>, accessed July 30, 2019.

Though the precise context or form of heritage changes, often drastically, from community to community, the values and desires are largely the same across the board. Heritage communities, on the whole, seek to work together to build heritage meanings, to see things differently, enact change, to consider how heritage can enrich our lives presently, and to consider how heritage will be interpreted and used in the future.

Overall, the study of heritage communities constitutes a paradigmatic shift, moving from an expert-based recognition and management of heritage to one that is centred on self-made communities. Even with the abundance of research possibilities, few have explored the phenomenon of these “heritage communities,” meaning that the academic literature on the subject, to this point, has yet to be written. As a nascent topic of scientific inquiry, this is perhaps not surprising, but it remains one of great importance given the contemporary heritage climate. It is to these new rationales of heritage—its redefinition and the lead taken by these specific communities who no longer necessarily share a common history or background, but that are united by collective values—that the essays in this collective respond. They examine numerous questions within this framework, notably: In what way can heritage studies contribute to grasping the dynamics between heritage as conceived by communities and public and/or political powers? How can representations of these diverse heritages be contextualized in heritage projects enacted by communities? In what contexts can communities be built around heritage projects, and thus place heritage (whatever it may be) at the heart of the development of communal identity?

Given the imprecise nature of heritage communities, the selected authors demonstrate a wide range of approaches, with vastly different types of heritage in mind. The underlying link, however, is the focus on *community*: people of all stripes coming together under a common banner, with a common goal, with shared values. No matter how loose the grouping, or willingness to self-identify, the potential of these groups is revealed by our authors, thereby enriching our understanding of heritage while simultaneously shaping its future potential.

In the spirit of the critique and the re-examination of the very premises of heritage as we know it, Juliette Augerot begins with two sites that have been handed down and managed as heritage over multiple generations, both of which are United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) World Heritage Sites. In particular, she

presents a case study of Québec City (Canada) and Angkor (Cambodia); two very different sites, but both imbued with a sense of historicity and longevity, and both of which have tightly controlled heritage management practices. Using the framework of the participatory turn in heritage studies, she explores the possibility of the existence of heritage communities at these long-established heritage sites. What, then, are the possible limits of the concept of heritage communities, and how might they be theorized in such contexts?

Taking a look at an extremely different kind of environment, although through a no less critical lens, Kahina Le Louvier dives into a case study of an organization called the Comfrey Project, a charity that supports refugees from twenty-eight different countries in Gateshead (North East England). She examines how heritage is performed, and how identity is preserved and valued among a diverse group of actors from across the globe with little in common, except for their present location. Despite their differences, these people come together to create relationships and a feeling of belonging through their respective heritage practices. Le Louvier thus theorizes and speculates about this kind of unique “community of practice” that is built in the context of migration and diaspora, as well as in the absence of institutionalized forms of heritage.

Next, Mélanie Meynier Philip explores the possible alliance between heritage communities and specialists, taking the example of a community in favour of safeguarding two churches in Villeurbanne, Lyon (France). In a context of the underutilization of numerous places of worship, often resulting in demolition, Meynier Philip addresses a form of heritage community that emerged first with the parishioners and that was then consolidated by the residents of the neighbourhood as well as, ultimately, the whole city. She also reflects on the relationship between experts and this community, while interrogating the necessity of social mobilization in response to public institutions.

Staying with the theme of places of worship, Robert Piggott examines the small community groups that rally around religious heritage in England and that applied to the Heritage Lottery Fund's Grants for Places of Worship programme begun in 2013. While the funding programme is a recognized national body, the goal was to strengthen local communities, and for them to mobilize around the preservation of parish churches. With such a lofty goal, interestingly, the term *community* was

never defined. Piggott, then, unpacks this notion and its implications at various levels of the funding process, which ultimately results in a form of governance over would-be independent heritage communities.

Similarly working within the parameters of designated heritage, Julie Léonard presents a study of the people who breathe life into the practice of the *fest-noz* in Brittany (France), a practice inscribed on the UNESCO Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity in 2012. This nighttime celebration featuring music, song, and dance is a tradition used for many purposes, and handed down from generation to generation in that part of the world. Léonard tracks the history of this event, those who practice it, and the community that came together to help protect and designate it. She also sets out to demonstrate the mobilization of regional public powers in the call to recognition of intangible cultural heritage in Brittany by illustrating how the 2003 Convention for the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage can be used as a lever of action to permit political and financial organization.

In the same manner, Lucia Cappiello examines the intangible cultural heritage practices of fishing in the context of a historic port city, Brindisi (Italy), and the practitioners who pursue it through to this day, in spite of many setbacks and restrictions on their profession. Cappiello thus explores the contemporary issues faced by what she identifies a community of practice and how this entire community has become involved in its own preservation. Indeed, it is not just the act of fishing in itself or certain members of the community; everyone in the neighbourhood of Le Sciacische is involved, whether through fishing, the sewing of nets, the daily routines, the stories, or even just in the quotidian life of the city itself. All these aspects have become an integral part of their identity, and they now seek the aid of cultural tourism to better thrive. Cappiello outlines what this might look like in this community of practice and, through this case study, describes the first steps toward the implementation of a touristic offer.

Following in a counter-cultural touristic vein, Yannick Hascoët investigates a heritage community, Hôtel du Nord, in Marseilles (France), composed of residents of a particular neighbourhood who are invested in preserving and defining their environment according to their own experiences and understandings of place. These undertakings are conducted independently of the traditional heritage narratives established in Marseilles that would see this unique place ignored. Hascoët traces

the development of this community, and the challenges that they have faced, including various social and political obstacles. Importantly, he gives an account of the development of touristic programmes and routes created by the inhabitants themselves, thereby offering a perspective of the district counter to traditional narratives, and ultimately displaying the determination of heritage communities.

And finally, taking a rather different approach to the practice of heritage, but still in an urban environment, is the act of urban exploration, in which individuals develop their form of heritage engagement within a given cityscape. Taras Nakonecznyj examines the phenomenon of this out-of-the-box type of heritage “community” in the city of York (England). Here, urban explorers bypass the institutional narratives of heritage and their corresponding touristic routes in the historic village, instead seeing it as a living site, embedded with many layers of meaning. Relatedly, the urban explorers of York circumvent prescribed visiting hours, often taking in the sights at night, to get a better sense of place on their own terms. Not only this, but they engage with others via online forums, challenging our understanding of proximal community relationships. Nakonecznyj posits that these informal explorations can enrich the heritage of a place, and result in new understandings of cultural spaces and community.

Overall, these texts build on what is effectively *terra nullius* in terms of heritage scholarship. The authors, in turn, reveal what can be uncovered when we move far beyond official definitions of heritage, and examine the relationships and liminal spaces that typically escape academic interrogation. Our authors present a wide variety of ways in which heritage can be understood, performed, used, and enacted. With their range of interests, goals, and challenges, the case studies presented in this book may well take us further away from a precise definition of the concept of “heritage communities.” Indeed, the richness of the texts presented here in either English or French contribute to a dialogue initiated by the distinct concepts of “heritage” and “*patrimoine*,” highlighting, on the one hand, the institutions of heritage and the statuses that they are able to award, and community appropriation and citizen participation on the other.¹⁶ The variety of texts written in these two languages allows

16. Lucie K. Morisset, “But what are we really talking about? From *patrimoine* to heritage, a few avenues for reflection,” *Journal of Canadian Studies*, 2018, vol. 52, no. 1, p. 11-56.

us thus to pursue a broader conversation regarding the different notions of “heritage,” *“patrimoine,”* and, above all, “heritage communities” as objects of research, according to the language used by each author.

While a tidy consensus is perhaps not possible in the scope of this book within this burgeoning field of inquiry, each of these authors do definitively prove that this is a rich field of inquiry with the potential to shape heritage studies going forward. So, while definitions of heritage and heritage communities may be constantly shifting, changing, and refined over time, we hope that this collective helps to shed light on these important communities, and creates possibilities for future studies of these important bearers of meaning.

PARTIE
PART

1

LES INTERPRÉTATIONS DES COMMUNAUTÉS PATRIMONIALES

INTERPRETATIONS
OF HERITAGE
COMMUNITIES



LA PATRIMONIALITÉ
INSTITUTIONNALISÉE
ET LA COMMUNAUTÉ
PATRIMONIALE
Une cohabitation possible ?

Juliette Augerot

Résumé

Depuis une trentaine d'années, on assiste à l'apparition du champ des études patrimoniales (*heritage studies*) dans lequel les auteurs s'intéressent moins aux caractéristiques de l'objet patrimonial qu'à l'investissement de sens qui produit le patrimoine. Dans les études anglophones, le projet des *critical heritage studies* est d'aller au-delà des discours institutionnels pour s'intéresser davantage aux discours «concurrents». Sur le plan institutionnel, les discours contribuent aussi au «tournant participatif», notamment avec la Convention de Faro qui s'inscrit en faveur des «communautés patrimoniales». Face à ce changement de paradigme, notre article s'interroge sur l'existence de communautés patrimoniales dans le contexte de lieux où la patrimonialité est fortement institutionnalisée. Pour cela, notre questionnement s'inscrit dans deux lieux où la patrimonialisation est intense et ancienne, l'Arrondissement historique du Vieux-Québec et Angkor au Cambodge. Nous avons croisé des analyses de discours existants et de discours générés par des entretiens de type semi-directif *in situ*. Notre article fait ressortir la difficile coexistence de communautés patrimoniales et de discours institutionnels et touristiques anciens.

D epuis une trentaine d'années, on assiste à l'apparition du champ des études patrimoniales (*heritage studies*), qui existe à présent comme un ensemble de pratiques universitaires distinctes¹. Dans ce champ de recherche, les auteurs s'intéressent moins aux caractéristiques de l'objet patrimonial qu'à l'investissement de sens qui produit le patrimoine². Principalement dans la recherche francophone, le patrimoine est perçu selon une posture constructiviste où il est considéré comme le fruit d'une représentation sociale et un phénomène³. Dans les études anglophones, les *critical heritage studies* (CHS) montrent un rejet systématique du sens conféré au patrimoine par les institutions en faveur du «tournant participatif». Si ce courant épistémologique s'intéresse également au patrimoine en tant que phénomène social, politique ou économique⁴, il se distingue surtout par la portée idéologique de son projet et axe ses recherches sur le patrimoine identifié et soutenu par des populations locales⁵. Les CHS postulent que le *authorized heritage discourse* (AHD)⁶, c'est-à-dire le discours qui dit ce qui est ou n'est pas du patrimoine, marginalise les discours de provenance sociale, car leurs auteurs ne détiennent pas le titre d'«expert en patrimoine»⁷. Le projet des CHS est ainsi d'aller au-delà des discours institutionnels pour s'intéresser davantage aux discours «concurrents»⁸. Sur le plan institutionnel, les

-
1. Marie-Louise Sorensen et John Carman, *Heritage Studies. Methods and Approaches*, Oxon, Routledge, 2009.
 2. Étienne Berthold, *Patrimoine, culture et récit. L'île d'Orléans et la place Royale de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012.
 3. Lucie K. Morisset, *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009.
 4. Laurajane Smith, «The discourse of heritage», dans *Uses of Heritage*, Londres, Routledge, 2006, p. 11-43; Rodney Harrison, *Heritage: Critical Approaches*, Abingdon/New York, Routledge, 2013.
 5. Harrison, *Heritage: Critical Approaches*, *op. cit.*
 6. Smith, «The discourse of heritage», *op. cit.*; Emma Waterton et Laurajane Smith, «There is no such thing as heritage», dans Emma Waterton et Laurajane Smith (dir.), *Taking Archaeology Out of Heritage*, Newcastle-upon-Tyne, Cambridge Scholars Press, 2009, p. 10-27; Harrison, *Heritage: Critical Approaches*, *op. cit.*
 7. Emma Waterton et Laurajane Smith, «The recognition and misrecognition of community heritage», *International Journal of Heritage Studies*, 2010, n° 16, p. 4-15, à la p. 10.
 8. Smith, «The discourse of heritage», *op. cit.*; Waterton et Smith, «The recognition and misrecognition of community heritage», *op. cit.*; Rodney Harrison, «The politics of heritage», dans Rodney Harrison (dir.), *Understanding the Politics of Heritage*, Londres, The Open University, 2010, p. 154-196.

discours contribuent aussi au «tournant participatif», avec par exemple le Conseil du patrimoine culturel du Québec, qui déclare que «la richesse patrimoniale s'amasse infiniment mieux à travers l'attachement des communautés qu'à travers les inventaires et listes officielles⁹», et avec la Convention de Faro¹⁰ en 2005, qui plaide en faveur des «communautés patrimoniales». Le cadre législatif accompagne également ce changement de paradigme. En effet, la Loi sur la protection du patrimoine au Québec a profondément changé. La Loi sur les biens culturels en 1972 a cédé la place à la Loi sur le patrimoine culturel en 2012 et intègre désormais l'appropriation sociale dans les mécanismes de reconnaissance et de protection institutionnelle du patrimoine.

Le courant épistémologique des CHS postule qu'il existe toujours des discours «concurrents» sur le patrimoine, mais que ceux-ci sont occultés par l'hégémonie des discours officiels. Cependant, la recherche n'a pas questionné l'existence de communautés patrimoniales dans le contexte de lieux où la patrimonialité est fortement institutionnalisée. Le site patrimonial du Vieux-Québec et le site d'Angkor au Cambodge sont les objets d'une patrimonialisation institutionnelle ancienne. Officiels par définition, ils s'illustrent par des discours d'experts sur le patrimoine, décennie après décennie. Alors que les mémoires patrimoniales du Vieux-Québec et d'Angkor sont largement nourries par les discours officiels sur le patrimoine, l'imaginaire patrimonial peut-il laisser de la place à d'autres discours et pratiques patrimoniales? D'autres patrimonialités peuvent-elles émerger d'un lieu où l'imaginaire patrimonial se construit à travers un récit national ancien? Est-ce possible, dans ce contexte, de voir de nouvelles représentations et pratiques patrimoniales s'inscrire à la suite ou parallèlement à celles des institutions? Si le pouvoir de contrôler le patrimoine permet de détenir le pouvoir d'interpréter le passé pour faciliter des pratiques¹¹, jusqu'à quel point les autorités seraient-elle prêtes à déléguer l'interprétation et la gestion du patrimoine? Devant ce «tournant participatif» qui semble à l'œuvre

-
9. Commission des biens culturels du Québec, «La gestion par les valeurs: exploration d'un modèle», Québec, CBCQ, 2004, p. 2, <http://www.cpcq.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/docs/VA%20rapport%20final.pdf>, consulté le 30 juillet 2019.
 10. *Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société* (Convention de Faro), 2005, <<http://famdt.com/wp-content/uploads/2015/01/conventionFARO.pdf>>, consulté le 30 juillet 2019.
 11. Harrison, «The politics of heritage», *op. cit.*

dans les milieux universitaire et institutionnel, notre article s'interroge sur la possibilité d'entendre un discours alternatif sur le patrimoine dans des cadres patrimoniaux qui paraissent aussi unanimes et normatifs.

Pour cela, nous définirons dans un premier temps les termes qui portent notre recherche. Dans un deuxième et un troisième temps, nous verrons successivement si une communauté patrimoniale émerge dans les sites patrimoniaux du Vieux-Québec et d'Angkor. Nous terminerons par une discussion sur les deux sites à l'étude.

La patrimonialité et la communauté patrimoniale : des définitions

Le concept de «patrimonialité», au sens de Michel Rautenberg¹², est appréhendé comme l'attribution du caractère patrimonial à un objet. La provenance de la patrimonialité peut varier. Rautenberg en identifie deux différentes. La première, institutionnelle, est produite par les agences gouvernementales des différentes échelles spatiales (Villes de Québec et de Montréal, Province de Québec, Gouvernement du Canada, UNESCO). «Elle vise à déterminer une catégorie d'objets, de lieux, qui seraient à la fois exceptionnels et universels¹³.» Le patrimoine issu de cette logique est irréfutable. C'est un patrimoine qu'on ne peut contester, car il trouve ses origines dans l'histoire nationale. La deuxième provenance de la patrimonialité est sociale. Elle est exprimée par la société civile. C'est ce que Rautenberg appelle le «patrimoine par appropriation». La patrimonialité sociale pourrait être celle des communautés patrimoniales.

La communauté patrimoniale, pour sa part, est l'objet de nombreuses définitions. Nous retiendrons deux approches qui, à notre sens, se complètent. La communauté patrimoniale est d'abord une communauté de pratiques. C'est-à-dire que la communauté propose une alternative à la patrimonialisation institutionnelle en souhaitant agir sur une ou plusieurs étapes de la patrimonialisation. Pour illustrer ce que peut

12. Michel Rautenberg, «Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie», *Culture & musées*, n° 1, «Nouveaux regards sur le patrimoine», sous la dir. de Jean Davallon, 2003, p. 19-40.

13. *Ibid.*, p. 21.

être une communauté de pratiques patrimoniales, Martin Drouin¹⁴ a par exemple montré comment, face aux transformations urbaines qui devaient donner à Montréal l'allure d'une «métropole du progrès», un groupe de citoyens montréalais s'est formé dans les années 1970 pour contester ce projet. Ce groupe a alors mis au point un argumentaire visant à affirmer les spécificités montréalaises, argumentaire qui, vingt-cinq ans plus tard, s'inscrivait dans les documents officiels.

Une autre approche du concept émerge de la littérature: il s'agit de la communauté de valeurs patrimoniales. La communauté se construit autour des valeurs patrimoniales qu'elle partage. Selon cette approche, la communauté n'est pas forcément locale¹⁵, elle peut transgresser les espaces géographiques. L'appréhension du concept est alors bien plus large, puisque la communauté peut exister sans nécessairement se rassembler autour de pratiques patrimoniales; elle existe avant tout dans l'esprit de ses membres. Dans cette approche, la communauté patrimoniale n'est pas une organisation officielle et structurelle¹⁶. La Convention de Faro la définit en ce sens:

Le concept de communauté patrimoniale est présenté comme se définissant par lui-même: c'est en appréciant et en désirant transmettre en interaction avec d'autres un patrimoine culturel qu'une personne devient membre d'une communauté [...] La définition ne requiert pas l'action. Pour être membre d'une communauté patrimoniale, il suffit d'accorder de la valeur à un patrimoine culturel ou de vouloir le transmettre. L'incapacité d'un individu peut empêcher l'action voire le contact physique avec le patrimoine culturel concerné sans pour autant remettre en cause l'appartenance de l'intéressé à sa communauté¹⁷.

14. Martin Drouin, «Introduction», *Le combat du patrimoine à Montréal*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004, p. 1-28.

15. Waterton et Smith, «The recognition and misrecognition of community heritage», *op. cit.*

16. Anthony P. Cohen, *The Symbolic Construction of Community*, Londres, Routledge, 1985.

17. Conseil de l'Europe, *Rapport explicatif de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société*, 2005, p. 8, <<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016800d388f>>, consulté le 30 juillet 2019.

Puisque le prérequis principal de cette approche est le partage de valeurs patrimoniales pour être membre d'une communauté, un groupe peut présenter des distinctions entre ses membres¹⁸. Dans cette approche, une communauté patrimoniale peut donc se bâtir à travers les territoires et les groupes sociaux.

Au croisement de ces deux approches qui nous semblent complémentaires, nous rejoignons également l'idée que la communauté patrimoniale existe par le patrimoine: «le patrimoine désigne alors un capital de ressources spécifiques, singulières, destinées à assurer la perpétuation du groupe tout en alimentant une dynamique collective propre¹⁹», les représentations de la réalité ayant des effets puissants sur le groupe en construction²⁰.

Dans une approche comme dans l'autre, qu'il s'agisse de pratiques ou de valeurs patrimoniales qui traduisent les communautés patrimoniales, celles-ci émettent un discours alternatif aux discours officiels sur le patrimoine²¹. Les lieux qui présentent une forte patrimonialité institutionnelle véhiculent un discours qui émane de la vision d'experts. Ce discours institutionnel privilégie des pratiques patrimoniales qui sont issues des professionnels du patrimoine et des États²². L'analyse des discours sur le patrimoine va ainsi nous permettre de discuter des possibilités ou des difficultés d'existence des communautés patrimoniales dans des lieux dominés par une patrimonialité institutionnelle.

Pour discuter cette problématique, nous allons dans un premier temps aborder un lieu où la patrimonialité dominante est institutionnelle, le Vieux-Québec. Dans un second temps, nous aborderons le cas d'Angkor, au Cambodge, qui présente un phénomène différent où la patrimonialité dominante est issue du tourisme.

18. Nancy Fraser, «Rethinking recognition», *New Left Review*, 2000, vol. 3, n° 3, p. 107-120.

19. Rautenberg, «Comment s'inventent de nouveaux patrimoines», *op. cit.*, p. 20.

20. Cohen, *The Symbolic Construction of Community*, *op. cit.*

21. Leidulf Mydland et Wera Grahn, «Identifying heritage values in local communities», *International Journal of Heritage Studies*, 2012, vol. 18, n° 6, p. 564-587.

22. Smith, «The discourse of heritage», *op. cit.*

L'Arrondissement historique du Vieux-Québec ou la construction institutionnelle du patrimoine

Éluée par Samuel de Champlain pour s'y établir en 1608, la ville de Québec surplombe le fleuve Saint-Laurent au croisement de la rivière Saint-Charles. L'Arrondissement historique du Vieux-Québec, berceau de l'Amérique française et «lieu privilégié de l'investissement identitaire en Amérique du Nord²³», présente une grande profondeur historique sur laquelle repose une patrimonialisation institutionnelle intense dont l'apogée a été l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. La reconnaissance institutionnelle du Vieux-Québec commence en 1870 avec une campagne pour la conservation des fortifications de Québec, soit la sauvegarde des remparts, menée par Lord Dufferin. En 1963 est créé l'Arrondissement historique du Vieux-Québec, aujourd'hui site patrimonial déclaré, et, en 1985, le patrimoine de Québec devient mondial avec l'inscription de son Arrondissement historique sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO au titre des critères (iv) et (vi)²⁴. Le Vieux-Québec devient alors un «exemple exceptionnel de ville coloniale fortifiée» et en tant qu'«ancienne capitale de la nouvelle France [il] représente une des étapes importantes de la colonisation des Amériques par les Européens²⁵». Cette inscription sur la Liste du patrimoine mondial assure pour le monde et notamment pour les touristes son caractère «authentiquement historique²⁶». La patrimonialisation du Vieux-Québec renvoie à un récit de ville idéalisée, notamment à travers l'image du «berceau de la civilisation française en Amérique». Le Vieux-Québec s'est transformé en véritable bulle patrimoniale et touristique. Comment alors une communauté patrimoniale peut-elle exister et agir dans un arrondissement où le discours officiel est très ancré dans l'imaginaire

23. Lucie K. Morisset, dans Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Denis Saint-Jacques (dir.), *Ville imaginaire/Ville identitaire: échos de Québec*, Québec, Nota bene, 1999, p. 8.

24. Critère (iv): Ensemble urbain cohérent et bien préservé, l'Arrondissement historique du Vieux-Québec est un exemple exceptionnel de ville coloniale fortifiée, de loin le plus complet au nord du Mexique. Critère (vi): Québec, l'ancienne capitale de la Nouvelle-France, représente une des étapes importantes de la colonisation des Amériques par les Européens.

25. Site Internet UNESCO/Arrondissement historique du Vieux-Québec: <<http://whc.unesco.org/fr/list/300>>, consulté le 30 juillet 2019.

26. Martine Geronimi, «Québec et la Nouvelle-Orléans, villes de mémoire française en Amérique. Géographie comparative des paysages patrimoniaux et touristiques du Vieux-Québec et du Vieux Carré», *Annales de géographie*, 2003, p. 68-90, à la p. 84.

patrimonial? Le Vieux-Québec, qui semble être sous l'emprise de sa propre image²⁷, est-il ou peut-il être l'objet de discours qui se distinguent de ceux conférés par les institutions depuis des décennies?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous nous sommes intéressée aux discours de deux groupes sur le Vieux-Québec: le Comité des citoyens du Vieux-Québec (CCVQ) et les touristes canadiens.

Le discours du Comité des citoyens du Vieux-Québec

Le CCVQ est créé en 1975 en réaction à la multiplication des bars dans l'arrondissement pour protester contre leurs nuisances. Aujourd'hui, sa mission principale est de sauvegarder et de mettre en valeur l'Arrondissement historique du Vieux-Québec, qu'il considère comme «un ensemble urbain vivant et habité²⁸» (les citations du CCVQ sont toutes issues de son site Internet), dans le but de maintenir les habitants dans le quartier et d'éviter «que le quartier devienne un musée, une ville morte». Le Comité des citoyens du Vieux-Québec souligne l'importance de l'inscription de l'arrondissement sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et l'ensemble de ses actions citoyennes s'inscrivent «au cœur d'une question – le patrimoine – partagée par un plus grand nombre».

Comment le patrimoine est-il représenté dans le discours du Comité des citoyens du Vieux-Québec? Quelles sont ses pratiques patrimoniales? Afin de déceler des discours qui diffèrent de ceux véhiculés par les institutions et tenter de saisir l'émergence d'une communauté patrimoniale, nous avons procédé à une analyse du site du CCVQ.

L'un des cinq objectifs du comité est de «susciter chez les résidents, particuliers et institutions, la fierté d'habiter le Vieux-Québec et aviver la conscience de leur responsabilité à l'égard de cette partie de l'héritage national et du patrimoine mondial²⁹». La représentation dominante du patrimoine pour le CCVQ est nationale et internationale. Les références

27. Guy Mercier, «La ville du patrimoine mondial face au défi politique de sa propre image», *Géographie et cultures*, 2010, n° 73, p. 23-37.

28. Site Internet du Comité des citoyens du Vieux-Québec: <<http://www.ccvq.quebec>>, consulté le 30 juillet 2019.

29. <<http://www.ccvq.org/vieuxsite/raisonetre.htm>>, consulté le 30 juillet 2019.

à l'UNESCO et au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) sont particulièrement nombreuses sur le site Internet. Par exemple, dans la rubrique «Ce qu'on fait³⁰», au chapitre «Nos dossiers», la page «Politique du patrimoine» comporte une courte introduction qui insiste sur la notion d'«appartenance»: «Notre milieu de vie, notre passion, notre devoir», «Nous, résidants du Vieux-Québec, citoyens, en assumons la garde». Cependant, à la suite de ce discours qui formule clairement un sentiment d'appartenance et de responsabilité vis-à-vis du patrimoine, le lecteur est invité à se reporter à un document officiel et international, celui de l'ICOMOS. Le comité perd ainsi la main, et le pouvoir, sur le patrimoine. Il est également intéressant de voir que parmi la liste des documents institutionnels de référence offerts au public se glisse un mémoire du CCVQ présenté à la ministre de la Culture lors de la révision de la Loi sur les biens culturels (loi particulièrement soutenue par le CCVQ). Le CCVQ n'oppose donc pas son discours à ceux des institutions. La liste des documents institutionnels est aussi plus dense, offrant au public un référentiel majoritairement institutionnel sur le patrimoine. La politique municipale sur le patrimoine, les chartes et conventions internationales semblent être les outils qu'ils privilégient pour communiquer en matière de patrimoine. S'il émet quelques contestations sur des pratiques patrimoniales, telles les nouvelles constructions qui imitent les bâtiments anciens, le CCVQ veut surtout être partie prenante du projet patrimonial porté par les autorités sans forcément en suggérer un nouveau.

Si le site Internet et la page Facebook du CCVQ ne permettent pas de voir de réelle divergence sur le plan des représentations et des pratiques du patrimoine, des entretiens avec les membres du comité permettraient peut-être de saisir d'autres représentations du patrimoine et éventuellement l'ébauche d'un nouveau projet patrimonial.

Le discours des touristes canadiens

Puisque l'approche par les valeurs postule que la communauté patrimoniale transgresse les espaces géographiques, nous avons procédé à une analyse des discours de touristes canadiens habitués à venir à

30. <<https://www.ccvq.org/action/index.htm>>, consulté le 30 juillet 2019.

Québec. Nous avons analysé des transcriptions d'entretiens que nous avons réalisés en juin 2015 auprès de touristes sur la terrasse Dufferin à Québec, afin de déceler le regard que les visiteurs portent sur la ville et la manière dont ils la visitent. Si cette enquête n'a pas été réalisée dans le but de voir si des communautés patrimoniales peuvent exister dans le Vieux-Québec, elle a cependant permis de recueillir des discours sur le patrimoine du Vieux-Québec et d'en saisir les représentations (illustration 1.1). Les citations qui suivent sont issues d'entretiens réalisés auprès de touristes *repeaters*, c'est-à-dire qui reviennent à Québec à plusieurs reprises.

On vient pour changer de place puis revenir aux sources. Ça fait du bien de revenir aux sources. (Habitant de Trois-Rivières, entretien n° 13)

Moi, j'aime beaucoup l'histoire, je trouve ça beau que notre civilisation se soit bâtie autour d'ici, je trouve ça beau de voir les anciennes bâties, des choses comme ça [...] c'est la fête du Québec, donc c'est fun de célébrer ça à Québec. (Habitant de Montréal, entretien n° 8)

J'ai comme l'impression de revenir dans le Québec d'antan. (Habitant de Montréal, entretien n° 15)

Gros passé historique [...] la citadelle [...] le passé est partout dans la ville. (Habitant de Montréal, entretien n° 14)

La ville de Québec est la fierté du Canada [...] ça me connecte avec le passé d'être ici. (Habitant de Toronto, entretien n° 11)

Trois représentations principales émergent des discours : l'échelle nationale, le bâti, et ce qui se rapporte à l'histoire et au passé. Les discours des touristes canadiens correspondent à celui du directeur de la Division planification stratégique et services aux membres de l'Office du tourisme de Québec, que nous avons interviewé à la même période. Nous avons extrait de son discours les représentations du Vieux-Québec : «berceau de l'Amérique française», «richesse du bâti», «valeur historique». Les représentations du patrimoine pour les citoyens, les visiteurs canadiens et un professionnel touristique correspondent aux caractéristiques du *authorized heritage discourse* défini par Laurajane Smith³¹ : le passé, le monumental, l'échelle nationale.

.....

31. Smith, «The discourse of heritage», *op. cit.*

ILLUSTRATION 1.1

Photo du Vieux-Québec prise depuis le Quartier Petit Champlain



Source: Juliette Augerot, 17 juin 2015.

Bien que cette recherche exploratoire doive être approfondie, notamment en menant des entretiens avec les membres du CCVQ et avec des résidents qui ne font pas partie du comité, elle a quand même permis d'appréhender un discours sur le patrimoine qui semble être adopté à l'unanimité.

Nous nous intéressons à présent à un site patrimonial également approprié par les institutions, mais avec un imaginaire touristique qui se distingue des discours institutionnels et citoyens sur le patrimoine.

Angkor et la magie de l'imaginaire

Inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1992, le site d'Angkor (ancienne ville capitale de l'empire khmer, du IX^e au XV^e siècle) compte un millier de sites archéologiques sur une surface de 400 kilomètres carrés. Aujourd'hui religion d'État, le bouddhisme theravada succéda au brahmanisme dans le premier quart du XIV^e siècle. Liés à leur contexte géographique, les temples sont construits sur un territoire structuré par des systèmes hydrauliques (bassins, digues, réservoirs, canaux) et des routes de communication. Angkor est situé dans la province de Siem Reap au nord du Cambodge. Entouré au sud par la plus grande réserve en eau d'Asie du Sud-Est, le Tonlé Sap, et au nord par la chaîne des Kulen, Angkor s'inscrit dans la plaine, entre ces deux éléments géographiques, dans un paysage horizontal constitué de rizières et de couverts forestiers. À sept kilomètres au sud d'Angkor Wat, Siem Reap, ville de 125 000 habitants, est associée aux temples d'Angkor depuis la colonie française. Chef-lieu provincial vivant essentiellement de l'agriculture, Siem Reap s'est peu à peu développée avec le tourisme. Elle est aujourd'hui une ville moderne qui offre toutes les infrastructures touristiques à la fois pour l'accueil et le loisir.

La zone inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO compte plus de 120 000 habitants répartis dans 112 villages. Attirés par le développement touristique, les habitants affluent dans la province de Siem Reap. Le prix du foncier étant trop élevé en ville, les familles migrent dans les villages aux abords des temples. De ce fait, la démographie du territoire inscrit sur la liste de l'UNESCO ne cesse de croître

depuis 1992, puisque l'Autorité pour la protection du site et l'aménagement de la région d'Angkor (APSARA) dénombre plus de 20 000 habitants en 1992, plus de 80 000 en 1998 et plus de 100 000 en 2002³².

Les habitants continuent d'entretenir un lien fort avec les temples d'Angkor. Même quand ils ne sont plus utilisés pour la pratique du culte, les nouvelles pagodes bâties aux abords des anciens temples assurent la continuité spirituelle du lieu³³. Un lien spirituel associe donc les anciens temples aux nouveaux dans lesquels se déroulent les activités religieuses quotidiennes :

One of the most important association of the local community with Angkor is their religious and spiritual relationship with particular ancient temples and monasteries. The significance of the Angkor site from a religious viewpoint is therefore two-fold: the spiritual associations linked to ancient monuments and the religious activities of monasteries [...] The intangible associations with these buildings are the basis for social norms of local villagers³⁴.

Les discours institutionnels reconnaissent et soutiennent le caractère vivant d'Angkor. L'UNESCO stipule que les habitants d'Angkor adhèrent à un grand nombre de pratiques culturelles archaïques qui ont disparu ailleurs. L'APSARA, qui a été créée par le gouvernement pour, entre autres missions, gérer les deux millions de touristes qui viennent chaque année, déclare que l'on doit «accorder une attention spéciale aux aspects du site qui valorisent le patrimoine vivant [...] afin d'améliorer la compréhension de la culture locale chez les visiteurs [...] et de valoriser les populations vivant sur le site³⁵».

Les représentations patrimoniales propres aux habitants se traduisent-elles par des pratiques patrimoniales qui participent à la patrimonialisation du site ? Comment les valeurs patrimoniales partagées par les habitants d'Angkor, reprises et véhiculées par les institutions des

32. Site Internet de l'APSARA : <<http://apsaraauthority.gov.kh/?page=front&lg=en>>, consulté le 30 juillet 2019.

33. Bernard-Philippe Groslier, *Angkor. Hommes et pierres*, Paris, Arthaud, 1956.

34. Keiko Miura, «From heritage conservation to sustainable development: What and how to develop and sustain in Angkor», communication présentée à la Conférence internationale sur le patrimoine en Asie: *Converging Forces and Conflicting Values*, Singapour, 8-10 janvier 2009.

35. Troisième Conférence intergouvernementale sur Angkor, 5 décembre 2013: <<http://www.mofa.go.jp/mofaj/files/000034878.pdf>>, consulté le 30 juillet 2019.

différentes échelles spatiales, se traduisent-elles dans les discours touristiques? Une communauté de pratique patrimoniale est-elle possible dans un site où le pouvoir semble être détenu par l'industrie touristique?

Pour répondre à ces questions, nous avons analysé les discours issus d'entretiens que nous avons réalisés à Angkor en 2014 et qui avaient pour objectif de saisir les représentations des visiteurs et des habitants vis-à-vis du site. Nous avons mené des entretiens semi-dirigés *in situ* afin d'identifier les représentations des visiteurs. Pour couvrir la multiplicité des imaginaires touristiques, nous avons opté pour une diversité des profils des répondants. Ainsi, onze nationalités sont représentées parmi les vingt visiteurs interviewés. Les entretiens se sont déroulés tantôt au cœur des temples les plus célèbres comme Angkor Wat, tantôt dans des espaces plus éloignés de la zone centrale comme Banteay Srei. Nous avons ensuite réalisé, accompagnée d'un interprète, quinze entretiens semi-dirigés auprès d'habitants (commerçants, policiers, gardes de temple et agriculteurs) pour saisir les liens qui les unissent aux temples. Pour comprendre la part de la proximité géographique dans l'appropriation des temples et dans la relation au tourisme, nous avons interrogé des habitants qui vivent dans des villages plus ou moins proches des temples. Ces entretiens se sont déroulés soit dans leur habitation, soit sur leur lieu de travail.

Le discours des visiteurs

Les visiteurs qui se rendent à Angkor au Cambodge témoignent d'une méconnaissance du caractère actif du patrimoine. Une vingtaine d'entretiens réalisés avec des touristes le démontre. Parmi les visiteurs interrogés, un profil est largement représenté: le visiteur n'imaginait pas le site si grand, il évoque le caractère ancien des temples, il s'étonne particulièrement des sculptures et de la manière dont les temples ont été bâties sans la technologie dont on dispose aujourd'hui. Ce profil majoritaire ignore le caractère actif du site et la présence de nombreuses habitations autour des temples:

J'avoue que, pour ma part, j'ai des difficultés à retrouver le côté sacré du lieu, vous m'apprenez que c'est encore un lieu de culte. (Touriste, entretien n° 6)

On ne savait pas, on est passés à côté. (Touriste, entretien n° 5)

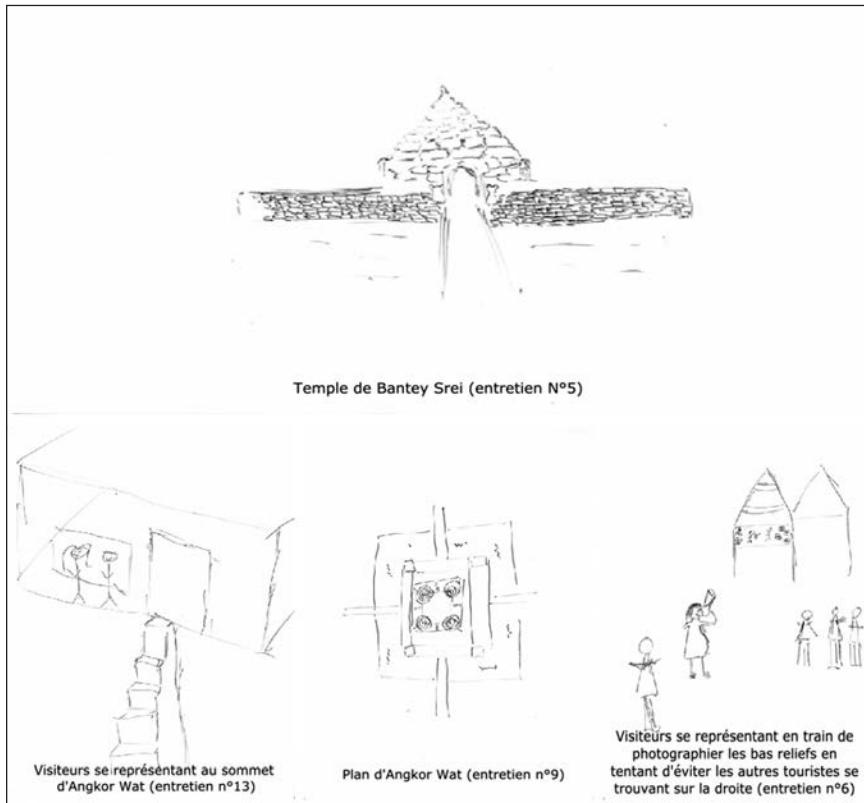
C'est un peu comme un musée. (Touriste, entretien n° 8)

Je ne savais pas, c'est cool. (Touriste, entretien n° 19)

La méconnaissance, voire l'indifférence vis-à-vis du caractère vivant est également visible à travers l'utilisation de cartes mentales (illustration 1.2). Cette sélection de quatre exemples illustre les thèmes de l'ensemble des cartes mentales collectées : l'architecture, les bas-reliefs, l'appareil-photo, les visiteurs. Les cartes mentales réalisées par les visiteurs correspondent à leurs discours oraux, puisque les représentations du patrimoine ne montrent pas de nouvelles composantes des imaginaires touristiques et excluent à nouveau le caractère vivant et sacré d'Angkor.

ILLUSTRATION 1.2

Cartes mentales réalisées par des touristes à Angkor en juin et juillet 2014



Les discours des habitants

Les entretiens avec les habitats ont rapidement mené à une répétition des discours : les temples occupent une place centrale dans leur vie. Ils représentent de hauts lieux sacrés qu'il convient de chérir et de respecter :

Je vais à Angkor Wat pour calmer les maladies, les douleurs. (Habitant de Nokor Krau, entretien n° 6)

Les gens ici sont très croyants vis-à-vis du temple, ils sont nés à côté d'ici. Les liens sont très forts entre les habitants et ce temple. (Habitant de Leang Dai, entretien n° 12)

Les temples sont comme mes parents. (Habitant de Prasat Char, entretien n° 10)

Les imaginaires touristiques contrastent fortement avec la patrimonialité du lieu exprimée par les habitants. Les imaginaires des touristes fabriquent un discours dominant, puissant, car l'imagerie de l'industrie touristique se définit en puisant dans ces imaginaires, dans une perspective d'attractivité de la destination. Ainsi, dans l'objectif de correspondre à l'imaginaire des visiteurs, l'industrie touristique ne semble pas avoir besoin de diversifier ce qui leur est donné à voir. La rhétorique de la promotion touristique qui est faite sur place (dans les bureaux et sur la signalétique) est aussi associée à l'histoire et à l'architecture et ne met pas en valeur les significations que les habitants confèrent à Angkor. De ce fait, les esprits locaux, les cérémonies annuelles et les lieux spirituels, si importants pour la population locale, demeurent inconnus pour les visiteurs³⁶. Les pratiques patrimoniales des institutions veulent aussi correspondre à ces imaginaires. Par exemple, alors que l'École française d'Extrême-Orient (EFEO) était missionnée dès 1908 pour « nettoyer » les temples d'Angkor de la végétation qui s'y était installée, le programme de restauration a décidé des années plus tard de laisser certains temples dans un état « abandonné » pour satisfaire l'aspect romantique du mythe d'Angkor³⁷ (illustration 1.3).

36. Georgina Lloyd, «Interpreting the intangible at Angkor», communication présentée à la Troisième conférence internationale sur le patrimoine immatériel, Aveiro, Portugal, 2013.

37. Christophe Pottier, «The contribution of the École française d'Extrême-Orient with respect to the cultural heritage of Angkor during the past 100 years», *Journal of Sophia Asian Studies*, 2000, n° 18, p. 253-262.

ILLUSTRATION 1.3

Temple d'Angkor Thom recouvert par la végétation



Source : Juliette Augerot, 24 juin 2014.

De ce fait, certains temples tombent littéralement en ruine sous le poids des arbres qui les recouvrent, pour satisfaire les imaginaires des touristes, et ce, en dépit du fort attachement des habitants à ces temples. Également, l'APSARA a décidé de remettre en eau le baray³⁸ de Preah Khan en 2011 pour reconstituer le système hydraulique qui soutient les fondations des temples (illustration 1.4). Cette remise en eau a créé une rupture physique et symbolique forte entre les habitants du village de Leang Dai et le temple Neak Pean. Depuis des générations, les habitants de ce village (de près de 300 familles) cultivaient les terres jouxtant le temple, une activité qui, en plus de l'apport économique, portait une forte charge symbolique en raison de la proximité du temple (habitant de Leang Dai, entretien n° 12). Enfin, un autre exemple parmi tant d'autres, les barrières qui empêchent les touristes de toucher les gravures d'Angkor Wat oppriment alors les pratiques des habitants qui auparavant, pendant les fêtes religieuses, les touchaient en se recueillant (habitant de Nokor Krao, entretien n° 5).

ILLUSTRATION 1.4

Passerelle qui permet d'atteindre le temple de Neak Pean depuis la remise en eau du baray



Source : Juliette Augerot, 29 juin 2014.

38. Les barays datent de l'empire khmer. Ce sont de vastes réservoirs qui assurent un approvisionnement constant en eau, régulent la production de riz et permettent de maîtriser les crues.

Discussion et conclusion

Nous avons étudié deux lieux qui présentent des situations différentes. À Québec, c'est un imaginaire fondé sur une patrimonialité institutionnalisée ancienne qui semble présenter un obstacle à l'existence d'autres représentations et pratiques patrimoniales au sein des citoyens. C'est aussi le même discours qui est repris par l'industrie touristique et qui est approprié par les touristes canadiens habitués à séjourner dans la ville. À Angkor, c'est la « patrimonialité touristique », si nous pouvons la nommer ainsi, qui semble contraindre les pratiques patrimoniales des habitants. Si les significations portées par les habitants d'Angkor sont soutenues par les discours institutionnels, les visiteurs, eux, n'ont pas connaissance du caractère vivant d'Angkor et pourraient ne pas être non plus intéressés par cet aspect du patrimoine³⁹, préférant garder à l'esprit l'idée d'une cité abandonnée. L'exemple d'Angkor permet de montrer que la communauté de valeurs patrimoniales peut se distinguer dans un lieu où la patrimonialité dominante est exprimée par l'industrie touristique. Cependant, l'approche de la communauté de valeur patrimoniale montre ses limites, car face à la puissance du discours touristique, elle semble destinée à n'exister que dans l'esprit de ses membres, ceux-ci n'ayant pas le pouvoir de décider de la manière de sauvegarder les temples. Dans les deux sites, la construction patrimoniale par les acteurs (habitants, institutionnels, visiteurs, professionnels du tourisme) est fondée sur le passé. Ces images construites à des fins politiques sont ensuite appropriées par l'industrie touristique qui participe à maintenir le lieu conforme à son image d'origine, celle qui lui a notamment permis l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO⁴⁰. Les images d'Angkor et du Vieux-Québec semblent ainsi être figées. Pourtant, les textes institutionnels, en plus de prêcher en faveur des communautés patrimoniales, soutiennent l'idée que le patrimoine n'est pas fixe et que s'il est le reflet de la société, il doit logiquement évoluer:

Le patrimoine n'est pas uniquement lié au passé; il faut l'inscrire résolument dans le présent et dans l'avenir. Un patrimoine isolé du flot de la vie a une valeur limitée. Il doit au contraire faire l'objet d'une création

39. Georgina Lloyd, « Cambodian experiences of the manifestation and management dynamics of intangible heritage and tourism at a World Heritage Site », dans Russell Staif, Robyn Bushell et Steve Watson (dir.), *Heritage and Tourism: Place, Encounter, Engagement*, Milton Park, Abingdon, Routledge, 2013, p. 228-225.

40. Mercier, « La ville du patrimoine mondial face au défi politique de sa propre image », *op. cit.*

et d'une transformation continues. Nous pouvons créer du patrimoine en ajoutant de nouvelles idées aux anciennes. Nous ne devons pas nous contenter de le protéger et de le conserver, car il a aussi besoin d'évoluer et d'être mis en valeur. Le patrimoine s'atrophie sans la participation active et le soutien de la population. C'est pourquoi la préoccupation du patrimoine doit aller au-delà du cercle des experts de ministères et des gestionnaires d'établissements publics, et il faut y associer tous les habitants de nos villes et de nos villages. La démarche patrimoniale devient alors un processus social et créatif, fondé sur les valeurs des individus, des institutions et des sociétés⁴¹.

Alors que le discours institutionnel change, puisque la conception du patrimoine n'est plus seulement nationale, passiste et monumentale, celui-ci se trouve à son tour dominé par d'autres discours, ceux des touristes dans le cas d'Angkor, et ceux des citoyens pour le Vieux-Québec.

Les résultats de notre recherche ont fait ressortir que l'apparition d'une communauté patrimoniale s'avère compliquée dans des sites où les mémoires patrimoniales sont ancrées et figées dans le passé. Dans ces sites, les institutions et l'industrie touristique produisent des discours qui nourrissent les imaginaires tout au long du processus de patrimonialisation. Ces discours hédoniques fabriquent un récit, partagé ou non, mais qui dans tous les cas est tellement puissant qu'il contraint la formation d'un autre récit, dans le cas de Québec, et d'autres manières de «faire le patrimoine», dans le cas d'Angkor, le discours institutionnel se retrouvant également piégé par lui-même, peinant à véhiculer d'autres images du patrimoine. La communauté patrimoniale a-t-elle vocation à n'exister que dans des sites en perte de sens ou d'usage patrimonial?

41. Conseil de l'Europe, *Le patrimoine et au-delà*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, Direction de la communication, 2009, p. 8.



2

BECOMING A MIGRATING HERITAGE COMMUNITY

Heritage enactments, belonging, and inclusion for refugees and asylum seekers

Kahina Le Louvier¹

.....

1. This doctoral research was funded by the University of Northumbria's Research Development Fund. I am indebted to the Comfrey Project participants, volunteers, and staff for welcoming me and sharing their stories and daily routines. I am grateful to my supervisor Perla Innocenti and co-supervisor Gobinda Chowdhury for their comments on an earlier version of this manuscript.

Abstract

In this paper, we explore the concept of a migrant heritage community, with the aim of understanding how people who experienced forced displacement use heritage to renegotiate a sense of belonging and identity in their new environment. Through the ethnographic case study of a civil society organization that supports the wellbeing of refugees and asylum seekers in North East England, we investigate how a heritage community takes shape and how it promotes inclusion. This leads us to demonstrate that in this context, the heritage community emerges through a shared practice that promotes heritage enactment affordances. This enactment allows two information landscapes to coexist: one negotiated with the community and one inherited from individuals' pasts. Thus, we argue that for people who have been uprooted from their homes and resettled in England, the process of inclusion is facilitated by the entanglement of these two landscapes, whereby they can take an active part in their environment while preserving their own ways of knowing and doing.

Forced displacement is a traumatic experience that too often shatters people's sense of belonging and identity. For people who have been uprooted from their homes by conflict and persecution, to settle down in a new life involves a difficult process of identity reconstruction, that is further complicated by having to navigate obscure administrative procedures, as well as a new language and different cultural codes. For host societies, to provide protection to people seeking asylum also means to support them through this process by facilitating their inclusion. However, inclusion is a complex concept that requires rethinking the principles that underpin our societies.

The heritage sector is at the fore of this mutation process. Since the multicultural turn of the 1990s, it has put the emphasis on ensuring representation, participation, and access to culture to all ethnic communities.² The *Framework Convention on the Value of Cultural Heritage for Society*, signed in Faro by the Council of Europe in 2005, pushes this commitment further by stating that each individual has the "right to benefit from the cultural heritage and to contribute towards its enrichment."³ That Convention introduces the concept of "heritage community," which refers to a group of citizens who identify with a heritage that they wish to safeguard. While the heritage sector is often criticized for using people who have experienced migration in a tokenistic way, merely "inviting" them to share their migration stories within the structure and terms of the institutions,⁴ the concept of heritage community allows an inversion of this power imbalance by providing the civil society with the right to determine its own heritage. The idea of heritage community opens up the possibility to look at how people who experienced forced displacement use heritage to reconstruct their sense of identity and belonging outside of the institutions, and may therefore be a powerful lens through which to investigate how inclusion can be fostered.

-
2. Richard Sandell, "Museums as agents of social inclusion," *Museum Management and Curatorship*, 1998, vol. 17, no. 4, p. 401-418.
 3. Council of Europe, *Framework Convention on the Value of Cultural Heritage for Society*, 2005: <<https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680083746>>, accessed July 30, 2019. See article 4.
 4. Laurajane Smith, *Uses of Heritage*, New York, Routledge, 2006.

Through an exploration of the concept of “migrant heritage community,” this contribution aims to study the cultural renegotiation, adaptation, and transformation of people who have experienced the asylum process, in the setting of a communal and shared space. For that purpose, it will first focus on why looking at a heritage community in a migratory context requires a paradigm shift that considers processes rather than objects and understands both heritage and community as enactments. The question will not be about what a migrant heritage community is, but how it becomes one. Two theoretical concepts will then be introduced to characterize this process: “community of practice” and “affordances.” Their definition will set the ground for the analysis of the emergence of a migrant heritage community through an ethnographic case study of the Comfrey Project,⁵ a charity supporting the wellbeing of refugees and people seeking asylum in North East England, United Kingdom. While the aim of the charity is primarily therapeutic and its principal activity is gardening, this text will demonstrate that it fosters community through practice, and that this practice is a source of heritage enactment affordances. This examination will lead to argue that a heritage community becomes one through a practice that affords heritage enactments, and that it is through such enactments that the inclusion of people who have been forcibly displaced is rendered possible.

Theoretical background

The terms *migrant*, *heritage*, and *community* are often placed at the fore of public debate, although serving contradictory discourses. Indeed, the way these words are combined reflects a specific conception of society. It will be seen that an inclusive conception of a migrant heritage community is one where *migrant* is not used as a noun, but an adjective. This requires a paradigm shift to understand reality as processual rather than static, and therefore comprehend heritage and community in terms of enactment, practice, and affordances.

5. <<http://thecomfreyproject.org.uk/>>, accessed July 30, 2019.

Heritage as enactment

The Faro Convention defines heritage as a common resource to be managed.⁶ Heritage appears as something fixed, that exists by itself and that people may identify as theirs. In a migratory context, a heritage community would thus refer to a group of migrants sharing a common heritage, which limits the possibility for the community to be multicultural. Yet, a migrant heritage community is never merely one of migrants, but one that is *migrating*.⁷ This necessitates reconceptualizing heritage from a *cultural product* to a *cultural process*.⁸

For Laurajane Smith, this paradigm shift implies considering heritage as always intrinsically intangible.⁹ Within this scheme, heritage is not a building, an artefact, a song, or a tradition, but “a way of knowing and seeing,”¹⁰ a “process of engagement, an act of communication and an act of making meaning in and for the present.”¹¹ Susan Ashley refers to this process as *heritagization*, which she defines as “the *conscious making-valuable* of the past through embodied actions.”¹² Within that framework, people do not belong to one heritage, nor do plural heritages belong to them: they enact their heritage. Emma Waterton and Laurajane Smith similarly put forward a social and processual conception of community in order to criticize the use of the term *community heritage* in the mainstream heritage discourse as one that reduces communities to fixed and homogenous minorities. They define community in the same way as heritage, as “something that is (re)constructed through ongoing experiences, engagements and relations [...] an action or process

-
6. Council of Europe, *Framework Convention on the Value of Cultural Heritage for Society*, *op. cit.*
 7. Perla Innocenti, *Migrating Heritage: Experiences of Cultural Networks and Cultural Dialogue in Europe*, Farnham, Ashgate, 2014.
 8. David C. Harvey, “Heritage pasts and heritage presents: Temporality, meaning and the scope of Heritage Studies,” *International Journal of Heritage Studies*, 2001, vol. 7, no. 4, p. 319-338.
 9. Smith, *Uses of Heritage*, *op. cit.*
 10. *Ibid.*, p. 54.
 11. *Ibid.*, p. 1.
 12. Italics in original. Susan L.T. Ashley, “Acts of heritage, acts of value: Memorialising at the Chattri Indian Memorial, UK,” *International Journal of Heritage Studies*, 2016, vol. 22, no. 7, p. 7.

that is constituted in the present,”¹³ thus showing that through this paradigm, a heritage community cannot merely be regarded as a group of people who give value to a cultural product to which they identify, but as a group of people who produce the meaning of heritage through practice. Consequently, membership to a heritage community cannot be considered as innate or taken for granted. As a process, it is necessary to understand how it unfolds. Two complementary theories will allow us to shed light on this dynamic: *community of practice* and *affordances*.

•.....

Community of practice

While communities are most often understood as groups of people sharing the same interests, spatial area, cultural imaginary, or political agenda,¹⁴ Etienne Wenger highlights the existence of a different kind of community, which he calls “community of practice.”¹⁵ This concept refers to “a group of people who interact, learn together, build relationships, and in the process develop a sense of belonging and mutual commitment.”¹⁶ For him, a community of practice is primarily a social learning system, whereby learning is not a set of skills that can be individually acquired, but a way of negotiating meaning in a specific social world.¹⁷ This means that people who are engaged in the same practice build, over time, a special way of knowing and doing that shapes the specific landscape of the practice. This landscape is negotiated through interpersonal relations and exchanges of information. Someone new to the community builds an understanding of the information landscape by engaging in the practice with others. This shared history of learning fosters a sense of belonging that makes one part of the community of practice. Therefore, it can be said that the community emerges through the enactment of the practice and, as such, is “afforded” by it.

.....

13. Emma Waterton and Laurajane Smith, “The recognition and misrecognition of community heritage,” *International Journal of Heritage Studies*, 2010, vol. 16, p. 8.

14. Gerard Delanty, *Community*, London/New York, Routledge, 2010 [2nd ed.].

15. Etienne Wenger, *Communities of Practice: Learning, Meaning and Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

16. Etienne Wenger, Richard A. McDermott, and William Snyder, *Cultivating Communities of Practice: A Guide to Managing Knowledge*, Boston, Harvard Business School Press, 2002, p. 34.

17. Wenger, *Communities of Practice*, *op. cit.*, p. 1.

Affordances

Coined by James J. Gibson, the term *affordances* refers to the latent meaning of our environment, that is, what the elements of the environment call us to do.¹⁸ As such, it is neither objective nor subjective. For example, if a chair affords sitting, it is as much due to its physical properties as it is a construct of the social mind.¹⁹

The application of the concept to the workplace led Annemaree Lloyd to analyze how affordances are constitutive of communities of practice.²⁰ In that context, affordances correspond to the opportunities that communities provide to newcomers in order to enable them to build the literacy they need to understand the specific information landscape of the practice. Thus, information affordances enable the community-making process by allowing newcomers to negotiate meaning in practice, through the enactment of information literacy.²¹

Susana Alves argues for the use of an affordance analysis for the management of heritage as a way of highlighting the entanglement of what is tangible and intangible in a behaviour setting.²² She understands heritage affordances as calls to action that are shaped through the relation between the physical properties of the historic urban landscape and the human being. Joël Candau and Maria Letícia Mazzucchi Ferreira characterize that concept as what differentiates intangible heritage from other forms of immaterial cultural productions.²³ They consider heritage affordances as external stimuli, such as smells, that provoke the possibility of a biographic narrative. Hence, cultural productions only

-
18. James J. Gibson, *The Ecological Approach to Visual Perception*, London/New York, Psychology Press, 2015.
 19. *Ibid.*, p. 121.
 20. Annemaree Lloyd, "No man (or woman) is an island: Information literacy, affordances and communities of practice," *Australian Library Journal*, 2005, vol. 54, no. 3, p. 230-237.
 21. Annemaree Lloyd, Mary Anne Kennan, Kim M. Thompson, and Asim Qayyum, "Connecting with new information landscapes: Information literacy practices of refugees," *Journal of Documentation*, 2013, vol. 69, no. 1, p. 121-144.
 22. Susana Alves, "Affordances of historic urban landscapes: An ecological understanding of human interaction with the past," *European Spatial Research and Policy*, 2014, vol. 21, no. 2, p. 13-31.
 23. Joël Candau and Maria Letícia Mazzucchi Ferreira, "Mémoire et patrimoine: des récits et des affordances du patrimoine," *Educar em Revista*, 2015, vol. 58, p. 21-36.

become heritage when they afford the emergence of personal accounts inserted within a collective history, be it that of a family or a broader community.²⁴ The present contribution pushes this concept further and argues that it is through affordances that the links between heritage and community operate. Thus, affordances are those external elements that enable both heritage and community enactments to be triggered.



An ethnographic case study on an allotment site

For heritage communities are not institutional actors, the concept of a migrant heritage community will be explored through the case study of a civil society organization. However, this analysis will not focus on a group of citizens already mobilized in a campaign for the safeguarding of a common heritage. Instead, it will focus on a charity whose mission is not to preserve heritage, but to support the wellbeing of refugees and people seeking asylum in North East England. This will allow to observe how a heritage community emerges in an everyday life setting, outside of the heritage discourse.



Methodological approach

In order to understand how this organization facilitates the process of community making and how it may promote inclusion through heritage, a participant observation and grounded theory approach was adopted, where participants were situated in their everyday life environment.²⁵ Data was collected over a six-month period of volunteering for the charity. Observations, discussions, and active participation in the daily routine and activities of the organization allow an investigation of the cultural renegotiation and adaptation of the participants. A semi-structured

.....
24. *Ibid.*, p. 34.

25. Barbara Kawulich, "Participant observation as a data collection method," *Forum Qualitative Sozialforschung/Forum: Qualitative Social Research*, 2005, vol. 6, no. 2, n. p., <<http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/466/996>>, accessed July 30, 2019; Barney Glaser and Anselm Strauss, *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for qualitative research*, New York, Aldine Publishing, 1967.

interview with one of the participants adds to this material, which is completed by the annual reports published by the charity and a BBC Newcastle broadcast recorded on their site in November 2017.²⁶

Presentation of the Comfrey Project

The Comfrey Project was registered as a charity in 2002. Its mission is to “provide facilities for the recreation or other leisure-time occupation of refugees and asylum seekers with the object of improving their conditions of life and general wellbeing, primarily, though not exclusively, through the provision of horticultural activities.”²⁷

The staff, trustees, volunteers, and participants who form the Comfrey Project originate from close to thirty countries,²⁸ including Albania, Congo, England, Eritrea, Ethiopia, France, Iran, Kenya, Pakistan, Serbia, Somalia, Sri Lanka, and Zambia. Trustees and staff members are responsible for the governance and management of the project, while volunteers and participants take part in its weekly activities. Participants arrived in North East England through the dispersal policies that send people seeking asylum to various parts of the United Kingdom.²⁹ This means that they had no earlier links to the region, which often leads them to feel isolated. General practitioners, social workers, and local charities usually refer people who suffer from depression or isolation to the Comfrey Project.

The charity was originally based on different allotment sites. In 2015, a partnership with Gateshead City Council allowed it to centralize its activities at the Windmill Hills Centre, a former school that became its new home. Since then, the Comfrey Project has not only been an organization but also a site on its own. It comprises two main spaces: a community building and a garden. The community building hosts the charity’s

26. Lisa Shaw, BBC Newcastle broadcast, November 2, 2017, <<http://www.bbc.co.uk/programmes/p05jmwvn>>, accessed July 30, 2019.

27. Comfrey Project, *Annual Report 2016-2017*. The organization gave us access to that internal document.

28. *Ibid.*

29. Home Office, *Immigration and Asylum Act*, 1999, <<https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1999/33/contents>>, accessed July 30, 2019.

offices, a kitchen where participants prepare and cook the meals, and a large common room. The building stands in the middle of the former schoolyard, which, after hours of hard work, was transformed into a beautiful and arable land. There is a bee garden, where two beehives stand in the midst of flowers. On the opposite side of the garden, a pond was created to foster the development of wildlife. In the centre, raised beds maintained by straw bales allow plants to grow where the soil is infertile. Finally, a polytunnel provides shelter for vegetables from all around the globe to grow under the inclement British weather.

The day-to-day activities vary over the seasons. While spring and summer see most participants being active in the garden, cold winter days bring everybody inside for craft activities, massages, and cups of tea. Regular collaborations with external partners punctuate the year with several types of activities, including digital storytelling, visual arts projects, fashion activities, or business development workshops. Thus, although the Comfrey Project primarily provides horticultural activities, it is not merely an allotment site. It is a space, a place, an organization, and a group of people who shape a specific practice.

A community of practice

The Comfrey Project brings together people who come from various social and cultural backgrounds and have diverse life experiences. Some of them have gone through the same legal issues. Others share similar interests. Some speak the same language while others are more silent. Some only participate from time to time when others never miss a session. What unites people in such contexts? How does a heterogeneous group of people become a community? To explore these questions, participants' discourses about the Comfrey Project as well as their interactions within its space are analyzed using the theory of communities of practice. To understand how this practice develops and bonds people together, its three constitutive dimensions are examined: a joint enterprise, a mutual engagement, and a shared repertoire.³⁰

30. Wenger, *Communities of Practice*, op. cit., p. 73.

Joint enterprise

According to Wenger, the joint enterprise of a community of practice is not merely a statement of purpose.³¹ For the Comfrey Project, it cannot therefore be reduced merely to the mission stipulated in its statutes. What allows people to come together as a community in this context cannot be a formal and static agreement, but a shared commitment in an enterprise that is collectively and constantly negotiated. Such an enterprise can be broadly defined as a will to make the project work by taking part in its activities and making it a welcoming place for all, whatever it may entail. To paraphrase Wenger, “what makes a community of practice out of this medley of people is their mutual engagement in [the project] as they make it happen.”³²

Identification to this shared commitment means for participants to engage in relations of “mutual accountability.”³³ While this sense of purpose and responsibility is present, to different extents, in each act of participation in the project, it appeared particularly salient when the charity faced financial difficulties. When staff members announced that their contract had come to an end, that they would become volunteers, and that they would therefore need everybody to contribute a bit more to the general maintenance of the site, participants immediately became active and cleaned the place as never before. It seemed that a new definition of the meaning of contribution was suddenly renegotiated, and that the tasks were reorganized amongst members in order to ensure that the joint enterprise would be preserved.

Mutual engagement

Mutual engagement is what defines belonging to the community and also what makes it endure. At the Comfrey Project, it means for members to take part in the different activities offered depending on the seasons, the weather conditions, the people invited, and the potential priorities. These tasks include, but are not limited to watering, harvesting, planting, moulding, weeding, building fences, cutting wood, looking after

.....

31. *Ibid.*, p. 78.

32. *Ibid.*, p. 75.

33. *Ibid.*, p. 81.

the bees, preparing meals, cleaning tables, washing dishes, knitting, sewing, mopping the kitchen, signing in, or filling forms to get their travel expenses reimbursed.

Taking part in these activities requires interpersonal interactions and exchange of information between members. Thus, mutual engagement also signifies facilitating collective learning. The Comfrey Project is a place that provides multiple learning affordances, as all the tasks stated above may be new to some. As a participant said during an interview, what creates the “*good atmosphere*” between people is that they “*learn from each other*.³⁴” As an example, the interviewee explained having just learned the purpose of the post that stands in the polytunnel: to avoid damaging vegetables by holding the pipe on the side when watering. On that same day, the informant taught the technique to another participant, explained it during the interview, and planned to apply it to another of the charity’s allotments. This exemplifies how the transmission of information plays a crucial role in the process of mutual engagement that shapes the community.

Wenger states that mutual engagement also builds on diversity. This heterogeneity allows each member to get a unique position and identity within the community, and to build the success of the enterprise on complementary competences. To ensure that a day at the Comfrey Project runs smoothly, tasks are divided amongst participants, thus providing each of them with an individual part that will contribute to the common enterprise. This process can be more or less spontaneous, depending on the participants’ positions in the community, as insiders or newcomers.

People who have been coming to the Comfrey Project for a while have a deeper understanding of the organization. They are therefore more independent and spontaneously carry out their tasks. In the words of a volunteer, “*people are really kind of self-motivated and just enjoy the kind of activities that there is, really. So people don’t need a lot of directions. People come and get the tools out and start working and enjoy growing things.*³⁴” The self-motivation noted here is a mark of mutual engagement, while the participants’ autonomy validates their full membership in the community through their literacy of the practice.

34. Shaw, BBC Newcastle broadcast, *op. cit.*

While some members adopt a flexible position and change occupation every week, others prefer to contribute a specific skill to the project by specializing in one domain, for instance cooking, which the same group of people tend to take in charge each week. This specialization allows for the reinforcement of the participants' identity within the community, providing them with a sense of pride and individuality. The appropriation of the kitchen by a specific group is a tacit agreement that is part of the negotiated shared repertoire of the community. As such, it is always subject to renegotiation, although this may sometimes create tensions.

Newcomers have a peripheral position within the community. In order to become full members, a learning phase is first required, so they tend to be less independent and rely more on staff, participants, and volunteers to guide them through their tasks. Membership is negotiated through participation in the everyday activities of the project, questions, and dialogue with other members, as well as observing the ways they do things. This situated learning process allows them to progressively find their own place in the community and to perform their mutual engagement in the practice by helping newcomers in turn. This is made possible through the mastery of the shared repertoire that shapes the landscape of the community of practice.

Shared repertoire

A shared repertoire is what fosters the specific culture of a community, with its unique way of knowing and doing shaped through customs, rituals, and narratives. It corresponds to these elements of the everyday life that newcomers may find surprising while full members take them for granted.

Customs are those events that give the day its tempo, and codes that structure the organization. This includes elements as varied as knowing where the gardening tools and craft materials are stored, signing the attendance sheet upon arrival, calling people for lunch when it is ready, bringing dirty plates to the kitchen after the shared meal, or getting one's travel expenses reimbursed before leaving.

The main ritual of the Comfrey Project takes place during lunchtime, when all the participants—long-timers, newcomers, and visitors—gather around a shared meal and introduce themselves. In turn, each person greets the rest of the group, tells his/her name, and indicates where he/she is from—either country of origin or current place of living. The group then answers by saying hello and clapping hands. Following these introductions, everybody thanks the cooks for the meal prepared as well as everybody who took part in the joint enterprise. This ritual contributes to bringing people closer and to building a narrative of community.

This narrative is fostered by the depiction of the Comfrey Project as a *family*. A volunteer explains: “*very often you hear the people who come here describe it as a big family and I think it’s true, it’s much like that.*”³⁵ This testimony shows that the association of the charity with the idea of a family is a meaning negotiated and perpetuated by the community. As such it is both genuinely felt by the members and induced by the acquisition of the shared repertoire.

From community of migrants to migrating community

The analysis of the Comfrey Project through the prism of the community of practice leads us to assert that although some of the people coming to the Comfrey Project have in common their experience of the asylum process, this is not what makes them a community. The community emerges from them sharing the space, learning, exchanging information, and collectively negotiating the meaning of the practice, with its particular landscape. It is therefore argued here that at the Comfrey Project, the community is not one of “migrants,” as if this was a homogenous and static category. On the contrary, it is a community that is migrant, shaped through the practice and, as such, ever in the making.³⁶

The present analysis shows how a diverse group of people becomes a community while preserving its heterogeneity. However, it does not explain what the role of heritage in this process is, nor how it contributes

35. *Ibid.*

36. Innocenti, *Migrating Heritage*, *op. cit.*

to fostering inclusion. If the Comfrey Project were a heritage community as defined by the Faro Convention, its shared enterprise would be the safeguarding of tangible or intangible heritage expressions. Yet, this is not what was evidenced through the study. In order to understand where heritage plays a part in the process of community making and inclusion, it will be necessary to move away from an understanding of heritage as the end point of the practice, to consider it rather in terms of *affordances*.

Heritage enactment affordances

When looking at the practice of the Comfrey Project as it emerges from the dialogue between the organization, the site, and the people who make it, one can see that it offers various opportunities for people to make their past still present through words and actions. It can thus be argued that the practice affords the enactment of various types of heritage. To explore this process, four scenes drawn from the field notes taken during the research will be described and analyzed. They illustrate different instances where this community of practice is the source of heritage enactment affordances.

Scene 1: The kitchen

A lady came to the Comfrey Project for the first time. I showed her around, willing to tell her about the allotment and the different activities people could do here. However, she did not seem very interested. She already knew what she wanted to do. She wanted to cook food from her homeland. She asked me where the vegetables and ingredients were, impatient and seemingly frustrated by my lack of comprehension. While I was guiding her through the unknown space of the Comfrey Project, her movements were abrupt and her manners a bit sharp. However, once we arrived in the kitchen, with all the material she needed, her behaviour changed. She finally seemed to relax and to look confident in her moves. She started cooking and I left her to enjoy this moment.

In this scene, a strong dichotomy appears between the kitchen space and the rest of the site. The latter is an unknown space, pertaining to a community of practice to which the protagonist does not yet belong. She does not have the ability to understand its shared repertoire and

does not identify with its joint enterprise. The information landscape that configures this space is, for her, “fractured,”³⁷ incomplete, making her feel uncomfortable. This uneasiness is visible in the way her body engages with the space, through sudden movements. The kitchen, however, configures a different type of space. It resonates with ways of knowing and doing that are familiar to her. She can master her environment, and performs this mastery by expressing herself through actions. Her movements are more fluid and confident. They trigger memories, gestures learned in the past that her body remembers, and that the kitchen space awakens. Through the act of cooking, she performs this knowledge, which she has probably inherited from the cultural environment where she grew up. She gives life to that heritage and will later proudly share it with others. Expertise and remembrance are here intertwined, as they are in the next tableau.

Scene 2: Blood and soil

It was raining heavily on the garden, so we took shelter under the polytunnel. We could hear the raindrops loudly colliding on the plastic roof and we had no place to sit down: these were not the condition I had imagined for a first interview. Nevertheless, being shielded from the storm in the middle of what looked like a jungle of edible plants eventually proved to be the perfect setting for a discussion about gardening. I was curious about the difference between a greenhouse and a polytunnel, and about how people grew plants in such a place. He told me everything he knew. I was impressed by his expertise and he told me that gardening was normal for him. His parents, and the three generations before them, were farmers. Thus, being outdoor and working the land was in his “blood.” It was part of his “DNA.”

The embodied nature of heritage acquires an even stronger materiality in the words of that protagonist. For him, gardening is not a mere hobby, but a knowledge passed down through generations. The act of gardening, as well as that of sharing knowledge about it, appear as a way for him to enact what his ancestors bequeathed to him through blood. It is his domain of expertise, one over which he has control and through which he can express himself. Many people who come to the Comfrey Project used to have lands to cultivate in their home

37. Annemaree Lloyd, “Researching fractured (information) landscapes,” *Journal of Documentation*, 2017, vol. 73, no. 1, p. 35-47.

country. In England, however, they are often accommodated in small rooms specifically provided to people waiting for their asylum claims to be processed, or in social housing provided by the City Council or local charities. Being able to come to the allotment site and work the land thus appears as a way for some people to maintain a sense of continuity with both their previous life and that of their predecessors. The following scene demonstrates a similar attention to nature, though affording a different type of heritage.

Scene 3: Plates and faith

On that day, after lunch, she was doing the dishes, I was drying them, and we started talking. She told me that when she arrived in England, she used to be very depressed. This changed when she started to come to the Comfrey Project. Here, she was able to socialize with other people and, more importantly, she could reconnect with nature. Nature had talked to her and showed her the way. She said that she no longer needed to take medication. She looked strong and confident, and encouraged me to have trust in myself in order to be successful in life.

This scene assembles both the affordances of the kitchen and of the garden seen in the previous tableaux, but in a different manner. Here, the kitchen space does not afford cooking, but cleaning. Washing the dishes is a setting that easily lends itself to intimate conversations. The limited size of the kitchen, which does not leave space for more than two or three people, creates an intimate atmosphere. People have a task to do that forces them to remain together until it is completed and provides them with the opportunity to either talk or remain silent, without it feeling awkward. Moreover, being active makes it possible to avoid eye contact, and thus allows people to share stories and emotions that they would not share face to face. The kitchen space consequently appears as a source of secondary affordance, which enables the reenactment of a very intimate type of heritage through sharing a personal story. The allotment site initially affords this heritage, but contrary to the previous tableau, it does not refer to a specific knowledge on how to master the environment to grow plants, but the ability to listen to nature in order to find strength. It affords enacting religious beliefs that correspond to the protagonist's own way of knowing and interacting with her environment. In that sense, it gives her the opportunity to enact her own literacy

within a different sociocultural setting, or to read the local information landscape through her own language. A similar collapsing of a remote way of knowing into an unfamiliar present takes shape in the last scene.

Scene 4: Five songs and a table

One day, an artist visited the Comfrey Project. She wanted to record songs from different countries and in various languages. She first struggled to find participants, for singing a song in front of a stranger and a recorder, without any preparation, may be quite intimidating. It is only after lunch, when most people had left the room and only a handful of us remained seated around a table that the magic happened. A person who is very extroverted offered to perform his song for everybody. A song that was dear to him and that he shared with passion and emotion. This chant liberated everybody. A woman, who only arrived in England two months earlier, decided to take the next turn and to sing a song for us. This initiative surprised me. She was usually very shy, probably because she was unable to communicate in English. Yet, while singing, she suddenly looked like herself, like she inhabited her full body. She was able to express herself in her own language, in her own way. She could communicate with everybody without constraints, without shame. Everybody shared a song from home. It was a beautiful and intimate moment. Seeing people daring to sing in public was like seeing them blossoming.

Unlike the previous tableaux, the heritage enactment affordance in this scene is not spontaneously afforded by the space but is enabled by the structure of the Comfrey Project. Artists are welcome to take part in the everyday activities of the project and to offer their own activities to the participants. It is possible sometimes to find people singing and whistling in the garden, but in the present case, it is the coming of the artist that prompts the music. Yet it does not mean that it is forced. The protagonist only responds to this affordance because she is allowed time to stay in the building after most people have left, when the quietude of the place and the proximity of the few remaining souls make the large space of the common room seem small and intimate. Through her song, she appropriates the space. The act of singing transcends her body, transforming her behaviour, just as cooking did in the first scene. It awakens memories of a way of knowing and communicating that is too often ill-adapted to her unfamiliar environment, but that suddenly makes sense, fits into the here and now. She does not only express herself in a manner that she masters, but in a way that makes her own literacy

fuse with everybody else's way of knowing. The heritage enactment here becomes an act of communication, an act of sharing personal, cultural, and emotional information.

From heritage community to community of heritages

The analysis of these four tableaux has revealed how the community of practice of the Comfrey Project affords different types of heritage enactments. Two conclusions can be drawn from there. Firstly, although this community does not share a common heritage, its members do share heritage in common. The embodiment and expression of heritage are part of the social interactions and information exchanges that shape the practice. Secondly, and most importantly, the affordance analysis reveals how, through the act of heritage, participants can bring together two distinct ways of knowing and doing. By affording the heritage enactment, the environment constitutive of the practice allows for experiences inherited from a past familial and cultural habit to make sense within a foreign and yet local present. Thus, it affords two different information landscapes to amalgamate: the landscape of the community and that of the individual. Thereby, participants can develop a sense of belonging to the practice by negotiating its meaning through the prism of their own history. The impact on participants' wellbeing is then flagrant and can be read on their bodies, which are suddenly included, able to interact with their surroundings as they are. While this process is here observed in a particular communal setting, more research is needed to understand whether it may also be relevant to different social contexts.

Conclusion

The aim of this presentation was to understand how a redefinition of the concept of heritage community could better account for the role of heritage in the inclusion process of people who have resettled in England after seeking asylum. It has first demonstrated that in a migratory context, thinking about heritage communities requires a paradigm shift whereby both heritage and community are considered as enactments. Thus, the focus was not on what a heritage community is, but on how a diverse group of individuals becomes one. This process was

evidenced through the case study of the Comfrey Project, a civil society organization supporting refugees' and asylum seekers' wellbeing. The theoretical concepts of "communities of practice" and "affordances" were then proposed as the lenses through which to investigate how this organization becomes a heritage community and how it thereby contributes to fostering inclusion. It was demonstrated that the community was made possible through the enactment of a common way of knowing and doing, which forms the specific information landscape of the practice. The analysis of four scenes of the everyday life at the Comfrey Project then highlighted how this practice affords the enactment of heritage. That led to conclude that the heritage community results of a mutual process: the participation in the practice affords the heritage enactment and the heritage enactment affords in turn the sense of belonging to the community of practice. In this process, two landscapes exist and dialogue, the one negotiated by the community and the one inherited from individuals' pasts. Both complement each other to make the heritage community one where people can be included within the local environment while maintaining their own ways of knowing. In that context, this paper argued that the process of inclusion was made possible by the superposition of these two landscapes.

This study has revealed that considering the concept of heritage community in an everyday life setting was paramount to understand what kind of environment can help people who experienced displacement to renegotiate their sense of identity and belonging, thus allowing to highlight the role that civil society organizations play in this process and showing that even when they are not explicitly dedicated to safeguarding heritage, some do contribute to maintaining heritages alive.

PARTIE
PART

2

LES COMMUNAUTÉS PATRIMONIALES ET L'ARCHITECTURE RELIGIEUSE

HERITAGE
COMMUNITIES
AND RELIGIOUS
ARCHITECTURE



3

LA COMMUNAUTÉ
PATRIMONIALE
ET LES SPÉCIALISTES,
UNE ALLIANCE ÉDIFIANTE ?
L'exemple d'une communauté
qui se mobilise
pour la défense successive
de deux églises à Villeurbanne

Mélanie Meynier Philip

Résumé

La baisse de la pratique des religions historiques – en France, le catholicisme – entraîne la sous-utilisation de nombreux lieux de culte, conduisant les diocèses, par manque de moyens, à réorganiser les paroisses. Aujourd’hui, ces regroupements paroissiaux entraînent d’abord la fermeture d’églises de propriété diocésaine. Ces situations, majoritairement relayées par les médias, aboutissent parfois à la démolition de ces bâtiments, mais suscitent toujours une mobilisation contre cette perte patrimoniale. En effet, le corpus des églises paroissiales représente un patrimoine unanimement reconnu par les citoyens, qu’ils soient croyants ou non. Cette communauté patrimoniale émerge des paroissiens, la communauté d’usage, qui apprennent en premier le choix d’arrêter le culte dans «leur» église, puis se voit renforcée par des habitants du quartier et de la ville. Ce phénomène de genèse et d’effet des communautés patrimoniales est observé ici par le biais de deux cas d’étude dans la ville de Villeurbanne où les temporalités et les conséquences de telles mobilisations sont exposées. Un regard réflexif est porté sur la relation qu’entretiennent les experts avec ces communautés en interrogeant la double nécessité d’une mobilisation sociale comme experte, face aux institutions publiques.

L'existence de communautés plaidant une cause patrimoniale n'est pas un phénomène nouveau¹. En revanche, l'émergence de la considération de ces groupes d'individus dans les choix liés à l'urbain et au patrimoine révèle l'évolution de l'organisation du pouvoir des sociétés. Le regard et les décisions qui viennent d'en haut, en d'autres termes la machine étatique, relativement lourde dans le contexte français, ne sont plus les seuls acteurs décisionnels². À l'heure de la démocratie participative, de nouveaux outils juridiques sont apparus³ pour permettre une élaboration citoyenne de la ville de demain. Ainsi, en France, l'obligation des conseils de quartier, le recours possible à un référendum ou à des concertations publiques permettent une implication des habitants dans les décisions locales⁴. Dans ce contexte, la *Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société*, dite Convention de Faro⁵, instaurée en 2005, légitime l'implication et la portée des communautés patrimoniales⁶.

-
1. Dans les années 1970, la démolition des Halles Baltard à Paris avait déclenché la colère des habitants et une forte mobilisation patrimoniale. Malgré une pétition signée plus de 100 000 fois et l'action d'architectes renommés, la Municipalité de Paris mena jusqu'au bout la démolition des halles. Voir Bertrand Lemoine et Victor Baltard, *Les Halles de Paris: l'histoire d'un lieu, les péripéties d'une reconstruction, la succession des projets, l'architecture d'un monument, l'enjeu d'une «Cité»*, Paris, Équerre, coll. «Les laboratoires de l'imaginaire», 1980; Évelyne Cohen, «La fin des Halles mise en histoire», dans Jean-Louis Robert et Myriam Tsikounas (dir.), *Les Halles*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 183-200.
 2. Voir Lucie K. Morisset, «Le temps très court du patrimoine ou les nouveaux enjeux de la communauté, quelque part entre l'en-haut et l'en-bas patrimoniaux», communication au colloque «Les horizons du patrimoine culturel», Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 6-7 février 2014; Michel Rautenberg, «Comment s'inventent de nouveaux patrimoines: usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie», *Culture & musées*, 2003, vol. 1, n° 1, p. 19-40.
 3. Avec notamment le Code général des collectivités territoriales, n. p., <<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633>>, consulté le 30 juillet 2019.
 4. Claire Lelong, *Saillans invente la concertation in situ pour préparer la révision de son PLU*, Département de la Drôme, Caisse des dépôts des territoires, 13 juillet 2017, n. p., <<https://www.banquedesterritoires.fr/saillans-invente-la-concertation-situ-pour-preparer-la-revision-de-son-plu-26>>, consulté le 30 juillet 2019.
 5. Conseil de l'Europe, *Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société* (Convention de Faro), n. p., <<https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680083748>>, consulté le 30 juillet 2019.
 6. Pour l'instant, dix-sept États membres du Conseil de l'Europe l'ont ratifiée et six l'ont signée. La France n'est pas signataire de cette convention. Voir: *Assemblée nationale, Question n° 77255*, n. p., <<http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-77255QE.htm>>, consulté le 30 juillet 2019.

Ce phénomène de genèse et d'effet des communautés patrimoniales est ici observé à propos d'un patrimoine précis, le patrimoine religieux et plus particulièrement le patrimoine cultuel⁷. L'effondrement des pratiques des cultes historiques, la religion catholique en ce qui concerne la France⁸, remet en question le devenir des nombreuses églises et chapelles paroissiales sur le territoire. Lors de l'arrêt du culte, à chaque annonce de fermeture, voire de démolition, un mouvement de contestation est systématiquement observé. Partant de ce constat, au-delà de leur «potentiel monumental⁹» qui fait référence aux valeurs d'existence définies par Luc Noppen et Lucie K. Morisset (valeurs d'âge, d'art, de position et de matérialité), leur avenir est également envisagé à travers leur valeur d'usage et ce que nous nommons leur «valeur affective¹⁰».

Liées à l'*émotion patrimoniale*¹¹, ces revendications patrimoniales constituent de véritables «mobilisations politiques» aux enjeux démocratiques, comme le souligne Vincent Veschambre¹². Les apports théoriques autour de l'évolution de la notion de «patrimoine» et de la «patrimonialisation», autrement dit le passage «de l'objet à la relation¹³», permettent de comprendre et d'envisager les exemples développés.

.....

7. Pour Anne Fornerod, le patrimoine religieux correspond à la rencontre d'une catégorie et d'un concept juridiques: les édifices du culte et le patrimoine culturel. Cette rencontre donne naissance au patrimoine cultuel, qui doit être distingué de la notion plus large de «patrimoine religieux». Voir Anne Fornerod, *Le régime juridique du patrimoine religieux*, Paris, L'Harmattan, coll. «Droit du patrimoine culturel et naturel», 2013.
8. Guillaume Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien, Anatomie d'un effondrement*, Paris, Seuil, 2018.
9. Lucie K. Morisset et Luc Noppen, *Les églises du Québec: un patrimoine à réinventer*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. «Patrimoine urbain», 2005, p. 296.
10. Mélanie Meynier Philip, *Entre valeur affective et valeur d'usage, quel avenir pour les églises paroissiales françaises? La région urbaine Lyon – Saint-Étienne interrogée par le référentiel du «Plan églises» québécois*, thèse de doctorat en architecture, Université Lumière Lyon II, École nationale supérieure d'architecture de Lyon, Lyon, 2018, vol. I, p. 120; voir <<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02020281>>, consulté le 30 juillet 2019.
11. Comme la nomme Nathalie Heinich dans *La fabrique du patrimoine: de la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Maison des sciences de l'homme, coll. «Ethnologie de la France», 2009, n° 31.
12. Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines: enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. «Géographie sociale», 2008.
13. Maria Gravari-Barbas, «Le patrimoine, de l'objet à la relation», dans Céline Barrère, Grégory Busquet, Adriana Diaconu, Muriel Girard et Ioana Iosa (dir.), *Mémoires et patrimoines. Des revendications aux conflits*, Paris, L'Harmattan, coll. «Habitat et sociétés», 2017, p. 41-49.

En préambule, nous exposons le contexte de sécularisation, largement répandu dans les sociétés occidentales, aux niveaux national et local. Cela permet de situer les deux cas d'étude dans la ville de Villeurbanne, cas qui illustrent parfaitement l'implication d'une communauté dans la sauvegarde d'un patrimoine bâti, réceptacle d'une histoire et de quartiers. Nous verrons ensuite comment la rencontre entre une approche scientifique, qualifiée de travail «expert», et une communauté patrimoniale peut relancer un mouvement alors résigné face aux autorités religieuses et publiques. Il s'agit de porter un regard réflexif sur la relation qu'entretiennent les spécialistes avec ces communautés en interrogeant la double nécessité d'une mobilisation sociale comme experte face aux institutions publiques. Tout l'enjeu est ici de comprendre comment l'un et l'autre de ces groupes se nourrissent, se légitiment pour faire entendre leur voix, ou comment le discours des experts ne peut être isolé d'une revendication qui émane de la population et, inversement, comment la communauté se réapproprie l'argumentaire des spécialistes.

Le patrimoine : l'évolution des notions et les apports théoriques

Devant les évolutions et l'élargissement de la notion de «patrimoine», nous retiendrons ici le phénomène d'investissement collectif auquel il se rattache. Dans son ouvrage *La fabrique du patrimoine: de la cathédrale à la petite cuillère*, Nathalie Heinich met en évidence la «chaîne patrimoniale» dans le processus de reconnaissance du patrimoine. Selon ses observations, l'entrée dans cette chaîne débute par le travail de l'expertise et celui de l'émotion. Même s'il peut bien évidemment y avoir patrimoine sans qu'il y ait pour autant émotion – l'entrée par le travail de l'expert le prouve avec une approche de l'objet dans la distanciation par l'intermédiaire des outils scientifiques relevant de critères et de valeurs patrimoniales reconnues –, dans un contexte ordinaire, celui de tout habitant sans ressources savantes particulières, l'émotion semble indissociable de l'expérience patrimoniale¹⁴. Cette auteure parle d'émotions patrimoniales au pluriel¹⁵, elles-mêmes associées à la pluralité des

14. Heinich, *La fabrique du patrimoine*, op. cit., p. 64.

15. *Ibid.*, p. 66-67.

valeurs dont elles sont l'indice : les émotions face à l'ancienneté, face à la rareté, face à l'authenticité, face à la présence et face à la beauté. Ces émotions sont le point de départ de toute mobilisation citoyenne.

De plus, « cette prise de position, quant à la valeur et à l'usage d'un espace [ou d'un édifice], suscite bien entendu des oppositions, des conflits de nature politique¹⁶ ». Autrement dit, les mobilisations patrimoniales ont toujours un lien avec la politique, au sens d'« implication dans la vie de la cité¹⁷ ». Lorsqu'une communauté revendique un « bien commun¹⁸ », cela passe par la construction d'un débat public, voire d'un espace public de débat. En réagissant au départ à une émotion ressentie vis-à-vis d'un patrimoine, les communautés patrimoniales se voient impliquées à la fois dans la démocratie citoyenne et dans la « chaîne patrimoniale » pour l'intérêt collectif.

De ces approches nous retiendrons que la mobilisation patrimoniale, qui devient une mobilisation politique dès lors qu'elle cherche à avoir une incidence dans une reconnaissance patrimoniale, prend naissance dans l'émotion, qui apparaît alors comme une « ressource alternative à l'expertise¹⁹ ». Émotion et expertise, même si elles peuvent cohabiter chez un individu, sont deux outils différents dans l'investigation patrimoniale. Ces distinctions laissent alors envisager une complémentarité de ces moyens dans la prise en compte de revendications patrimoniales par l'autorité publique.

Le patrimoine cultuel

Le contexte national

Dans un contexte de sécularisation croissant depuis la fin du XIX^e siècle²⁰, la baisse de la pratique des religions historiques, le catholicisme pour le cas français, entraîne la sous-utilisation de nombreux lieux de culte, conduisant les diocèses, par manque de moyens humains et financiers,

16. Veschambre, *Traces et mémoires urbaines*, op. cit., p. 73.

17. *Ibid.*, p. 76.

18. Pour une définition, se reporter à l'ouvrage de Marie Cornu, Fabienne Orsi et Judith Rochfeld, *Dictionnaire des biens communs*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 2017.

19. Heinich, *La fabrique du patrimoine*, op. cit., p. 67.

20. Danièle Hervieu-Léger, *Catholicisme, la fin d'un monde*, Paris, Bayard, 2003 [2^e éd.].

à réorganiser les paroisses²¹. Aujourd’hui, ces regroupements paroissiaux entraînent d’abord la fermeture d’églises diocésaines, car le régime de propriété des églises communales, celles construites avant 1905, constraint leur vente et réduit notablement l’incidence financière sur les diocèses qui ne doivent subvenir qu’aux charges courantes²². Ces situations, majoritairement relayées par les médias, aboutissent parfois à la démolition de ces bâtiments, mais suscitent toujours une mobilisation patrimoniale contre cette perte. En effet, le corpus des églises paroissiales représente un patrimoine unanimement reconnu par les citoyens, qu’ils soient croyants ou non, reflet d’un véritable « bien commun » par leur ancrage culturel et historique dans la société. Ces communautés patrimoniales émergent des paroissiens, qui apprennent en premier le choix d’arrêter le culte dans « leur » église. Ce groupe, que nous nommons la « communauté d’usage », est renforcé par des habitants du quartier, puis de la ville entière après diffusion de la nouvelle. Ces regroupements de personnes forment la communauté patrimoniale²³.

Le contexte local

Les deux exemples villeurbannais n’échappent pas à cette logique. Rapelons au préalable que cette ville, au passé industriel, manque de reconnaissance quant à son patrimoine bâti²⁴. Alors que Villeurbanne est citée comme le dixième arrondissement de Lyon avec ses 150 075 habitants²⁵,

-
21. Pour une étude de ce phénomène, voir Paul Mercator, *La fin des paroisses? Recompositions des communautés, aménagement des espaces*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
 22. Fornerod, *Le régime juridique du patrimoine religieux*, op. cit., p. 20.
 23. Pour plus de détails et une analyse de la communauté patrimoniale liée aux édifices culturels, voir Meynier Philip, *Entre valeur affective et valeur d’usage, quel avenir pour les églises paroissiales françaises?*, op. cit., p. 109-114.
 24. Un gros travail sur le mémoire ouvrière, de la résistance et immigrée, s’opère depuis quelques années avec Le Rize, Centre Mémoires et Société, et l’Interquartiers Mémoire et Patrimoine. Un inventaire participatif du patrimoine villeurbannais a également été mis en place par Le Rize depuis 2016. Voir : <<http://lerize.villeurbanne.fr/vie-du-rize/inventaire-participez/>>, consulté le 30 juillet 2019; ainsi que Vincent Veschambre, «Faire patrimoine avec les habitants: expérimentation d'un inventaire participatif à Villeurbanne», dans *Patrimoine et débats publics: un enjeu citoyen – La protection des patrimoines peut-elle être un processus démocratique?*, Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) France, Actes du colloque «Le patrimoine: un modèle de développement durable», Les cahiers d'ICOMOS, 2017, n° 26, p. 46-47.
 25. Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *Recensement de la population*, p. 69-9, <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2525755/dep69.pdf>>, consulté le 30 juillet 2019.

notons qu'au-delà de la mise en lumière patrimoniale axée majoritairement sur le quartier emblématique des Gratte-ciel²⁶ (1927-1934, architecte Môrice Leroux²⁷), seulement deux édifices, l'hôtel de ville et la Villa Lafont (propriété d'un industriel), ont des parties inscrites – et non classées – au titre des monuments historiques²⁸ (illustration 3.1). Depuis quelques années, son potentiel de densification, dû à sa position géographique à l'est de Lyon, entraîne la plus importante progression démographique de la métropole²⁹. Les immeubles d'appartements se construisent à une allure effrénée, démolissant et effaçant la moindre trace de site industriel ou de lotissement ouvrier³⁰.

En ce qui concerne son patrimoine cultuel, un audit immobilier lancé en 2001 par le diocèse³¹ a engendré plusieurs regroupements au sein des paroisses villeurbannaises. Ces réorganisations territoriales et matérielles ont mis au jour le suréquipement catholique par rapport aux besoins, avec un total de dix églises dont trois appartenant à la commune et sept au diocèse³². Pour ce dernier, la nécessité économique d'aliéner plusieurs édifices est bien réelle. D'ailleurs, depuis cette étude, deux

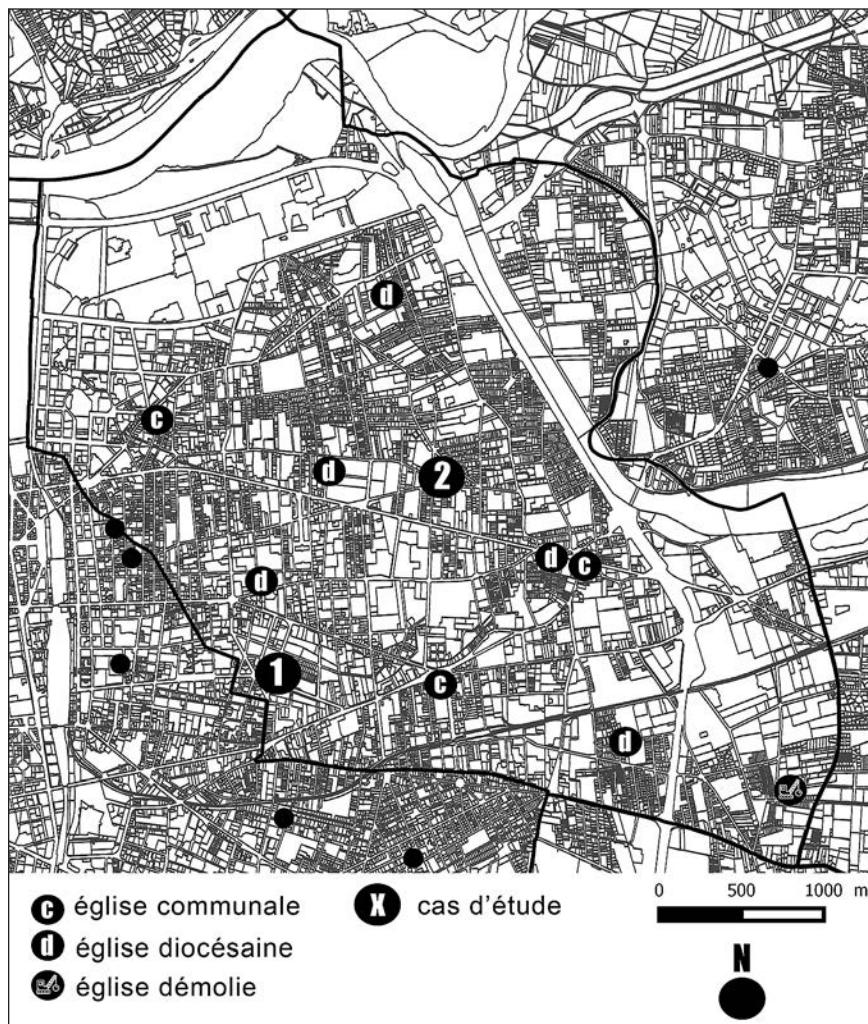
.....

26. Vincent Veschambre, «Production et effacement des lieux de mémoires dans une commune-centre anciennement industrielle : le cas de Villeurbanne (France)», *Articulo Journal of Urban Research*, numéro spécial 5, n. p., <<https://journals.openedition.org/articulo/2451>>, consulté le 30 juillet 2019.
27. Pour une histoire complète, voir Anne-Sophie Cléménçon, Édith Traverso et Alain Lagier (dir.), *Les gratte-ciel de Villeurbanne*, Besançon, Les Éditions de l'imprimeur, coll. «Tranches de villes», 2004.
28. Pour rappel, le classement au titre des monuments historiques est la plus haute protection patrimoniale en France. L'inscription est une protection considérée comme secondaire. À Villeurbanne, des parties de l'hôtel de ville (1930-1934) sont inscrites depuis 1991, comme les façades, les toitures, l'escalier principal, les halls et couloirs des premier et deuxième étages, la salle des mariages et la cheminée de la salle des Commissions (base Mérimée, fiche PA00118150). La Villa Lafont (plan 1921, construction 1930 sous la direction des ingénieurs Léon Lelièvre et Léon Barbier), ainsi que son jardin et son mur de clôture, sont également inscrits depuis 1991 (base Mérimée, fiche PA00118151). Base Mérimée en ligne : <<http://www2.culture.gouv.fr/culture/inventai/patrimoine/>>, consulté le 30 juillet 2019.
29. Veschambre, «Production et effacement des lieux de mémoires dans une commune-centre anciennement industrielle», *op. cit.*, p. 1.
30. *Ibid.*, p. 5-6.
31. Archives de la paroisse de la Résurrection, dossier «Audit Villeurbanne».
32. L'inventaire mené dans le cadre de mes recherches doctorales a révélé qu'une chapelle appartenant au diocèse, sous le vocable de Saint-Pierre Chanel, avait déjà été démolie en 2001 dans le quartier des Brosses. L'ancienne église Saint-Julien de Cusset, aujourd'hui église Saint-Athanase, appartient à la Ville, mais est occupée par le rite catholique orthodoxe.

églises ont déjà été écartées du service du culte: l'ancienne église du Cœur Immaculé de Marie, dite église de la Ferrandière, et l'ancienne église Notre-Dame de l'Espérance.

ILLUSTRATION 3.1

Cartographie des églises paroissiales de Villeurbanne



Une première mobilisation

Dès 2012, l'annonce de la vente pour destruction de l'église du Coeur Immaculé de Marie a rassemblé des habitants, par le biais de l'association Cadre de vie et patrimoine, qui étaient *contre* la démolition de l'édifice, mais *pour* le projet à caractère social qui envisageait un immeuble de logements sociaux et un centre d'hébergement et de réinsertion sociale. Les paroissiens, premiers informés, se sont rapprochés de l'association, elle-même impliquée dans le conseil de quartier, afin de prendre part au débat et de faire entendre leurs revendications. Cette mobilisation a également pris la forme d'une pétition³³ (552 signatures) et d'articles en ligne qui relataient l'évolution du dossier³⁴. Contrairement à ce que laisse présager l'époque de construction de cet édifice – le XIX^e siècle –, il n'appartenait pas à la municipalité mais au diocèse de Lyon. Ce dernier avait racheté l'église à une congrégation religieuse dans le but d'ériger une nouvelle paroisse en 1959. Elle est ainsi devenue l'église paroissiale du quartier³⁵. Bien que n'étant pas l'initiatrice du projet, face au mouvement et à la demande des habitants, la Ville a arbitré cette opération et confié la construction de logements sociaux à un office public d'habitations à loyer modique (HLM), Est Métropole Habitat, dont le président est aussi le maire de Villeurbanne. Malgré le mouvement pour conserver la chapelle édifiée en 1838, dernière trace du château de la Ferrandière³⁶, et tout un pan de la mémoire du quartier, la mairie et le diocèse ne se sont pas saisis du groupe d'habitants mobilisé pour entreprendre des démarches de consultation. En revanche, attitude rare, et à ce titre il

.....

33. Pétition en version papier diffusée dans le quartier (179 signatures) et en ligne (373 signatures): <<https://www.mesopinions.com/petition/art-culture/demolition-eglise-ferrandiere-eglise-ur-immacule/12994>>, consulté le 30 juillet 2019.

34. «Église du Coeur Immaculé de Marie (Villeurbanne, la Ferrandière): ou comment faire rimer destruction avec valorisation du patrimoine», 21 mars 2014; «Église de la Ferrandière (Cœur Immaculé de Marie à Villeurbanne). Le permis de démolir est affiché», 22 septembre 2014; «Église de la Ferrandière: mobilisation – un premier tract», 10 octobre 2014; «Non à la démolition de l'église de la Ferrandière (Cœur Immaculé de Marie) à Villeurbanne: la pétition est en ligne!», 14 octobre 2014; «Démolition de l'église de la Ferrandière (Cœur Immaculé de Marie à Villeurbanne). Des nouvelles des pétitions et du tractage», 31 octobre 2014. Voir <<http://assocadreviepatrimoine.over-blog.fr/tag/eglises%20a%20demolir%20a%20villeurbanne/>>, consulté le 30 juillet 2019.

35. Archives du diocèse de Lyon, fonds Office des paroisses nouvelles (ODPN), paroisse du Coeur Immaculé de Marie, dossier 1L 40.

36. Dominique Grard, *Notice historique de l'Eglise Cœur Immaculé de Marie*, Le Rize + encyclopédie en ligne, n. p., <<http://lerizeplus.villeurbanne.fr/arkothèque/client/amлерize/encyclopédie/fiche.php?ref=68>>, consulté le 30 juillet 2019.

vaut la peine de le noter, une communication sous forme de panneaux installés dans l'espace public a associé la voix du maire à celle de l'archevêque de Lyon pour justifier le projet et le faire accepter par les habitants du quartier (illustrations 3.2 et 3.3).

ILLUSTRATION 3.2

Revendication patrimoniale sur le tableau d'affichage de la paroisse



Source : Mélanie Meynier Philip, 7 juillet 2015.

ILLUSTRATION 3.3

Affichage public du double discours du maire de Villeurbanne et de l'archevêque du diocèse de Lyon



Source: Mélanie Meynier Philip, 5 janvier 2016.

La démolition partielle

Dès le début, les études préliminaires menées par les maîtres d'ouvrage formulaient la conservation «des façades visibles depuis la rue³⁷» comme un des enjeux du projet. La mairie, interpellée par la communauté patrimoniale, revendiquait ce discours en stipulant dans un courrier adressé au conseil de quartier que «l'un des fondamentaux d'un éventuel projet demandé par la Ville mais partagé par l'Évêché, est la conservation patrimoniale de la façade et du volume de cette église. Elle participe au paysage de la ville, de son animation et de son histoire, aussi est-il judicieux d'envisager une évolution et non une démolition³⁸».

37. Note de présentation du 34, rue Richelieu, Est Métropole Habitat, préétude menée par l'agence d'architecture Patriarche & Co datée du 17 janvier 2012 (je remercie l'architecte en charge du projet de m'avoir donné accès à ses dossiers).

38. Courrier du chargé à l'urbanisme au conseil de quartier, le 15 février 2012, n. p., <<http://assocadreviepatrimoine.over-blog.fr/article-eglise-du-coeur-immacule-de-marie-villeurbanne-la-ferrandiere-ou-comment-faire-rimer-destruction-123042047.html>>, consulté le 30 juillet 2019.

À la suite de l'appel d'offres, sur les trois agences retenues deux seulement préconisaient la conservation totale de la façade principale et du volume de l'église. Une troisième proposait deux solutions pour évoquer la présence de l'ancien lieu de culte. La première esquisse consistait en un patio mémoriel formé par les murs arasés, en d'autres termes coupant l'église en deux dans sa hauteur (illustration 3.4). La seconde sectionnait le bâtiment dans la longueur, pour ne garder que sa moitié sur la rue, dont la façade principale. Finalement, la troisième agence d'architecture, A-MAS, a été retenue. Dès le début des esquisses, l'architecte avait fait savoir que les objectifs environnementaux attendus dans l'opération (respecter le référentiel QEB [qualité environnementale des bâtiments] région, suivre la charte fixant les exigences de qualité environnementale des bâtiments établie par le Grand Lyon³⁹) ne permettaient pas d'installer des logements suffisamment éclairés dans le volume existant (entretien avec Stéphanie David, architecte chef du projet, agence A-MAS, le 26 janvier 2016). Le choix des maîtres d'ouvrage s'est orienté vers l'arase-ment de l'église à 4,8 mètres de hauteur, pour maintenir l'emprise au sol du lieu. La formule employée par l'architecte, c'est-à-dire «le plein sera désormais le vide», exprime la volonté de conserver une trace en négatif d'un édifice qui, malgré les profondes transformations du quartier au cours du XX^e siècle, avait perduré comme un élément fixe du paysage urbain. Aujourd'hui, délimité par des murs tronqués, ce vide est la base autour de laquelle le nouveau projet s'organise. Ce geste architectural, pourtant «volontaire» à la conservation de marques⁴⁰ de l'église, efface le volume et la façade urbaine de l'église considérés comme des «éléments constitutifs de la figure ecclésiale⁴¹».

L'implication de la communauté patrimoniale visant à maintenir la figure urbaine de l'église n'a pas totalement été prise en compte. Toutefois, la mairie a revendiqué la portée de son intervention face au projet du diocèse, car, sans cet arbitrage, «l'église aurait non seulement été

.....
39. Note de présentation du 34, rue Richelieu, Est Métropole Habitat, *op. cit.*

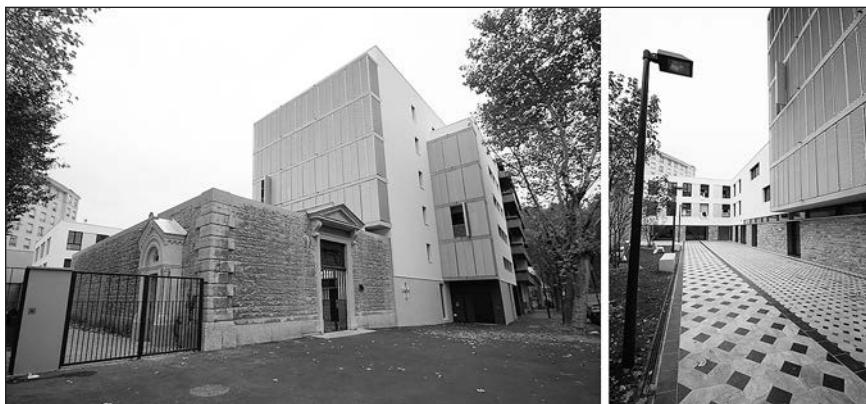
40. Acte volontaire à différencier des «traces» comme phénomène non intentionnel, selon la définition de Veschambre, *Traces et mémoires urbaines*, *op. cit.*, p. 10.

41. Luc Noppen, «La conversion des églises au Québec. Enjeux et défis», dans Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Thomas Coomans (dir.), *Quel avenir pour quelles églises? What Future for Which Churches?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. «Patrimoine urbain», 2006, n° 3, p. 277-300, à la p. 285.

détruite en totalité mais vendue à des promoteurs⁴². Après un long combat, chargé de revendications politiques et d'actions en justice contre le permis de construire accordé, le projet a finalement vu le jour en mars 2016 avec les premiers coups de pelleteuse donnés contre l'église (illustration 3.5). Même si la démolition n'est que partielle, grâce à la préservation de marques mises en scène à travers un patio mémoriel au dallage cultuel reconstitué⁴³, les habitants l'ont vécue dans un premier temps comme totale et violente, telle une «quasi-décapitation» de l'édifice.

ILLUSTRATION 3.4

Patio mémoriel formé par les murs arasés de l'ancienne église de la Ferrandière et la nouvelle construction, vues extérieure et intérieure



Source : Mélanie Meynier Philip, 29 octobre 2017.

-
42. Intervention de Monsieur le Maire, Procès-verbal du Conseil municipal de Villeurbanne, séance du 26 février 2015; voir <<https://www.villeurbanne.fr/var/site/storage/original/application/b701f658e6fc6995c31fb64b08033fb8.pdf>>, consulté le 30 juillet 2019.
 43. Les carreaux de sol devaient être conservés, ce qui s'est révélé techniquement impossible. Un nouveau dallage à l'identique de l'ancien a été remis en place, reprenant le tracé de l'allée centrale et des deux côtés.

ILLUSTRATION 3.5

Démolition de l'ancienne église de la Ferrandière



Source : Mélanie Meynier Philip, 3 mars 2016.

Une deuxième mobilisation

Entre-temps, en parallèle de ce premier bras de fer, cette même association est interpellée par un nouveau mouvement de contestation à la suite de l'annonce d'une deuxième fermeture début 2013, celle de l'église Notre-Dame de l'Espérance à moins de trois kilomètres de la première (illustration 3.6). Situés dans le quartier de Château Gaillard, proche du centre en pleine expansion⁴⁴ où la pression immobilière est accrue, le bâtiment et le terrain ont été mis en vente par le diocèse propriétaire. D'emblée, les paroissiens se sont opposés à cette vente, d'autant plus que certaines des familles à l'origine du projet et de son financement dès 1957 sont encore vivantes et voisines de l'édifice. Le lien avec l'association Cadre de vie et patrimoine s'est rapidement fait, alliant ce combat

44. Le projet emblématique des Gratte-ciel sera prolongé au nord d'ici 2027, dans la continuité de sa trame historique; voir <<https://www.grandlyon.com/projets/villeurbanne-gratte-ciel-centre-ville.html>>, consulté le 27 août 2019.

au premier déjà amorcé⁴⁵. Une première pétition papier contre la vente de l'église a circulé dans le quartier, récoltant plus de 300 signatures (entretien avec le couple Ménard, le 30 janvier 2017⁴⁶). Dans ce climat, la municipalité a commandé une expertise urbaine⁴⁷, envisageant différents scénarios de projet au regard du diagnostic, de l'analyse et des enjeux du quartier, de la parcelle et du bâtiment. Le dossier démontre qu'il était possible de projeter une reconversion de l'église à un autre usage, une reconversion avec extension sur la parcelle ou une construction neuve après démolition totale, solution évoquée en troisième position.

ILLUSTRATION 3.6

Ancienne église Notre-Dame de l'Espérance, vue extérieure



Source : Mélanie Meynier Philip, 1^{er} avril 2014.

Face à cette mobilisation, plutôt que d'envisager de vendre à l'Église évangélique du Réveil alors à la recherche de lieux de culte, le diocèse a préféré le projet à caractère social avancé par le promoteur Habitat et

45. *Il faut sauver l'église Notre-Dame de l'Espérance (Villeurbanne)*, 7 mars 2013, <http://assocadreviepatrimoine.over-blog.fr/pages/Il_faut_sauver_leeglise_Notre_Dame_de_lEsperance_Villeurbanne-8533282.html>, consulté le 30 juillet 2019.

46. M. et M^{me} Ménard ont été des acteurs de la construction de l'église et de la paroisse dès son origine, puis acteurs lors des revendications entreprises auprès du diocèse.

47. *Pressensé/Flachet Notre-Dame de l'Espérance*, Expertise urbaine, Plan B architectes, 25 juin 2013.

Humanisme. Celui-ci prévoyait la démolition totale de l'église en revendiquant sa vocation humaine auprès de la communauté patrimoniale, encore une fois constituée de paroissiens et d'habitants. Il proposait en effet la construction de logements favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle tout en restant liée à la paroisse grâce à la création de locaux communs: une chapelle et une salle de réunion (entretien avec le père Bernard Devert, fondateur d'Habitat et Humanisme, le 24 novembre 2015). Pris par les sentiments et faisant appel à son sens de l'humanité, le groupe mobilisé n'avait d'autre choix que de se résigner à la perte de son bien. Cette résignation était renforcée par les échanges et les rencontres entre des personnes de la communauté et le diocèse⁴⁸. Entre règlement d'urbanisme et acceptation sociale, les raisons n'ont pas été clairement exposées, mais la demande de permis de construire présentée en 2015 a été rejetée par la mairie. Après ce refus, Habitat et Humanisme s'est retiré du projet, ce qui a eu comme conséquence de relancer le débat autour de la future vocation du site.

Entre émotions patrimoniales et expertises: la tentative d'entrée dans la chaîne patrimoniale

À l'automne 2015, notre inventaire des églises paroissiales de la région urbaine Lyon – Saint-Étienne (mené dans le cadre de notre doctorat) a révélé l'intérêt d'approfondir ce riche cas, tant sur le plan de la mobilisation patrimoniale en place que de son architecture. Les recherches menées⁴⁹ ont démontré la richesse architecturale de cet édifice méconnu.

48. Notamment M^{me} Ménard qui, en vain, a personnellement écrit au diocèse et rencontré l'archevêque de Lyon pour faire valoir l'implication personnelle et financière des habitants du quartier dans ce projet d'église et faire entendre à ce titre sa valeur mémorielle pour éviter sa démolition imminente (entretien avec le couple Ménard, le 30 janvier 2017).

49. Différentes ressources ont été mobilisées: des recherches au Rize (les archives de Villeurbanne), à la Société académique d'architecture de Lyon (SAAL), qui détient un fonds de l'architecte Pierre Genton, et aux archives de la paroisse, ainsi que des entretiens auprès de personnes en lien avec la construction de l'église: Paul Devers, ancien curé-bâtisseur de l'église, M. et M^{me} Ménard et leur fille, ainsi que Claire Genton, fille de l'architecte.

Construite dès 1963⁵⁰ par l'architecte Pierre Genton, neveu⁵¹ du père Marie-Alain Couturier⁵² et élève de Le Corbusier, d'Auguste Perret et de Marcel Lods⁵³, cette église en béton allie brutalisme et finesse symbolique⁵⁴ (illustration 3.7). Outre son aspect industriel et la rare mise en œuvre à l'échelle régionale⁵⁵ d'une charpente métallique tridimensionnelle dans une église, les fonts baptismaux (illustration 3.8), composés d'un double bassin approvisionné par les «eaux du ciel» grâce à un système de récupération des eaux de pluie en toiture, restent, de l'avis d'experts internationaux⁵⁶, «uniques au monde».

Par ailleurs, la mise en perspective de son analyse architecturale avec une vision d'ensemble du corpus des églises de la région édifiées après la Seconde Guerre mondiale a permis de mettre en évidence ses valeurs patrimoniales (ou «potentiel monumental») ainsi que ses capacités spatiales (ou «flexibilité architecturale»)⁵⁷, pour formuler un

-
50. La première esquisse date de 1956. Source: «Plan masse» daté du 7 novembre 1956, fonds Pierre-Genton 53-B Y.5, SAAL.
 51. Lien de parenté évoqué par Judi Loach (professeure à l'Université de Cardiff et chaire de DoCoMoMo UK, spécialiste de l'architecture moderne et des églises modernes de Lyon) et confirmé lors de l'entretien avec Claire Genton. Ce lien familial expliquerait la collaboration entre Le Corbusier et Pierre Genton ainsi que les nombreux chantiers religieux auxquels ce dernier a accès.
 52. Figure internationale du mouvement de l'art sacré moderne.
 53. Curriculum vitæ rédigé par Pierre Genton, Fonds Genton 53.B-P.0, SAAL.
 54. Mélanie Meynier Philip, *Notice historique de l'église Notre-Dame de l'Espérance*, Le Rize + encyclopédie en ligne, n. p., <<http://lerizeplus.villeurbanne.fr/arkothèque/client/amлерize/encyclopedia/fiche.php?ref=120>>, consulté le 30 juillet 2019.
 55. Nos recherches sur le Rhône et la Loire révèlent une seule autre église construite ainsi: l'ancienne église Notre-Dame du Château à Lyon (devenue depuis la Maison de l'enfance de la Duchère), conçue en 1961 par l'architecte Maurice Novarina. Dans ce cas, la structure est masquée par un coffrage en bois.
 56. Avis d'Andrea Longhi (professeur au Politecnico di Torino; voir *Notre-Dame de l'Espérance: un monumento del moderno in pericolo*, 4 février 2017, n. p., <<http://www.thema.es/notre-dame-de-lesperance-un-monumento-del-moderno-in-pericolo/>>, consulté le 30 juillet 2019); de Judi Loach («L'invention d'un édifice-type du mouvement moderne à propos des églises catholiques construites à Lyon après la guerre», dans Gérard Bruyère, Daniel Roux, Henri Hours et Société d'histoire de Lyon [dir.], *Archives et architecture: mélanges en mémoire de François Régis Cottin*, 2015, p. 481-529). Cette information paraît aussi dans une lettre de soutien de Judi Loach lors de la demande de protection à la Direction régionale des affaires culturelles, le 4 février 2017 (lettre qui m'a été transmise par la signataire, mais non accessible en ligne).
 57. Robert Kronenburg, *Flexible: une architecture pour répondre au changement*, Paris, Norma, 2007.

ILLUSTRATION 3.7

Ancienne église Notre-Dame de l'Espérance, vue intérieure



Source : Mélanie Meynier Philip, 25 avril 2016.

discours contre sa démolition et envisager une éventuelle réutilisation. Dès lors, ces révélations patrimoniales ont réveillé les revendications portées par la communauté en légitimant la contestation autour de la perte de l'église. Fin de l'année 2016, face à la menace de disparition d'une œuvre indéniable du Mouvement moderne et de la mobilisation en place, une demande de protection, portée par des spécialistes de l'architecture, a été adressée à la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) d'Auvergne-Rhône-Alpes. Pour venir en soutien à cette tentative d'entrée dans la chaîne patrimoniale, l'association a relancé une pétition papier dans le quartier ainsi qu'une version en ligne⁵⁸, récoltant 281 signatures⁵⁹. Cette fois, l'argumentaire patrimonial a été repris par la communauté, revendiquant ceci : «NON à la destruction de l'église Notre-Dame de l'Espérance, OUI à un projet avec l'existant.»

.....

58. Pétition en ligne : <https://www.change.org/p/non-%C3%A0-la-destruction-de-l-%C3%A9glise-notre-dame-de-l-esp%C3%A9rance-%C3%A0-villeurbanne-69100?source_location=petitions_share_skip

59. Trente-trois signatures papier (source: association Cadre de vie et patrimoine) et 248 signatures en ligne. En date du 10 mars 2018, la pétition a été fermée.

ILLUSTRATION 3.8

Fonts baptismaux de l'ancienne église Notre-Dame de l'Espérance



Source : Mélanie Meynier Philip, 25 avril 2016.

La communauté patrimoniale et les spécialistes, une alliance édifiante ?

Depuis le refus du permis de construire du premier projet, un second, entrepris par un autre maître d'ouvrage, s'est développé. Il prévoit, après démolition totale, la construction de nouveaux locaux pour l'école privée Sainte-Thérèse, déjà implantée dans un autre site à Villeurbanne⁶⁰, ainsi que des logements partagés gérés par une association qui œuvre pour l'autonomie des personnes en situation de handicap. Début 2017, malgré la mobilisation de la communauté patrimoniale et l'expertise scientifique soutenue⁶¹ par DoCoMoMo⁶², la DRAC ne s'est pas prononcée favorablement pour une protection de l'église. La situation démontre, d'une part, qu'il existe une réelle difficulté quant à la reconnaissance du patrimoine architectural moderne même auprès d'experts du service des monuments historiques⁶³ et, d'autre part, que les enjeux économiques de l'opération, déjà bien engagée par le diocèse, prévalent malheureusement sur toutes les tentatives de valorisation patrimoniale. Cette démarche de protection a néanmoins fait réagir la mairie qui, dans la foulée, au vu des mutations du quartier, a demandé en juin 2017 une seconde expertise⁶⁴ portant cette fois sur l'ensemble de l'îlot, car différents promoteurs avaient pour projet commun la démolition de toutes les maisons pour laisser place à des immeubles d'appartements de cinq ou six étages.

-
60. Les locaux d'origine, de part et d'autre de l'église Sainte-Thérèse (consécration 1931), ne sont plus adaptés aux besoins en termes de taille et d'accessibilité.
 61. Relais de la menace sur le site Internet de DoCoMoMo international, relais de l'antenne française sur les réseaux sociaux au sujet de la pétition et mise en place d'une fiche d'inventaire, en ligne : <<https://www.docomomo.fr/batiment/eglise-notre-dame-de-lesperance>>, consulté le 27 août 2019.
 62. Organisme à but non lucratif dont le nom en entier est «International working party for DOcument and COnservation of Buildings, sites and neighbourhoods of the MOdern MOvement», en français «Groupe de travail pour la DOcumentation et la COnservation des bâtiments du MOvement MOderne, de leur site et de leur ensemble urbain».
 63. Pour Heinich (*La fabrique du patrimoine*, op. cit., p. 84-85), les experts des monuments historiques manipulent des «corpus remarquables» alors que les experts du service de l'inventaire ont davantage un regard d'ouverture sur les «frontières du patrimonialisable».
 64. Expertise dirigée par la métropole de Lyon et confiée à un des architectes-conseils.

Au-delà des préconisations de typologies et de hauteurs, les conclusions de cette nouvelle étude réaffirmaient la valeur patrimoniale de l'église et préconisaient sa reconversion avec la construction d'une extension sur la parcelle pour accueillir le projet de l'école. Alors que se présentait là une réelle occasion d'allier patrimoine et dynamique urbaine actuelle, cette décision, mal accueillie par l'initiateur du projet, n'a pas été longtemps portée par la municipalité, qui a finalement signé le permis de démolir le 14 février 2018⁶⁵.

Après une longue mobilisation où habitants, historiens, architectes et associations (Cadre de vie et patrimoine et DoCoMoMo) se sont mutuellement légitimés, il semblerait que dans le contexte villeurbannais, cette alliance ne soit pas assez forte pour faire entrer un patrimoine « privé⁶⁶ » moderne dans la chaîne des reconnaissances patrimoniales. Cette revendication à double voix, communauté patrimoniale et experts, aura tout de même réussi à influencer le regard que portait la ville sur ce bien, mais cela n'aura eu pour conséquence que l'obtention de quelques mois de sursis face à une opération immobilière et financière dirigée par le diocèse. Nathalie Heinich en tire la leçon: « L'entrée dans la chaîne patrimoniale ne va pas de soi, même appuyée par la double ressource de l'expertise et de l'émotion⁶⁷. »

Conclusion: un référendum comme outil démocratique pour l'avenir des églises ?

Au regard de ces expériences villeurbannaises et de nombreux cas similaires, en France⁶⁸ comme à l'étranger, la mutation d'une église suscite toujours des controverses patrimoniales, voire de véritables « zones de

65. Affichage du panneau réglementaire et informatif sur la voie publique, en revanche dans un arbre à une hauteur de près de trois mètres.

66. Même si les églises construites après 1905 sont la propriété du diocèse, les fonds apportés par les paroissiens et les habitants de l'époque et leur histoire font de ces édifices des biens communs. Cet argument était mis en avant dans le cas villeurbannais (entretien avec le couple Ménard, le 30 janvier 2017).

67. Heinich, *La fabrique du patrimoine*, *op. cit.*, p. 44.

68. Par le passé, le cas de l'ancienne église de Gesté. Plus récemment, les cas de l'église Sainte-Rita à Paris, de l'église Saint-Bernard à Lyon, de la petite église de Brézins (dans le département de l'Isère) pourtant déjà désaffectée, des deux églises désaffectées de Rouen, Saint-Paul et Saint-Nicaise, et de bien d'autres.

conflits⁶⁹». Qu'ils soient reconnus par une protection au titre des monuments historiques ou non, ces édifices apparaissent comme du patrimoine pour la plus grande majorité. À la fois patrimoine monumental, reflet d'un courant architectural plus ou moins ancien et apprécié, et patrimoine de proximité, réceptacle de la mémoire d'un quartier ou d'un village entraînant un lien affectif particulier, les églises tiennent une place à part dans l'imaginaire collectif et dans l'histoire⁷⁰. Au-delà de leur contexte, urbain comme rural, elles semblent représenter un corpus à la fois bâti et symbolique, reflet d'un véritable bien commun qui interpelle un grand nombre de citoyens dès lors que leur avenir est en jeu. Comme le remarquent Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Thomas Coomans, spécialistes du patrimoine religieux, «c'est dans la collectivité proche, parce qu'on l'aimera ou pas, que l'église, comme patrimoine, peut dénouer les conflits et passer à l'avenir⁷¹».

Les communautés patrimoniales, véritables ressources humaines, se placent précisément dans cette proximité et doivent être mises à profit quant à la gestion locale de ces bâtiments. Réglementé depuis 2000, le Code général des collectivités territoriales va entièrement dans ce sens en permettant la soumission de projets à référendum local⁷². Cette modalité vise à intégrer l'avis des citoyens dans la prise de décisions locales et devrait être employée davantage lorsqu'il est nécessaire de prendre une décision concernant l'avenir d'une église. Une telle attitude participative et consultative rejoue d'ailleurs les enjeux et le programme d'action du développement durable⁷³ qui se structure sur la conciliation de trois piliers: le développement économique, la qualité de l'environnement et la justice sociale⁷⁴.

.....

69. Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Thomas Coomans (dir.), *Quel avenir pour quelles églises?, What Future for Which Churches?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. «Patrimoine urbain», 2006.

70. *Ibid.*, p. 4.

71. *Ibid.*, p. 13.

72. Section 1: Référendum local, chapitre II: Participation des électeurs aux décisions locales, Code général des collectivités territoriales (CGCT), <<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633>>, consulté le 30 juillet 2019.

73. Pour un lien entre patrimoine et développement durable propre aux églises, voir Mélanie Meynier Philip, «Entre patrimoine et développement durable, quel avenir pour les églises paroissiales? Étude sur le territoire de la région urbaine Lyon Saint-Étienne», *Développement durable et territoires*, 2018, vol. 9, n° 1.

74. Structuration depuis le Sommet de la Terre de Rio, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement 1992.

Le premier recours à un tel dispositif en France a été réalisé à Saint-Chamond, dans la Loire, précisément dans le cas d'une église en péril (illustration 3.9). En 2009, alors que l'église Notre-Dame nécessitait encore trois millions d'euros de travaux⁷⁵, les électeurs se sont rendus aux urnes pour répondre à la question : « Êtes-vous favorables à ce que la commune achève la restauration de l'église Notre-Dame⁷⁶? » À la suite d'une mobilisation qui entraîna la création d'une association⁷⁷, le référendum a révélé des habitants favorables à engager de telles dépenses pour éviter la démolition d'un bâtiment patrimonial⁷⁸.

Depuis cet exemple, l'association Patrimoine-Environnement a récemment proposé le recours systématique au référendum dans les communes et les villes concernées, afin de déterminer intelligemment un nouvel avenir⁷⁹. Alors que communautés patrimoniales et spécialistes échouent parfois à faire entrer un bien dans la chaîne patrimoniale, cet outil démocratique apparaît comme une piste de légitimation de ces mouvements. Les municipalités devraient en conséquence développer davantage la consultation citoyenne dans la gestion de conflits patrimoniaux.

75. Plus de quatre millions d'euros avaient déjà été investis au cours des vingt années précédentes.

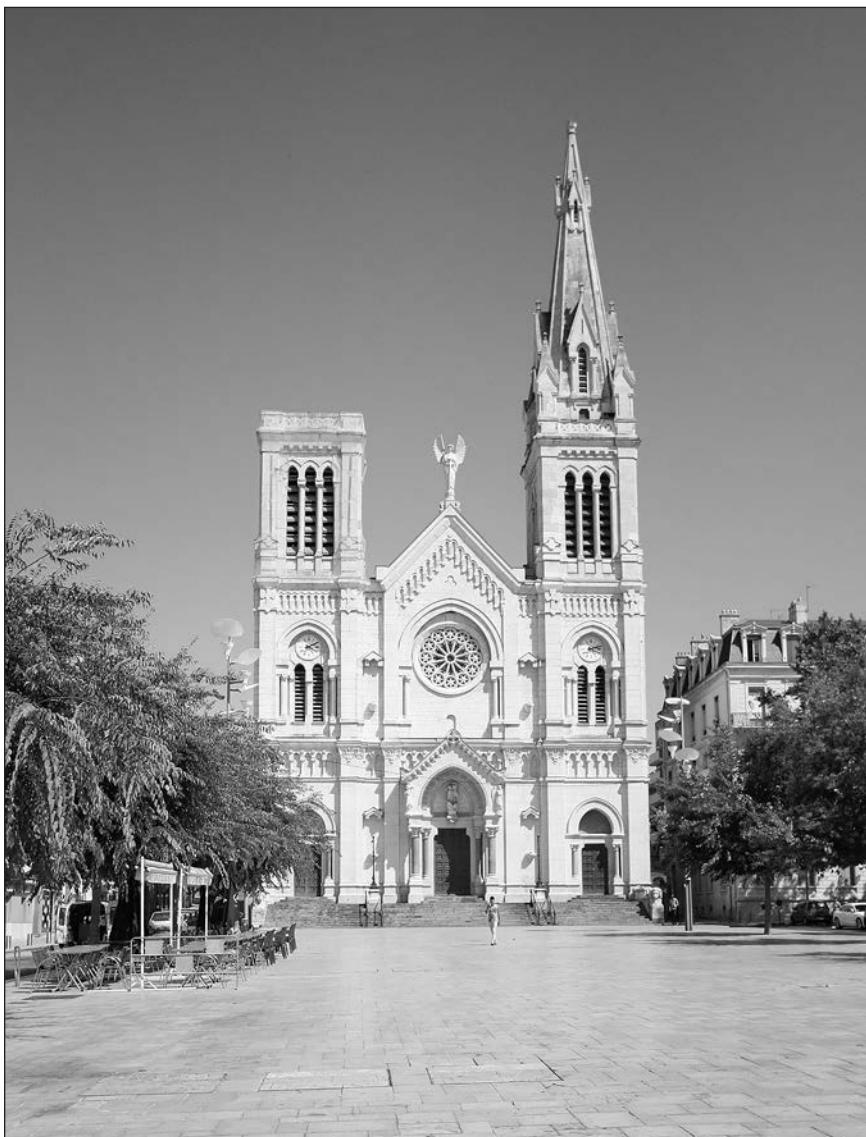
76. « Oui, l'église de Saint-Chamond sera sauvée ! », *HuffingtonPost.fr*, 27 avril 2009, n. p., <<http://saintchamond.canalblog.com/archives/2009/04/26/13522207.html>>, consulté le 27 août 2019.

77. Création d'une association pour la défense de l'église Notre-Dame, n. p., <<http://notredame.stchamond.free.fr/accueil.htm>>, consulté le 30 juillet 2019.

78. Faible mobilisation tout de même, 28,34%, mais 80,44% de « Oui ». Cet avis consultatif a ensuite été soumis à une délibération en conseil municipal.

79. Quentin Périnel, « Églises menacées de destruction : pourquoi pas un référendum local? », *Le Figaro*, 27 novembre 2015, n. p., <http://immobilier.lefigaro.fr/article/eglises-menacees-de-destruction-pourquoi-pas-un-referendum-local-_0f27d4ea-94f2-11e5-8b29-1fad4c4b0755/>, consulté le 30 juillet 2019.

ILLUSTRATION 3.9
Église Notre-Dame de Saint-Chamond



Source : Mélanie Meynier Philip, 18 juillet 2017.



4

COMMUNITIES OF WORSHIP, OR COMMUNITIES OF GOVERNANCE? Government funding, historic churches, and opportunities for association

Robert Piggott

Abstract

This article explores the Heritage Lottery Fund's (HLF) goal of "strengthening communities" through its grant aid programmes with reference to a particular scheme, the Grants for Places of Worship (GPOW) programme, which ran from 2013 to 2017. The HLF (now renamed the National Lottery Heritage Fund) is the major funder of heritage projects in England, and although its work has been a subject of some academic interest, it remains curiously neglected in some quarters. This article uses interviews with members of parochial church councils who had been through the process of applying to the GPOW scheme to explore the experiences of community groups managing heritage through grant-aided phases of repair. It argues that although the funding provided by the HLF was welcomed by its recipients, the scheme placed a heavy burden on a small number of people to the end of achieving a public policy goal that is not easily measured.

In England, grant aid from a range of providers, both charitably and publicly funded, is available to assist individuals and organizations to conserve historic sites (*heritage assets*) and for people to share their history with others through exhibitions and events. This article concentrates on one stream of grant aid which was available to groups managing a particular sort of heritage asset in England, the listed places of worship (LPoW). My aim is to examine the role of heritage in the drive to achieve the somewhat nebulous public policy goal of “fostering a sense of community,” which was part of the mission of the Heritage Lottery Fund (HLF).¹

The HLF began distributing grant aid to heritage projects in 1994.² It was set up by the then Conservative government as one of the funds intended to distribute money raised by the new National Lottery.³ The administration of the Fund was given to a pre-existing non-departmental public body (NDPB), the National Heritage Memorial Fund (NHMF), which itself had been established in 1980.⁴ Through the HLF (now known as the National Lottery Heritage Fund), a wide variety of grant aid is available to a range of agencies, including community groups, private providers, and public institutions, to maintain and promote heritage in England. The fund provides grant aid to heritage projects under the terms of a number of grant programmes. Each of these programmes is tailored to specific outcomes and therefore each has its own economy with a distinctive range of providers engaging in a particular range of practices. The subject of this article is the HLF’s Grants for Places of Worship (GPOW) scheme, which ran from 2013 to 2017.

-
1. Heritage Lottery Fund, *Heritage Lottery Strategic Framework: 2013-2018*, London, Heritage Lottery Fund, 2012, p. 7-8. The organization rebranded as the National Lottery Heritage Fund in January of 2019. As this article covers the period in which the agency was known as the Heritage Lottery Fund, this is the name which is referred to most often. Under the new strategic framework, the organization now speaks of creating “a positive and lasting change for people and communities.” National Lottery Heritage Fund, *Strategic Funding Framework 2019-2024*, London, National Lottery Heritage Fund, p. 12.
 2. Robert Hewison and John Holden, *Challenge and Change: HLF and Cultural Value. A Report to the Heritage Lottery Fund*, London, Heritage Lottery Fund, 2004, p. 13.
 3. *Ibid.*, p. 11.
 4. *Ibid.*

The GPOW scheme was just one arrangement of state aid for LPoW in a forty-year history of a dedicated funding stream for LPoWs, which came to an end in 2017. Under the GPOW, the HLF invited congregations of LPoWs of any grade to apply for grant aid between £10,000 and £250,000.⁵ The priority of the programme was to “support structural repairs urgently required within two years.”⁶ In tandem, the programme aimed to assist applicants “to encourage more people and a wider range of people to take an interest in [their] place of worship and to help care for it in the future.”⁷ The scheme also utilized the expertise of Historic England’s Heritage at Risk teams, typically architects and surveyors, to monitor repair works undertaken as part of the scheme, partly as a holdover from the previous Repair Grants for Places of Worship Scheme (RGPOW), which ran from 2002 to 2013 and was administered by English Heritage.⁸

Applicants to the GPOW scheme were typically those congregations with a responsibility for the management of a LPoW. These are places of worship that have been added to the National Heritage List for England and therefore have statutory protection in planning law. This article uses evidence from a small number of Anglicans with experience of applying to the scheme. Anglican congregations were chosen for this study because they represent the majority of cases receiving this aid. Since state aid for LPoWs was first made available, Anglican places of worship have commanded the lion’s share of funding apportioned in this way, for a number of reasons. In the first place, Anglican churches benefited from a narrow definition of *heritage* in operation in the 1970s when state aid began.⁹ In addition, the sheer number of Anglican LPoW (c. 13,000) greatly exceeds those of other denominations and faiths.¹⁰

5. Heritage Lottery Fund, *Grants for Places of Worship, England: Application Guidance*, London, Heritage Lottery Fund, 2016, front cover.

6. *Ibid.*, p. 4.

7. *Ibid.*

8. For a brief history of the schemes, see Andrew Derrick, *A Review of Heritage Lottery Fund/English Heritage Funding to Places of Worship 1996-2005*, London, Heritage Lottery Fund, 2005.

9. To better understand what the term encompassed at that time, see Patrick Cormack, *Heritage in Danger*, London, New English Library, 1976, as an indication of attitudes toward heritage in the 1970s.

10. English Heritage, *Listing Selection Guide: Places of Worship*, London, English Heritage, 2011, p. 2.

This is a consequence of the way in which the principles of the Town and Country Planning Act (1947) have been acted upon. Anglican churches are often medieval and, under the Act, all structures built before 1700 and most built before 1840 have been designated as listed buildings.¹¹ This results in the majority of Anglican places of worship (some 80% from a total of c. 16,000) being listed buildings.¹²

Communities of worship, of heritage, or of governance?

Grant aid for Anglican places of worship is generally applied for and managed by members of the Parochial Church Council (PCC). This is essentially a governing body of elected members with responsibility for each church.¹³ The powers of these bodies are set out in the Parochial Church Council (Powers) Measure (1956) and amendments, and provision in other legislation.¹⁴ These Councils are nominally led by the minister of the parish along with two churchwardens. They will also include certain members from the laity dependent on the number of people on the church's electoral roll.¹⁵ The PCC oversees the financial affairs of the church, the care of its fabric and ornaments, and of the churchyard.¹⁶ Besides the minister, its principal members are the churchwardens.¹⁷ Subject to yearly elections by the parishioners and ultimately answering to the bishop, churchwardens are responsible for the furniture and ornaments of the church. They must also oversee the inspection of the

11. Department for Culture, Media and Sport (DCMS), *Principles of Selection*, London, DCMS, s. 12.

12. English Heritage, *Listing Selection Guide*, *op. cit.*, p. 2.

13. Although in certain cases where team or group ministries exist, there may be Joint or District Church Councils in operation. See Kenneth M. Macmorran and Timothy Briden, *A Handbook for Churchwardens and Parochial Church Councillors*, London, Continuum, 2006, p. 119-124.

14. *Ibid.*, p. 112-115.

15. *Ibid.*, p. 113.

16. *Ibid.*, p. 112-115.

17. *Ibid.*

fabric of the church and report their findings to the Council.¹⁸ For these reasons, they generally play a key role in the procurement and management of grant-aided repairs.

The final sections of this article will examine the experiences of PCC members who applied to the HLF's GPOW scheme. Although, as we will see, the HLF made very clear that communities are key beneficiaries of their grant aid programmes, the concept of "community" goes untheorized in their documentation and reports. Sarah Neal and Sue Walters have suggested that community should be seen as the result of "routine practices," and "material activities and everyday labours."¹⁹ Using this idea we can conceptualize *community* in relation to the practices associated with the management of LPoW in at least three distinct ways. First, the church itself is a space in which a community of worship has formed through the regularized practices of religious observance. Second, the PCC acts as the nexus of a heritage community, more extensive than the community of worship, and formed from the various practices related to the conservation of their building. Third, policy documents imagine "community" as a territory of government through which policy can be delivered, and which itself can be strengthened by the activities necessitated by grant aid. Here, the PCC is constructed as a governmental organization responsible for contributing to the maintenance of civil society. A tension exists between the different forms of participation entailed in these processes. The technique of grant aid (and the heritage protection regime more widely) transforms communities of worship into communities of heritage, extending and transforming their duties. However, this places a significant burden on a declining number of people whose participation is voluntary and the result of other interests.

Parochial church councils are just one type of volunteer organization responsible for managing heritage assets in England. Examining the operation of such volunteer groups sheds light on what seems to be a neglected area of research on heritage in the UK. In the introduction to their edited collection, *Heritage and Community Engagement*, Emma Waterton and Steve Watson suggest that there is "no distinct role for

.....
18. *Ibid.*, p. 82-85.

19. Sarah Neal and Sue Walters. "Rural Be/longing and rural social organizations: Conviviality and community-making in the English Countryside," *Sociology*, 2008, vol. 42, no. 2, p. 279-297, at p. 282.

the ‘public’ within the management process” of public heritage.²⁰ Yet, this ignores a vast number of examples where heritage projects, and in particular heritage assets, are managed by community groups. Due to the sheer number of Anglican LPOW, a significant proportion of these are PCCs and they therefore offer an example of heritage-related activities performed by volunteers in a routinized fashion both through consent processes and through grant aid programmes. However, public management of heritage is not limited to PCCs and can be seen in the work of building preservation trusts, volunteer-run preserved railways, where community groups routinely perform work in historic parks and gardens, and elsewhere. The “exceptional circumstances” which Waterton and Watson identify consist, they suggest, mostly of middle-class communities who share the same “professional and social status as the experts they bring in.”²¹ This is undoubtedly true for a vast number of community groups managing heritage, and perhaps nowhere more so than for PCCs, but, as I intend to show, this should not limit our attempts to understand the labour involved in such activities, nor to neglect the role of volunteers in the heritage protection system. Neither should it prohibit an attempt to understand the ways in which power is dispersed throughout these networks of organizations.

It is argued here that grant-giving bodies are asking PCC members to provide a public service. Congregations are assisted in keeping the building they use for worship wind- and watertight, and, in some cases, can benefit from the introduction of new facilities, such as a kitchenette or toilets. In return, the Heritage Lottery Fund seeks not only to ensure the continued maintenance of historic fabric, but also to support the maintenance of civil society. This derives from a communitarian approach to heritage begun under the Labour government, for which the HLF was a key vehicle for delivery. As we will see in more detail below, the directions provided in 1998 by the government sought to reconfigure the heritage sector, refocusing its attention on issues such as social inclusion, and economic and social deprivation. Written following these directions, the HLF’s first strategic plan covered the years 1999 to 2002 and outlined

.....

20. Emma Waterton and Steve Watson, “Heritage and community engagement: Finding a new agenda,” in Steve Watson and Emma Waterton (eds.), *Heritage and Community Engagement: Collaboration or Contestation?*, London, Routledge, Taylor & Francis Group, 2013, p. 1-14, at p. 4.

21. *Ibid.*, p. 4.

the organization's new priorities.²² These included "local heritage" with the plan stating that the "HLF defines heritage inclusively in order to make its work relevant to all sections of the community."²³ That focus on "the community" has continued to be integral to the work of the HLF ever since. The organization's last strategic framework (2013-2018) promised a "lasting difference" for "heritage, people and communities."²⁴ At the same time as the launch of this strategic framework, the HLF launched the Grants for Places of Worship programme. In her introduction to the document, then chief executive, Carole Souter, suggested the organization was "taking a renewed approach to places of worship, with funding to enable increased community use, as well as continuing [its] support for urgent repairs."²⁵

In seeking to build communities, grant aid can be seen as a technique of governance. The extent to which this is effective is open to debate, but it is clear that the provision of grant aid produced powers for the HLF which went beyond the material. In an article published in 2004, Kate Clark, then deputy director of research at the HLF, argued that the Fund's capital works programme had supported not only the re-housing of collections and the construction of new facilities, but also significantly altered those organizations in receipt of grant aid. "Applicants reported that the projects had also impacted on their organizations, stimulating fresh thinking, new partnerships, growing visitor numbers, new leadership skills and also a higher political profile."²⁶ Grant aid then can be comprehended as a point of entry through which grant-giving bodies can seek to influence the conduct and affairs of their beneficiaries. In this sense, grant aid represents a technique of governance that can redefine both the organization and the purposes of recipient bodies.

In the case of grant aid for places of worship, the effects of public funding have extended beyond repair of historic fabric to a recasting of the responsibilities of the members of the congregations in receipt

22. Hewison and Holden, *Challenge and Change*, *op. cit.*, p. 15-17.

23. Heritage Lottery Fund, *Strategic Plan 1999-2002*, London, Heritage Lottery Fund, quoted by Hewison and Holden (*ibid.*, p. 17).

24. Heritage Lottery Fund, *A Lasting Difference for Heritage and People: Heritage Lottery Fund Strategic Framework, 2013-2018*, London, Heritage Lottery Fund, 2012, p. 10.

25. *Ibid.*, p. 2.

26. Kate Clark, "Why fund heritage? The role of research in the Heritage Lottery Fund," *Cultural Trends*, 2004, vol. 13, no. 4, p. 65-85, at p. 73-74.

of funds. As Guy Braithwaite (then advice and grants manager at English Heritage) put it when discussing the drawbacks of English Heritage and the HLF's second Joint Scheme,

it was complex for applicants and staff alike to navigate and did little to address the difficulties that recipients of grant offers faced. They were typically volunteers, working largely alone on their first heritage project. They struggled to cope with the competing demands of their roles as custodian of a historic building, informed client, fundraiser and project manager.²⁷

Although Braithwaite necessarily represents subsequent changes to their grant aid programmes in a positive light, these "competing demands" nevertheless remained. Following the changes made to the scheme when the HLF launched the GPOW programme, the role of community outreach officer was arguably added to Braithwaite's list of competing demands. This focus of the new grant on community was reflective of other grant programmes run by the HLF. This has developed over the organization's short history as a consequence of the way in which the organization was shaped by the Labour government.

Heritage, community, and public policy

In his brief summary of New Labour's political philosophy, Daniel Sage suggested that the initial promise of a "third way" between neoliberalism and social democracy gave way to an authoritarian approach to personal responsibility and a neoliberal reliance on market solutions.²⁸ However, within the realms of culture and heritage there is ample evidence of a continued communitarian approach throughout the Tony Blair's premiership and beyond. We can see the effect of this particularly in the museums sector, where, according to Elizabeth Crooke, "community has become a way of thinking that is running through every level of a museum service shaping collecting, display and museum

27. Guy Braithwaite, "Maintaining the legacy," *Conservation Bulletin*, no. 61, London, English Heritage, 2009, p. 22. The second joint scheme ran from 1999 to 2002.

28. Daniel Sage, "A challenge to liberalism? The communitarianism of the Big Society and Blue Labour," *Critical Social Policy*, 2012, vol. 32, no. 3, p. 368-369.

programming.”²⁹ Crooke argues that this is related to the way in which funding is managed and reported on.³⁰ The prominence of community in the cultural and heritage sectors can be seen as a consequence of the way in which the Labour government directed the operation of the Heritage Lottery Fund.

The National Lottery Act (1993) gave the Secretary of State the power to issue policy directions to distributors of lottery money and to instruct these organizations to each produce a strategic plan which complied with these directions.³¹ In 1998, the Labour government issued a set of policy directions to the HLF which included assessing the scope to reduce “economic and social deprivation,” to “promote access for people of all sections of society,” as well as promote the interests of children and young people, and sustainable development.³² As noted above, the HLF’s first strategic plan was written following these directions and a focus on inclusively defined heritage “relevant to all sections of the community” was included in the aims of the organization.³³ As the major funder in this field, the alteration to its priorities by the Labour government has significantly changed the way that heritage is understood in the UK.³⁴

Robert Hewison and John Holden argue that the Labour government had an aversion to the concept of “heritage,” associating the term with the priorities of the previous Conservative administrations.³⁵ In consequence, Labour sought a redefinition of the concept of “heritage” through a number of policy documents and re-designated the material remains of the past as the “historic environment.”³⁶ The HLF had begun with an ambivalent approach to heritage reflecting the historic

.....

29. Elizabeth Crooke, “The politics of community heritage: motivations, authority and control,” in Steve Watson and Emma Waterton (eds.), *Heritage and Community Engagement: Collaboration or Contestation?*, London, Routledge, Taylor & Francis Group, 2013, p. 25.

30. *Ibid.*, p. 33.

31. Hewison and Holden, *Challenge and Change*, *op. cit.*, p. 14.

32. *Ibid.*, p. 16.

33. Heritage Lottery Fund, *Strategic Plan 1999-2002*, *op. cit.*, p. 17.

34. Hewison and Holden, *Challenge and Change*, *op. cit.*, p. 10-21.

35. *Ibid.*, p. 9.

36. *Ibid.*, p. 27.

stance of the NHMF.³⁷ It was therefore the perfect vehicle to effect these changes. The heritage sector was refocused on issues surrounding social inclusion, looking to improve the educational potential of heritage, consulting more widely, becoming sustainable, and seeking economic regeneration. These were changes which reflected the Labour government's wider thinking. Anthony Giddens, whose "third way" provided the ideological justification for New Labour, encouraged government "to act in partnership with agencies in civil society to foster community renewal and development."³⁸ Giddens's vision of "community renewal" was to take place within the public sphere. In his approach, the resuscitation of civil society, a goal typical of communitarian approaches, had a very concrete dimension. In his words, "'Public' here includes physical public space. The degeneration of local communities is usually marked not only by general dilapidation, but by the disappearance of safe public space—streets, squares, parks and other areas where people can feel secure."³⁹ This line of thinking has had clear implications for heritage and regeneration projects in town planning. The HLF's grant aid programmes have provided vast sums toward the public realm projects, with historic parks "emerging very early on as a priority for the HLF."⁴⁰

A communitarian approach to public policy both on the left and the right developed in the late twentieth century. Nikolas Rose argues that this can be seen as a consequence of the development of what might be called a "sociological 'mythos' of community."⁴¹ In various ways, from the Chicago School to Michael Young and Peter Willmott's *Family and Kinship in East London* study, sociologists have used the concept of "community" to critique modernity.⁴² Thus community came to be seen in Rose's words as "a cure to the ills that the social had not been able to address."⁴³ In tandem, in the 1960s the authorities came to designate difficult groups as "communities" in order to construct them as target

.....

37. *Ibid.*, p. 12.

38. Anthony Giddens, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1998, p. 41.

39. *Ibid.*, p. 49.

40. Clark, "Why fund heritage?", *op. cit.*, p. 77.

41. See Nikolas Rose, *Powers of Freedom: Reframing Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 172.

42. *Ibid.*, p. 175.

43. *Ibid.*

populations to better manage their activities.⁴⁴ Over the course of the final decades of the twentieth century, Rose argues, community went from being part of a language of critique of society to being a sector which could be governed with professionals dedicated to managing this.⁴⁵ Rather than identify specific target communities, the cultural policy now constructs the whole country as a series of communities, each with “its own culture—its own history, museums and traditions.”⁴⁶

Although the political landscape in the UK has shifted significantly since the defeat of the Labour government in 2010, the consequences of the changes this government made to culture and heritage remain. The Lib-Dem Conservative coalition that followed continued to offer a rhetoric of community renewal. David Cameron traded, for a time at least, on his own vision of communitarianism using images of “broken Britain” and the need for a revivified civil society, now labelled the “Big Society.”⁴⁷ This rhetoric was mirrored in the heritage sector with the 2011 edition of *Heritage Counts*, produced by English Heritage and dedicated to the subject of “Heritage and the Big Society.”⁴⁸ In March of 2016 the Conservative administration published the *Culture White Paper*. Ed Vaizey, then Minister for Culture, Communications and Creative Industries, presented the policy document as “evolution not revolution” and the subsequent text affirmed a commitment to widening participation.⁴⁹ The focus on “community” and “communities” remained, and the document contained a total of sixty instances of these words over seventy pages.

The literature on heritage and community in England has necessarily reflected the changes brought about during the Blair years. This body of work can be loosely grouped into two sides consistent with Iain Robertson’s identification of both “optimistic and pessimistic camps” in heritage studies.⁵⁰ In the main, the focus has been on the relationships between agencies or professionals and communities, rather

.....
44. *Ibid.*, p. 174-175.

45. *Ibid.*, p. 175.

46. Department for Culture, Media and Sport (DCMS), *The Culture White Paper*, London, DCMS, 2016, p. 13.

47. Sage, “A challenge to liberalism?,” *op. cit.*

48. English Heritage, *Heritage Counts*, London, English Heritage, 2011.

49. DCMS, *The Culture White Paper*, *op. cit.*, p. 6.

50. Iain J.M. Robertson, *Heritage from Below*, Farnham, Ashgate, 2012, p. 4.

than on the communities themselves. Proponents of the “optimistic” camp are generally positive about the role of agencies, experts, and government-led initiatives, while the “pessimists” place emphasis on the inequalities of power at work between the agencies and the communities with whom they engage. Of the first camp, Andrew Newman and Fiona McLean’s 1998 paper, “Heritage Builds Communities,” which draws heavily on the political philosophy of the Labour government, is probably the most important.⁵¹ Of the pessimistic camp, Laurajane Smith portrays an antagonistic relationship between communities and the operation of the dominant discourse of heritage whereby the “agitation” of community groups forced heritage practitioners to adopt policies of “greater inclusion.”⁵² Smith, along with Waterton, are sceptical about Labourite goals of social inclusion, however. These are critiqued as “too often” being assimilationist, with excluded groups “recruited into existing practices” accompanied by empty gestures of consultation rather than able to participate on their own terms.⁵³ Curiously, these pessimistic works contain scant reference to the Heritage Lottery Fund. For example, Waterton’s book focuses heavily on critiquing the justifications offered by English Heritage for its work, ignoring the HLF almost entirely.⁵⁴ A rough comparison of the budgets of English Heritage (now an independent charity) with the HLF provides some evidence, however imperfect, of the relative weight placed on the operation of these organizations by the government. The former, when becoming an independent charity, received £80 million in support of an eight-year licence from Historic England to manage the “national collection,”⁵⁵ whereas the HLF had a budget of £435 million to distribute in the financial year 2016 to 2017 alone, and was promising to spend a minimum of £20 million a year

.....

51. Andrew Newman and Fiona McLean, “Heritage builds communities: The application of heritage resources to the problems of social exclusion,” *International Journal of Heritage Studies*, 1998, vol. 4, nos. 3-4, p. 143-153.

52. Laurajane Smith, *Uses of Heritage*, New York, Routledge, 2006, p. 28 and 35-38.

53. *Ibid.*, p. 38; see also Emma Waterton, *Politics, Policy and the Discourses of Heritage in Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010.

54. Waterton, *Politics, Policy and the Discourses of Heritage in Britain*, *op. cit.*

55. English Heritage, *Annual Report 2015/2016*, London, English Heritage, 2016, p. 9.

on places of worship.⁵⁶ By ignoring the HLF, these pessimistic works miss a significant aspect of heritage in England, potentially skewing the perspective of those researching these subjects.

Research design

The remainder of this article draws on three semi-structured interviews with five respondents. These respondents each held a post on a parochial church council as either churchwarden or officer, in these cases either secretary or fabric officer. Each of the respondents had contributed to the task of maintaining a highly graded listed place of worship in a rural area—two in Norfolk, one in Suffolk, both counties in the east of England region. Each church was a medieval building, and each had required, during the time of the respondents' association with it, a phase of major repair. These buildings are situated in villages with populations of between 300 and 700 people. The electoral roll of the churches ranges from 38 to 18. As a consequence of needing to fund the necessary repairs to their place of worship, each of the respondents had experience of applying to the HLF under the Grants for Places of Worship scheme. However, respondents one, two, and three were successful in their applications, whereas respondents four and five were not. This sample size is of course very small, and this work should not be taken to be definitive. Nevertheless, it is hoped that this research contributes to our understanding of issues related to heritage funding and of the experience of volunteers managing heritage assets.

56. Heritage Lottery Fund, *Annual Report and Accounts for the Year Ended 31 March 2017*, London, Heritage Lottery Fund, p. 6; Sara Crofts, "A new approach to supporting places of worship," *Heritage Fund*, n. p., <<https://www.heritagefund.org.uk/cy/node/90826>>, accessed July 30, 2019.

Community buildings

In her recent study of Anglican congregations across the world, Abby Day has suggested that we are now seeing “the last active generation of lay people in the Church of England.”⁵⁷ Whilst Day’s assertion is perhaps more provocative than strictly accurate, as she puts it herself, “the numbers attending mainstream Anglican churches are in decline and tend to be composed mostly of older people, with older women performing the bulk of voluntary work.”⁵⁸ Of the five respondents interviewed in preparation for this article, all were younger than the women identified by Day as the *last active generation*. Three were women and two were men. All were retired with the youngest having taken early retirement for health reasons. Indeed, caring for the church was part of a range of activities taken on during their retirement. Four of the five respondents had moved to their respective village as part of their retirement and two of these had moved to places close to where they grew up. We can see these cases as part of a wider trend of as “retirement migration,” often a subset of what has been called “counter-urbanization,” representing an ongoing change to the demography of the rural areas in the UK since the 1960s.⁵⁹

The respondents who took part in this study were all continuing participation as members of the Church of England, which had been a feature of their lives prior to moving. However, this participation had intensified in relation to their current roles. For instance, and perhaps coincidentally, both men had been drawn into assuming a more active role by the opportunity to play the organ in the church and had taken on other duties subsequently. One of the respondents also acted as a lay reader, whilst another had been asked to be a lay reader but declined, taking the job as PCC secretary as a trade-off.

Reconnecting with and caring for the church where she had been baptized and her parents were buried was strongly emphasized by respondent one: “Well, as I say I was born in [the village] and lived in

57. Abby Day, “Farewell to Generation A: The final ‘active generation’ in the Anglican Communion,” in Abby Day (ed.), *Contemporary Issues in the Worldwide Anglican Communion: Powers and Pieties*, Farnham, Surrey, Ashgate, 2016, p. 3-20, at p. 16.

58. *Ibid.*, p. 6.

59. Howard Newby, *Green and Pleasant Land? Social Change in Rural England*, London, Penguin Books, 1980, chap. 5.

[the village] and so—you know, my first marriage was in [this] church and I'm going to be buried in [the] churchyard—you know—my parents are buried there." However, the respondents' motivations for joining the PCC were not a simple fact of their Christian faith or of their personal connections to the building. Chief amongst a range of reasons given for taking on this work was to act as steward of the building. In these instances, the age of the building was generally invoked. This might be seen as in agreement with Smith's notion of an *authorized heritage discourse*.⁶⁰ However, their conceptions of this *stewardship* were tinged with a religious or spiritual aspect not present in the literature produced by heritage agencies. In tandem and in line with research produced by Living Stones, the respondents suggested they had little knowledge of guidance produced by heritage agencies.⁶¹

One main motivating factor appeared to be an acknowledgement of the decline of participation in the spiritual life of the church. Respondents one, two, and three each shared a concern that the church would close if nothing was done. At the prompting of the Big Lottery Fund, to whom they had applied for funds as part of a project prior to their HLF-funded work, respondent one organized a survey of villagers, asking whether they would like the church to remain open and whether they would like to attend community events in the building. This received a positive response and the two respondents were clear that their aim was to benefit everyone within the village rather than just the churchgoers. Nevertheless, they suggested that whilst the building was a "*community centre* [that] doesn't stop it being a symbol of something else" (respondent 1).

The respondents clearly viewed their church as a *community asset*. Related to this, respondents one and two recognized the instrumental value of the term *community* when searching for grant aid. According to respondent two, "*heritage funding—to church and community—that was a good word to put into Google.*" As we saw above, this reflects the wider interests of funding agencies. The Heritage Lottery Fund in particular has sought to ensure what is referred to as *extended use* of places of worship. In 2005, Andrew Derrick was commissioned by the HLF

.....
60. Smith, *Uses of Heritage*, op. cit., *passim*.

61. Living Stones, *Blessings or Burdens? Listed Places of Worship and their Role in Communities*, London, Living Stones for English Heritage, 2010.

to review the impact of grant aid funding on places of worship.⁶² His report suggested that funding repairs alone maintained levels of usage of the building in the case studies he chose.⁶³ However, simply funding repair did not lead to increased community use. In contrast, where new facilities were introduced, community use of places of worship did increase, especially where this use was actively promoted.⁶⁴ Arguably, Derrick's findings underpinned the changes from the Repair Grants for Places of Worship scheme to the Grants for Places of Worship scheme. In tandem, an interest in promoting extended use can also be seen in the Church of England's own publications, such as *Crossing the threshold* and *Building faith in our future*.⁶⁵

For the course of most of the history of state aid to churches, keeping the buildings wind- and watertight was the first and foremost priority of grant aid schemes. However, at various times, extended use has been promoted both through the provision of new facilities and improved public access. This latter objective was achieved primarily by specifying that the building had to be open to the public for a certain number of days a year as a condition of the grant. The latest method of promoting extended use brought in through GPOW was the requirement that applicants devise a range of activities centred on the church. This brought funding for places of worship into line with other grant programmes run by the HLF, which also included requirements that applicants organize activities. GPOW applicants were asked to produce an activity plan to list all the "activities [they] will do in order to deliver [their] project objectives and achieve against [the HLF's] outcomes for people and communities."⁶⁶ In some ways, this requirement formalized for the purpose of the grant the kind of activities congregations of historic places of worship often already do. Respondents one, two, and three for instance used the opportunity to update a pre-existing guidebook. As part of the grant aid, the PCC members also devised events at their church. Respondents

.....

62. Andrew Derrick, *Assessment of the Impact of HLF/English Heritage Places of Worship Funding*, London, Heritage Lottery Fund, 2005.

63. *Ibid.*, p. 5-7.

64. *Ibid.*

65. Becky Payne, *Crossing the Threshold*, Hereford, Diocese of Hereford and English Heritage, 2014; and Church Heritage Forum, *Building Faith in our Future*, London, Church House Publishing, 2004.

66. Heritage Lottery Fund, *Activity Plan Guidance*, London, Heritage Lottery Fund, 2012, p. 3.

one and two arranged events related to the centenary of the outbreak of the First World War, including an exhibition and a music and poetry recital. Respondent three fulfilled the grant requirements by devising a trail for children, an exhibition in the church about the building, and organizing a visit for schoolchildren from a neighbouring village.

Although the opportunity to revise and reprint the guidebooks and the organization of events at the churches appeared to be gratifying for the respondents, there is a sense that they might have done the same thing anyway, given the time, the money, and the energy. Respondents four and five were not successful in securing a grant from the HLF, but they had also undertaken a range of activities in the course of fundraising. The historical connection of their place of worship to the Battle of Agincourt, and the six-hundredth anniversary of the battle in 2015, gave the congregation cause to organize a medieval fair in the churchyard with archers demonstrating longbows and with members of the village dressed in costumes. In addition, the Women's Institute in the village undertook to produce a piece of embroidery that visualized the connection between the village and the battle, and it is now displayed in the church. With the money raised from this and with grant from a charitable trust, the congregation were able to install a toilet for the physically impaired and a kitchenette in the church. This has supported extended use of the building with part of the nave now being used by the village school. As such, the HLF grant, rather than being the inspiration for these activities, transformed existing practices into outcomes.

The work of the PCC members I spoke to was supported to different extents by a network of actors. Chief among these was the church architect, a legally mandated professional advisor. In the majority of cases, it was their architect who acted as the first prompt in the congregation taking the decision to seek grant aid. The architect also seemed to shield the churchwarden from having to take on further tasks. For instance, when respondent three was asked whether she had had sight of Historic England guidance prior to settling on designs for the new facilities, she replied, "*I left that to [the architect], that's what I'm paying her for.*"

In addition to the architect, congregations might also call on the assistance of their minister, the *de jure* chair of the PCC. In actuality, the input of the minister in charge varied from parish to parish. In all cases the respondents had experienced some change in personnel over the period of worshipping at the church and it was clear from

their responses that each member of the clergy brought a different approach to care for the church. Part of this may have been related to the small number of clergy available, with the vicar in one case being responsible for eight parishes in the benefice with only lay assistance. Familiarity and interest in heritage funding processes also vary from minister to minister.

Despite the problems presented by small congregations, in all cases the respondents spoke about support in the village from residents willing to help with the church whether or not they were active churchgoers themselves. This ranged from contributions by people with specific professional skills such as bookkeeping, who were able to offer assistance as treasurer, or those with project management experience brought in to assist the PCC in the early stages of the grant "*because [they] asked questions which we would never have thought of*" (respondent 3). The congregations could also benefit from people with craft skills, who, in a time-honoured fashion, might be able to provide decoration for the church. They could also draw on people with building skills, who might be able to assist with small and non-grant-related jobs, such as clearing the gutters or providing temporary repairs while the funding for a more lasting solution was secured.

Fundraising for the church was also supported by volunteers from outside of the congregations, and outside of the village. Respondents one and two in particular spoke of the help of family and friends in organizing their activities. They were able to draw on the expertise of a volunteer affiliated with the Suffolk Local History Council in the compilation of their guidebook. As we have seen, the Women's Institute also provided a fundraising channel for respondents four and five. Beyond that, the Diocese of Norwich had offered the aid of the Diocese's ambassadors, volunteers willing to help with applications. Such a scheme does not seem to be in operation in St Edmundsbury and Ipswich, although the set of respondents from this diocese did suggest, unprompted, that they would have benefited from the advice of a mentor. Problems are presented however by the voluntary nature of this ambassador post, and although all the respondents were now very knowledgeable about applying for grant aid, they suggested that due to the successive changes to the way that money is distributed, taking on such a role themselves would be a full-time commitment, something they were not well disposed to do after having already committed their time to organizing

major repairs. During the course of the grant, the respondents who had successfully applied had also been able to call upon the support of staff at the Heritage Lottery Fund. They found this very helpful, although they cited staff turnover as an impediment to this relationship.

Despite this support, taking on the role of churchwarden seemed to have caused the respondents some stress. This was not necessarily specifically related to the HLF grant aid itself, but rather to the work as a churchwarden as a whole. Over the course of spending five years arranging permissions and funding for an outside toilet, respondent one consulted a nutritionist and found that she had no adrenaline in her saliva sample: *"It wasn't a metaphor, I had run out of adrenaline and it was stress—you know—it was sheer stress, I mean it was the most stressful thing I've ever done in my entire life and I've done some stressful things..."* And since the main bulk of the labour devolved upon two people, respondent one also described the work as "*very lonely*," to which her co-respondent agreed. These stresses stem from the fact that each church has a limited pool of people who can fill in these project management roles. Although, nominally occupying democratically elected posts, each of the respondents had been asked to join the PCC by either an existing member of the PCC or the minister. The sentiment was that the role had found them, rather than being one they were actively seeking. This can be seen as a consequence of the churches' rural settings. Respondents four and five, for instance, compared their experience with their previous church in Cambridge. *"Our parish in Cambridge was as big as Aylsham is now and so it was a different set-up altogether"* (respondent 5). Respondents one and two also differentiated the way that fundraising was done in the past from the present, arguing that there had been a "*step-change*." Church fetes and cake baking would not touch the £33,000 they had needed for a new outside toilet. Grant aid was therefore a necessity if the work was to be done.

Building communities?

This article has already drawn on Hewison and Holden's *Challenge and Change: HLF and Cultural Value*, the report commissioned in 2004 to assist the development of an evaluation framework in order to investigate

the benefits that the organization generates for the public.⁶⁷ The report argues that one of the outputs to be measured could be the extent to which “strengthened local communities” were a result of grant aid.⁶⁸ However, reflecting on a slew of research commissioned by the organization, the HLF’s Kate Clark and Gareth Maeer noted that they did not have the evidence to either confirm or deny that grant aid had been “strengthening local communities.”⁶⁹ These authors argue that because research commissioned by the organization had a short time frame, data was not available to test these outcomes.⁷⁰ However, the problem of measuring a community’s strength is not simply logistical. Ruth Levitas in commenting on New Labour’s ideology in 2000 defined the administration’s understanding of the concept of “community” as “vague and various.”⁷¹ *Community* in public policy today continues to go largely untheorized. The recent *Culture White Paper* is a case in point. This document imagines everyone to be part of a community, projecting this as a force of inclusion. Yet, as Anthony Cohen long ago pointed out, communities are defined by borders, constituted as much by those they exclude as by those they include.⁷² Public policy seems oblivious to the paradox this presents.

Despite the foregoing, there are some reasons to suggest that the heritage work of the parochial church councils does strengthen community. Neal and Walters’s article on the “rurally included” argues for a local focus on the rural organizations offering “bonding social capital” when studying community.⁷³ Their attention was partly on the Women’s Institute, which, as we have seen, played a part in raising money for one of the case studies above. Their study of community hinged on exploring the “material activities and everyday labour” that takes place in the

.....

67. Hewison and Holden, *Challenge and Change*, *op. cit.*, *passim*.

68. *Ibid.*, p. 3.

69. Kate Clark and Gareth Maeer, “The cultural value of heritage: Evidence from the Heritage Lottery Fund,” *Cultural Trends*, vol. 17, no. 1, 2008, p. 23-56, at p. 47.

70. *Ibid.*, p. 49.

71. Ruth Levitas, “Community, utopia and new labour,” *Local Economy: The Journal of the Local Economy Policy Unit*, 2000, vol. 15, no. 3, p. 188-197, at p. 189.

72. Antony Cohen, *The Symbolic Construction of Community*, London/New York, Routledge, 1985, p. 115-118.

73. Neal and Walters, “Rural Be/longing and rural social organizations,” *op. cit.*, p. 283 and 286.

“routine practices of community-making.”⁷⁴ Organizing phases of church repair potentially contributes to a sense of community in the ways that Neal and Walters discuss. Like the Young Farmers and the Women’s Institute of Neal and Walters’s article, PCCs can use heritage to “define, shape, reproduce and organize local ceremonies, events, occasions, activities and traditions.”⁷⁵ In using grant aid money to these ends, congregations are, of course, operating a new configuration of processes which have been centred on the church building for some time. Rather than necessarily promoting these activities, the Grants for Places of Worship programme seeks to transform the labour of community into auditable items, quantifiable outcomes achieved, which can be reported to a government minister. The PCC’s ability to offer this service provision under the GPOW scheme was linked to the number of people willing to participate in the religious life of the village church.

In 2017, the GPOW scheme came to an end and grant aid to places of worship was folded into already existing programmes—Our Heritage and Heritage Grants—effectively breaking the stipulation that grant-aided “listed places of worship” buildings be maintained for religious worship. Only time will show how these changes will affect the way that grant-aided projects centred on these buildings are organized and whether communities are strengthened by them.

.....
74. *Ibid.*, p. 282.

75. *Ibid.*, p. 291.

PARTIE
PART

3

LES COMMUNAUTÉS PATRIMONIALES ET LE PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

HERITAGE
COMMUNITIES
AND INTANGIBLE
CULTURAL HERITAGE



5

LA « COMMUNAUTÉ *FEST-NOZ* » ? Essai de caractérisation d'une communauté patrimoniale

Julie Léonard

Résumé

Le 5 décembre 2012, le comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI) proclame l'inscription du *fest-noz*, « rassemblement festif basé sur la pratique collective des danses traditionnelles de Bretagne, accompagnées de chants ou musiques instrumentales¹ », sur la Liste représentative de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel créée en 2003. Cet article vise à présenter la genèse de la « communauté patrimoniale » porteuse de la candidature de cette pratique culturelle. Qui est au cœur de la communauté patrimoniale ? Quels sont les différents cercles d'acteurs qui la composent ? Quelles sont les actions patrimoniales mises en place pour lui « donner corps » ? Autant de questions auxquelles cet article ambitionne de répondre à partir des données obtenues dans le cadre de travaux de recherche engagés en Bretagne depuis 2009.

1. <<https://ich.unesco.org/fr/RL/le-fest-noz-rassemblement-festif-base-sur-la-pratique-collective-des-danses-traditionnelles-de-bretagne-00707>>, consulté le 27 avril 2019.

«**L**es communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus» : cette formulation, qui revient à plusieurs reprises dans le préambule de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (articles 2 et 15)², renvoie à l'aspect «le plus intéressant et le plus riche³» du texte de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI) de 2003, à savoir le rôle actif attribué aux groupes sociaux susnommés dans le processus de désignation patrimoniale. Cette orientation participative souhaitée par l'UNESCO tend à instaurer une certaine rupture dans le mode de fonctionnement de la «chaîne patrimoniale» en privilégiant une approche ascendante (*bottom-up*) : la désignation de ce qui fait patrimoine reviendrait désormais non plus aux «experts» mais aux «communautés»⁴. Ce positionnement contribue à faire de la Convention de 2003 un outil politique d'action publique⁵ dont s'emparent certaines institutions, associations et personnes qui produisent, transmettent et assurent la sauvegarde et la valorisation de ce qu'il est commun d'appeler aujourd'hui PCI.

S'appuyant sur l'exemple de l'inscription du *fest-noz* sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en décembre 2012, cet article vise à présenter la genèse de la «communauté

.....
2. <<https://ich.unesco.org/fr/convention>>, consulté le 26 août 2019.

3. Chiara Bortolotto, «Les enjeux de l'institution du patrimoine culturel immatériel», Compte-rendu du séminaire organisé au Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture (LAHIC) (2006-2008), *Culture & recherche*, 2008, printemps-été, n°s 116-117, p. 32-34.

4. L'emploi du conditionnel renvoie au décalage qui *existe* entre l'orientation participative voulue par l'UNESCO et la «réalité» des candidatures. Il y a un paradoxe certain entre la gouvernance exclusivement étatique et le rôle des communautés qui tend à mettre en doute le registre de cogestion voulu par l'UNESCO, ce que Cécile Duvelle, ancienne secrétaire de la convention pour l'UNESCO, qualifie de «gouvernance paradoxe». «Dix ans après: heurs et malheurs d'une convention internationale», dans *Actes des Rencontres internationales du patrimoine culturel immatériel en Bretagne*, Lorient, Éditions Bretagne Culture Diversité, coll. «Brug», 2017, n° 3.

5. Nous nous inscrivons dans le prolongement de l'analyse avancée par l'anthropologue Jean-Louis Tornatore qui considère que «le patrimoine culturel immatériel n'est pas une catégorie anthropologique mais une catégorie politique – au sens d'action publique», dans «L'inventaire comme oubli de la reconnaissance», Lahic – Atelier PCI, 19 décembre 2007 – texte de communication en style oral – document de travail, version 2/22 janvier 2008, <<http://www.iac.cnrs.fr/IMG/pdf/JLTornatore.pdf>>, consulté le 30 juillet 2019.

patrimoniale⁶» porteuse de la candidature de cette pratique culturelle. Qui est au cœur de la communauté patrimoniale? Quels sont les différents cercles d'acteurs qui la composent? Quelles sont les actions patrimoniales mises en place pour lui «donner corps»? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre à partir des données obtenues dans le cadre de nos travaux de recherche engagés en Bretagne depuis 2009⁷.

Le fest-noz: de la cour de ferme à l'UNESCO

Le *fest-noz*⁸ – du breton «fête de nuit» – ne fait pas référence à toutes les fêtes qui ont lieu la nuit en Bretagne, mais renvoie à une forme particulière de fête. Défini dans le dossier de candidature comme un «rassemblement festif basé sur la pratique collective des danses traditionnelles de Bretagne, accompagnées de chants ou musiques instrumentales⁹», le *fest-noz*, constitutif du paysage festif breton, est une fête populaire et singulière. Inventé dans les années 1950 par des militants culturels bretons¹⁰, celui-ci est inspiré des pratiques dansées qui avaient lieu lors de veillées organisées après les travaux collectifs agricoles (battages, entre autres) et domestiques (par exemple, tassemant du sol en terre

-
6. La *Convention-cadre sur la valeur du patrimoine culturel pour la société* – ou Convention dite de Faro (Portugal, 2005), signée par le Conseil de l'Europe, précise qu'«une communauté patrimoniale se compose de personnes qui attachent de la valeur à des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'elles souhaitent, dans le cadre de l'action publique, maintenir et transmettre aux générations futures» (art. 2), définition sur laquelle nous nous appuyons. Accessible en ligne: <<https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680083748>>, consulté le 30 juillet 2019.
 7. Julie Léonard, *Des cours de fermes à l'UNESCO. La patrimonialisation du fest-noz en Bretagne*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 2019.
 8. *Festoù-noz* au pluriel. Le *fest-deiz* – du breton «fête de jour» – est son équivalent diurne.
 9. L'intégralité du dossier de candidature du *fest-noz* est disponible en ligne sur le site de l'UNESCO : <<https://ich.unesco.org/fr/RL/le-fest-noz-rassemblement-festif-base-sur-la-pratique-collective-des-danses-traditionnelles-de-bretagne-00707>>, consulté le 30 juillet 2019.
 10. Le mouvement culturel breton fait partie des différentes entreprises identitaires (qu'elles soient savantes, politiques ou culturelles) qui, depuis le XIX^e siècle, participent à construire et à «inventer la Bretagne» pour faire référence à l'article majeur de Catherine Bertho, «L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype», paru en 1980 dans la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, p. 45-62.

battue) ou qui rythmaient les occasions sociales (noces, baptêmes, etc.) au sein de la société agricole rurale dans une dizaine de cantons du Centre-Bretagne.

Le *fest-noz* entre dans la modernité en opérant un passage de la sphère privée (la cour de ferme) à la sphère publique (la salle des fêtes communale) (illustration 5.1). Le concept est uniformisé sur le modèle du bal (alors très prisé par la jeunesse de l'époque) avec une mise en scène spatiale (les chanteurs ne sont plus dans la danse mais sur une estrade) et sonore (électrification et présence de micros). Au cours des années 1960, le modèle s'étend à l'ensemble de la Bretagne (diffusion spatiale) et est adopté au fur et à mesure par des «milieux non militants» (diffusion sociale): clubs de football, associations de parents d'élèves...

ILLUSTRATION 5.1

Fest-noz à Poullaouen en 2017



Les premiers *festoù-noz* (ré)inventés dans les années 1950 ont lieu à Poullaouen, en Centre-Bretagne. Ce village est aujourd'hui considéré comme le «berceau du *fest-noz*».

Source : Éric Legret.

Dans ses formes contemporaines, le *fest-noz* revêt un caractère polymorphe et pluriel, investissant différents lieux: loisir parmi d'autres, il s'en organise en moyenne un millier par an¹¹, aussi bien en ville qu'à la campagne, de la petite salle des fêtes au parc des expositions de Rennes.

Considéré comme une pratique vivante, «recréée en permanence», «transmise de génération en génération» et «procurant un sentiment d'identité et de continuité», le *fest-noz* a été inscrit le 5 décembre 2012 par le comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel sur la Liste représentative de la Convention de 2003.

Le cœur de la communauté patrimoniale

«*Quand j'ai lu la Convention pour la première fois, je me suis dit qu'il y avait des gens qui avaient compris ce qu'on faisait.*» C'est en juillet 2007, lors du Festival de *gwoka*¹² en Guadeloupe, que Charles Quimbert, alors directeur de l'association Dastum¹³, découvre la Convention de 2003. Conscient des perspectives qu'elle peut offrir, il décide d'organiser en partenariat avec l'Institut régional du patrimoine (IRPA)¹⁴, sous le patronage de la Commission française pour l'UNESCO et avec le soutien du

11. Véritable agenda des *festoù-noz* et *festoù-deiz* (son équivalent diurne), le site de l'association Tamm-Kreiz centralise de manière quasi exhaustive l'ensemble des *festoù-noz* organisés en Bretagne. Voir <www.tamm-kreiz.bzh>, consulté le 30 juillet 2019.

12. Le festival de *gwoka* est organisé par Rèpriz, le Centre des musiques et danses traditionnelles et populaires de Guadeloupe. En 2014, «le *gwoka*: musique, chants, danses et pratique culturelle représentatifs de l'identité guadeloupéenne» a été inscrit sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité : <<https://ich.unesco.org/fr/RL/le-gwoka-musique-chants-dances-et-pratique-culturelle-representatifs-de-lidentite-guadeloupeenne-00991>>, consulté le 30 juillet 2019.

13. Crée en 1972 en plein dans le mouvement folk revivaliste, l'association Dastum («ramasser, rassembler, recueillir» en breton) s'est donné pour mission de collecter, sauvegarder et diffuser le patrimoine oral (principalement chanté et sonné) de l'ensemble de la Bretagne historique (qui intègre les quatre départements de la Bretagne dite administrative auxquels est ajouté le département de la Loire-Atlantique). Pour en savoir plus : <www.dastum.bzh>, consulté le 30 juillet 2019.

14. Crée en 1990 à l'initiative de l'État (ministère de la Culture et de la Communication et ministère de l'Écologie) et du Conseil régional de Bretagne, l'IRPA était un institut de formation qui s'adressait à l'ensemble des acteurs du patrimoine (gestionnaires, médiateurs, concepteurs, etc.). Il a cessé son activité en octobre 2014.

ministère de la Culture et du Conseil régional de Bretagne, les Rencontres du patrimoine culturel immatériel de Bretagne. Ces rencontres, qui se tiennent à Rennes en décembre 2008, marquent le point de départ de l'appropriation bretonne de la Convention de 2003. À leur suite, plusieurs membres de structures culturelles désireux de «ne pas en rester là» commencent à se réunir, à partir de janvier 2009, sous la coordination de Dastum, dans le but de «gérer collectivement l'application régionale de la Convention de 2003¹⁵». Une quinzaine d'associations, huit personnes en leur nom propre et trois institutions participeront au moins à l'une des vingt-deux réunions de travail organisées entre janvier 2009 et mars 2011 (date de dépôt de la candidature du *fest-noz* auprès du ministère de la Culture). En analysant la fréquence de participation à ces réunions, il ressort un «noyau dur» composé d'associations issues du mouvement culturel breton parmi lesquelles les deux fédérations de cercles céltiques¹⁶, Kendalc'h¹⁷ et War'l Leur¹⁸, des associations locales de valorisation des chants et musiques traditionnels de Haute-Bretagne (association Phare Ouest¹⁹) et de Basse-Bretagne (association DROM²⁰) (illustration 5.2). Faisant figure d'exception, le Pays du Centre-Ouest Bretagne (COB)²¹ participe activement aux réunions dès janvier 2009,

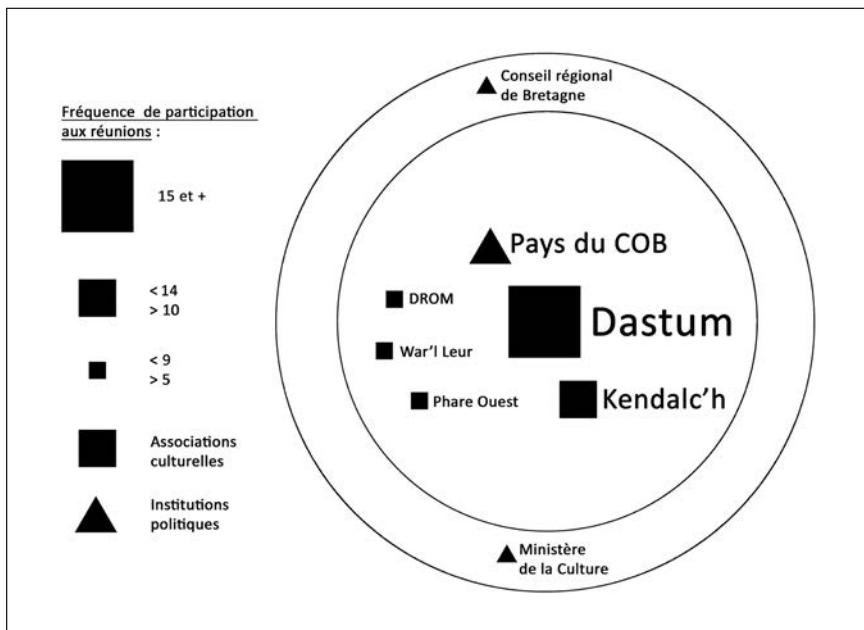
.....

15. Extrait de l'ordre du jour de la réunion du 23 janvier 2009 à Rennes.
16. Les cercles céltiques sont des groupes folkloriques bretons qui proposent des mises en spectacle (sur scène ou en défilé) des danses dites traditionnelles. Ils réalisent ces spectacles dansés la plupart du temps en costumes dits traditionnels bretons.
17. Crée en 1950 à Quimper, Kendalc'h («maintien», en breton) est une confédération de cercles céltiques.
18. Née d'une scission au sein de Kendalc'h en 1967, War'l Leur (du breton «sur le sol») est également une confédération de cercles céltiques.
19. Crée en 1995, Phare Ouest est une association d'animation culturelle autour du chant traditionnel et de la culture maritime qui travaille dans la région de Cancale et Saint-Malo.
20. «Drom» signifie «route» en romani (langue tsigane). Crée en 2001, l'association a vu le jour à l'initiative du chanteur Erik Marchand et promeut les cultures populaires de tradition orale et la musique modale.
21. Catégorie administrative française d'aménagement, les pays sont des territoires qui représentent une «cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi», afin d'exprimer «la communauté d'intérêts économiques, culturels et sociaux de ses membres» (extrait de l'art. 2 de la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [LOADT] du 4 février 1995, renforcée par la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire [LOADDT] du 25 juin 1999). Pour faciliter la lecture, nous avons intégré le pays du COB dans la catégorie des institutions politiques même si en tant que regroupement d'intérêt public (GIP) de développement

ce dernier ayant inscrit le PCI dans son «projet de territoire» en tant que levier de développement local. Ces différents acteurs n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble et les cinq domaines définis dans la convention ont permis de créer une «communauté de projets» et de les rassembler autour d'un objectif commun.

ILLUSTRATION 5.2

Cœur de la fabrique patrimoniale, premier cercle de la communauté porteuse de la candidature du *fest-noz*



Source : Julie Léonard.

On constate ainsi une surreprésentation associative des domaines de la musique, du chant et de la danse. Cette donnée s'inscrit dans l'histoire des entreprises identitaires bretonnes, la majeure partie de ces structures étant directement issue des entreprises culturelles qui ont émergé en Bretagne à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, et plus

local, ce pays n'est juridiquement ni une collectivité publique ni un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Communes et intercommunalités décident d'y adhérer librement afin de construire un «projet de territoire partagé».

particulièrement de la vague des années 1950 – période durant laquelle le mouvement breton se recompose autour de sa branche culturelle²² – et celle des années 1970 – période des mouvements folk et revivaliste²³.

On constate également au sein de ce «noyau dur» la représentation d'institutions politiques : responsable des dossiers de candidatures pour le PCI, le ministère de la Culture était présent pour assurer la cohérence administrative (et politique) de l'ensemble de la démarche²⁴; le Conseil régional de Bretagne, lui, était présent pour travailler sur la faisabilité (principalement financière) des mesures proposées par les acteurs culturels dans le plan de sauvegarde de la candidature.

La candidature du *fest-noz* a ainsi été portée par un noyau d'acteurs culturels accompagnés par des acteurs politiques afin d'assurer la réussite du projet patrimonial.

● La mobilisation des pouvoirs publics régionaux : l'Appel à la reconnaissance du PCI en Bretagne

La Convention de 2003 a d'abord été pensée par le collectif d'acteurs comme un levier d'action régional, une occasion de sensibiliser et, surtout, de mobiliser (politiquement et financièrement) les pouvoirs publics. Comme le souligne l'anthropologue Cyril Isnart²⁵, avec

-
22. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale et à la suite des discrédits de certains militants bretons accusés d'avoir collaboré avec l'Allemagne nazie, le mouvement breton (et les différentes mouvances qui le composent) se réorganise autour de sa «branche culturelle», le contexte national n'étant pas propice aux revendications politiques régionalistes.
 23. Bien que nous ne développerons pas ce point ici, précisons tout de même que concernant les associations créées en amont des années 1950 (comme la FALSAB) ou en aval des années 1970 (comme Phare Ouest ou DROM), elles s'inscrivent de manière plus générale dans le mouvement culturel breton, soit par le contexte de leur création, soit le parcours de leur(s) fondateur(s).
 24. Ce positionnement du ministère de la Culture témoigne d'une certaine «coexistence entre les principes “top-down” et “bottom-up”» et reflète l'histoire de la mise en place de la Convention de 2003 par l'État français. Pour plus de détails, se reporter à l'article de Christian Hottin, «Entre ratification et inscriptions. La mise en œuvre d'une politique du PCI en France (2006-2010)», *Terrain*, septembre 2011, n° 57, p. 144-157.
 25. Cyril Isnart, «Comment mobiliser les pouvoirs publics pour le PCI? À propos de deux appels français», 2010, n. p., <<http://pcich.hypotheses.org/588>>, consulté le 30 juillet 2019.

l'inversion du système de désignation du patrimoine et l'intégration des communautés dans le processus de désignation patrimoniale, on voit apparaître de nouvelles formes de mobilisations et de revendications en matière de patrimonialisation. Appréhendé non comme une catégorie anthropologique mais comme une catégorie d'action publique²⁶, le PCI devient l'occasion de (re)lancer un appel aux élus politiques des différentes collectivités territoriales. «Sans une politique culturelle qui nous soutienne, ça ne sera que discours et intentions» et «nous pensons que le véritable enjeu de cette convention se joue dans nos régions [...] Ce débat nous appartient et [...] c'est au niveau régional que nous devons trouver des réponses»²⁷.

Le mode d'action choisi prendra la forme d'un texte : l'Appel à la reconnaissance du PCI en Bretagne²⁸. Deux aspects peuvent être mis en avant quant au contenu de ce texte. Le premier est patrimonial : cet Appel réinscrit le PCI dans une continuité «naturelle» par rapport à la culture populaire bretonne que ces structures revendiquent et défendent : «On n'a pas attendu la Convention pour faire du PCI»²⁹. Le second est quant à lui politique : comme nous l'évoquions, ce manifeste souligne la volonté associative de faire entrer le PCI dans le débat public. Défini comme un texte fédérant «un groupe régional de coordination PCI pour gérer l'UNESCO en Bretagne» et «convaincre les élus qu'il s'agit pour eux "d'un drapeau à brandir"», il peut être perçu comme une traduction locale de la Convention de 2003 et réaffirmer leur prise en charge de la culture locale³⁰. Cet appel affiche également une volonté de la part de ses rédacteurs de s'inscrire dans une «continuité» historique tout en intégrant des préoccupations nouvelles liées notamment au développement durable, à la biodiversité, mais surtout à la diversité culturelle et aux droits culturels. En évoquant ces nouveaux cadres de référence, l'appel s'inscrit dans une stratégie politique pour positionner la «culture bretonne»

-
26. Tornatore, «L'inventaire comme oubli de la reconnaissance», *op. cit.*
 27. Charles Quimbert, «L'exemple de la Bretagne dans la prise en compte par les acteurs culturels de la notion de PCI», dans Leila Lankarani et Francette Fines (dir.), *Le patrimoine culturel immatériel et les collectivités infraétatiques*, Paris, Pedone, 2013, p. 265-274, à la p. 271.
 28. Le texte est disponible en intégralité sur le site de l'association Dastum: <<http://www.dastum.bzh/FR/patrimoine-culturel-immateriel.php?id=10>>, consulté le 30 juillet 2019.
 29. Ces propos ont été recueillis lors d'une réunion du collectif PCI à Rennes en 2009.
 30. Isnart, «Comment mobiliser les pouvoirs publics pour le PCI?», *op. cit.*

dans le grand bain international de la diversité culturelle. Élément clé de cette démarche patrimoniale, le renouvellement des discours culturel et politique de la part des acteurs associatifs offre une ouverture plus générale sur une forme de renouveau du militantisme culturel³¹ en Bretagne et, plus largement, sur les revendications contemporaines en matière d'identité et de culture bretonnes.

Ainsi, de janvier 2009 à juin 2009, le collectif rédige le texte de l'Appel et la motion de soutien au projet d'inscrire «des éléments majeurs du PCI de la Bretagne, en premier lieu desquels le *fest-noz*³²». En 2012, année où le *fest-noz* est inscrit sur la Liste représentative, 72 collectivités publiques³³ ont ratifié l'Appel et adopté la motion de soutien.

L'Appel à la reconnaissance du PCI permet de faire apparaître un second cercle constitué de collectivités territoriales (illustration 5.3). Parmi les soutiens politiques les plus marqués se trouve celui du Conseil régional de Bretagne qui, à la même période, travaille à la redéfinition de sa politique culturelle au sein de laquelle les notions de «PCI» et de «diversité culturelle» sont intégrées³⁴. Ce contexte offre un terrain fertile pour la candidature du *fest-noz* dans la mesure où le duo associations/politiques est une donnée souvent efficace et nécessaire en matière de projets patrimoniaux. Comment expliquer ce soutien qui, il y a quelques années encore, croyons-nous, n'aurait probablement pas été possible? L'hypothèse avancée est que le *fest-noz* et, de manière plus globale, la culture bretonne ne seraient plus une «menace» dans la mesure où ils ont été vidés de leur contenu nationaliste ou autonomiste, pour s'inscrire dans un monde globalisé. D'outils de résistance aux politiques publiques, ils deviennent au contraire un instrument de ces politiques permettant de valoriser un territoire.

.....

31. Tornatore, «L'inventaire comme oubli de la reconnaissance», *op. cit.*

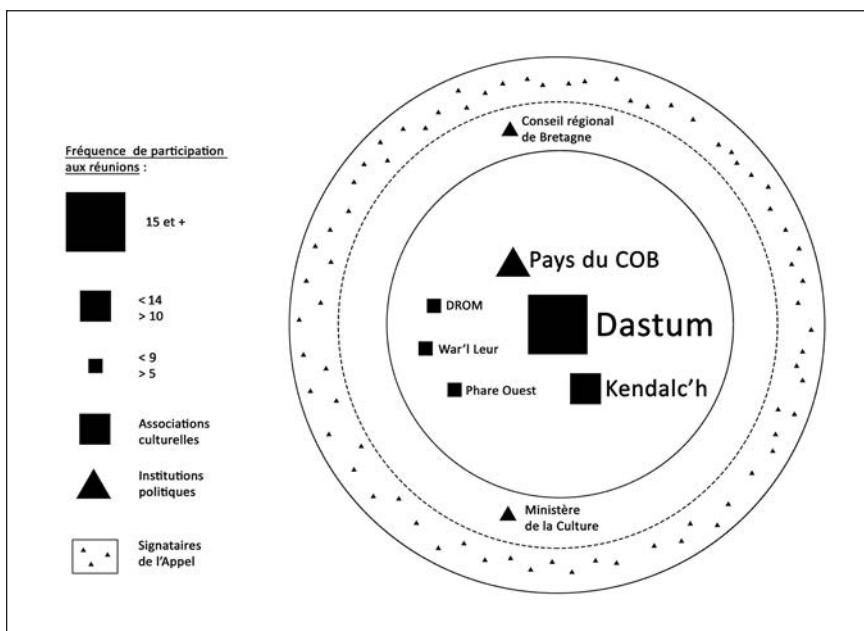
32. <<http://www.dastum.bzh/FR/patrimoine-culturel-immateriel.php?id=10>>, consulté le 26 août 2019.

33. La liste des collectivités publiques ayant ratifié l'Appel est disponible sur le site de Dastum: <<http://www.dastum.bzh/FR/patrimoine-culturel-immateriel.php?id=9>>, consulté le 30 juillet 2019.

34. Jean-Michel Le Boulanger, «Mission VII. Bretagne, l'ambition culturelle. Enjeux – méthodes – priorités», politique culturelle du Conseil régional de Bretagne, mai 2011, p. 5.

ILLUSTRATION 5.3

Collectivités territoriales composant le deuxième cercle de la communauté porteuse de la candidature du *fest-noz*



Source: Julie Léonard.

● **« Pour l'inscription du *fest-noz* à l'UNESCO » : comment donner corps à une « communauté patrimoniale» qui s'ignore ? L'exemple du pétitionnement**

Une fois le soutien politique obtenu, le collectif devait répondre à l'impératif de la « participation et [du] consentement des communautés dans le processus de candidature³⁵ » voulu par l'UNESCO. Pour cela, le « noyau dur » décide, en avril 2010, pour « donner corps » et assurer une « base populaire » à cette « communauté patrimoniale», de lancer une pétition de soutien «pour l'inscription du *fest-noz* à l'UNESCO». La pétition en ligne a été lancée le 13 avril 2010 et la pétition « papier » a commencé à

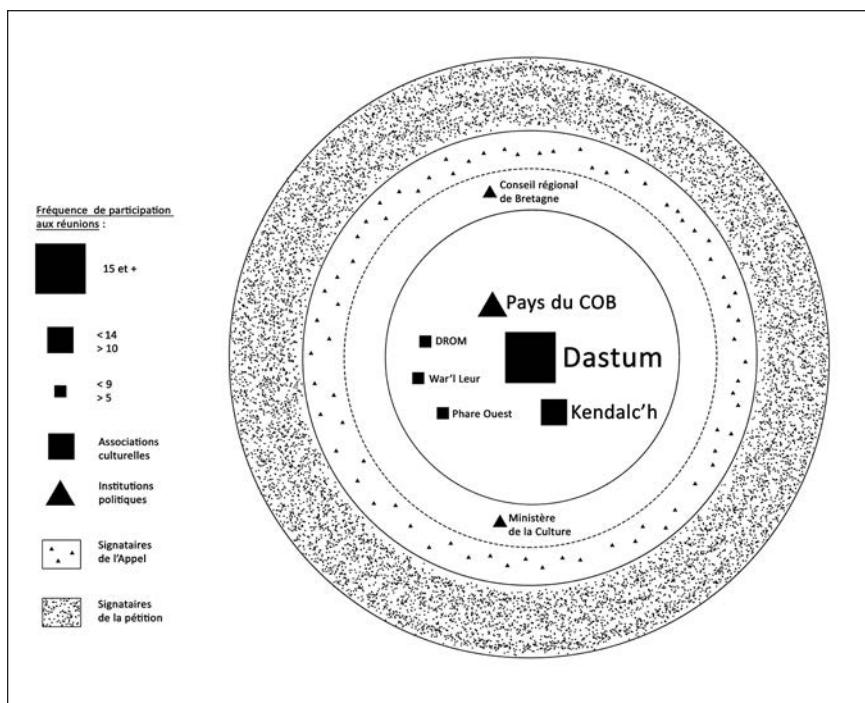
35. <<https://ich.unesco.org/fr/formulaires>>, consulté le 26 août 2019.

être diffusée à la même période au sein des réseaux des membres du «noyau dur» et à l'entrée des *festoù-noz*. Entre avril 2010 et mars 2011, un total de 6 377 signatures³⁶ ont ainsi été récoltées.

La prise en compte de l'ensemble des signataires de la pétition fait apparaître un troisième cercle, dans lequel se situent les amateurs de la pratique dont les frontières permettent d'identifier la communauté patrimoniale porteuse de la candidature du *fest-noz* (illustration 5.4).

ILLUSTRATION 5.4

Signataires de la pétition composant le troisième cercle de la communauté porteuse de la candidature du *fest-noz*



Source: Julie Léonard.

36. À titre de comparaison, la pétition pour le *gwoka* a récolté environ 10 000 signatures, celle pour les échassiers de Namur, en Belgique, 27 743 signatures. Ainsi, il apparaît nécessaire de relativiser ce nombre dans la mesure où, sur les 3 306 529 habitants (au 1^{er} janvier 2018) de la Bretagne administrative, les signataires de la pétition (au nombre de 4 672) représentent à peine 0,1% de la population régionale.

Si nous avons pu aisément identifier les acteurs des deux premiers cercles de la communauté patrimoniale, l'exercice s'avérait moins évident pour les personnes qui composent le troisième cercle. C'est pour cela que nous avons mis en place une analyse des signataires de la pétition à travers les données dont nous disposions sur les feuilles de signatures récoltées. Malgré les différentes limites d'une telle analyse, celle-ci offre la possibilité d'un essai de catégorisation sociale des «*fest-nozers*» qui composent une «communauté d'usage(rs)» dans la mesure où les trois quarts des signatures de la pétition ont été obtenues à l'entrée des *festoù-noz*. Cette analyse nous paraissait d'autant plus intéressante dans la mesure où l'on passe d'un réseau somme tout restreint de militants culturels et d'acteurs politiques à plusieurs milliers d'individus qui semblent manifester, par leur signature, une opinion et un engagement partagés avec les «entrepreneurs» de la pétition et, indirectement, témoignent d'un certain sentiment d'appartenance à la «communauté *fest-noz*». Cela nous a également permis de confronter la représentation patrimonialisée qui est donnée des «publics du *fest-noz*» dans le dossier de candidature avec une certaine «réalité de terrain» (illustration 5.5).

ILLUSTRATION 5.5

Suite gavotte chantée dans la ronde par 220 chanteurs de *kan ha diskan* (chant et contre-chant – chant *a capella* en duo reposant sur un principe de tuilage), Printemps de Châteauneuf, avril 2017



Source : Éric Legret.

Le pétitionnement comme outil d'analyse sociologique ?

On ne peut que constater l'indigence de la littérature consacrée à la pratique pétitionnaire. Les sciences humaines et sociales semblent s'être peu intéressées à ce dispositif d'action sociale. On peut citer, par exemple: Maurice Tournier³⁷, qui propose une analyse des pétitions ouvrières de 1848; les travaux en sciences politiques de Jean-Gabriel Contamin³⁸, qui analyse les usages pluriels des formes de mobilisation avec l'exemple de la pétition qu'il examine par l'intermédiaire des différents protagonistes de la pratique pétitionnaire (destinataires, médiateurs, promoteurs et signataires); les travaux de l'historien Laurent Ferri³⁹, consacrés aux «pétitions d'intellectuels» dans la défense du patrimoine; les travaux pluridisciplinaires sur l'analyse des pétitions en ligne (Barats et ses collègues⁴⁰). Mais rares sont les travaux qui proposent une analyse sociologique des signataires de pétition⁴¹. C'est ce que nous proposons de faire ici en appréhendant la pétition mise en place dans le cadre de la candidature du *fest-noz* à l'UNESCO afin d'analyser le troisième cercle de la communauté patrimoniale construit à travers ce dispositif performatif.

La pétition en ligne «Pour l'inscription du *fest-noz* à l'UNESCO», ouverte du 13 avril 2010 au 1^{er} avril 2011, a récolté 798 signatures. Sa version «papier», mise en circulation entre avril 2010 et mars 2011, a pour sa part permis d'en récolter 5 579. Un total de 6 377 signataires se sont donc prononcés en faveur de «l'inscription du *fest-noz* à l'UNESCO».

37. Maurice Tournier, «Le mot “peuple” en 1848: désignant social ou instrument politique», *Romantisme*, 1973, n° 9, p. 6-20.

38. Jean-Gabriel Contamin, *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation: l'exemple de la pétition en France*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2001.

39. Laurent Ferri, «Les intellectuels s'intéressent-ils au patrimoine monumental et architectural? Un siècle de pétitions en France», *Livrasons d'histoire de l'architecture*, 1^{er} semestre 2003, n° 5, p. 129-153.

40. Christine Barats, Anne Dister, Philippe Gambette, Jean-Marc Leblanc et Marie Peres-Leblanc, «Analyser des pétitions en ligne: potentialités et limites d'un dispositif d'étude pluridisciplinaire», dans *Actes des Journées internationales d'analyse statistique des données textuelles (JADT 2016)*, Nice, 7-10 juin 2016, <<https://hal-upec-upem.archives-ouvertes.fr/hal-01302218/document>>, consulté le 30 juillet 2019.

41. Cela est en partie dû au fait que la majorité des pétitions ne comprennent comme éléments de renseignements que le nom, le prénom et la signature, parfois l'adresse.

Si la réalisation d'un échantillon constitue une des étapes majeures du processus d'analyse de données quantitatives, la pétition, avec sa dimension aléatoire, oblige le chercheur à travailler sur un groupe social «spontané» qui ne remplit pas les critères de représentativité méthodologiquement exigés. Nous avons donc tenté, à partir du traitement statistique de l'ensemble des signatures récoltées, de rendre compte du profil sociologique des personnes qui, par leur engagement signé, composent le troisième cercle de la communauté porteuse de la candidature du *fest-noz*. Pour ce faire, nous disposions des variables suivantes : le sexe, l'âge, la profession et le lieu de résidence.

Si l'intégration de certaines des variables, comme l'âge, le lieu de résidence ou encore le sexe (à l'exception de certains prénoms mixtes), n'a pas posé de problème, le traitement de la variable «profession» a soulevé un certain nombre de questions et pose sans doute une des limites les plus marquées pour l'analyse du profil sociologique des signataires de cette pétition. En effet, pour saisir les professions et les catégories socioprofessionnelles (PCS), nomenclature multidimensionnelle, la simple question de l'intitulé de la profession ne suffit pas toujours. Plusieurs questions auraient été nécessaires pour affiner la réponse, par exemple la position à l'égard du marché du travail, le statut (salarié/indépendant), l'activité économique de l'établissement, le type d'employeur (privé/public), le grade ou l'échelon (notamment pour les salariés de la fonction publique), la classification professionnelle (au sens des conventions collectives), ou encore le domaine de fonction (ingénieur, technicien, etc.). Avec la pétition, nous sommes loin d'atteindre cet «idéal». Malgré cela, et en nous appuyant sur la nomenclature de 2003 des PCS mise en place par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), nous avons quand même pu catégoriser presque l'ensemble des professions selon les critères en vigueur, même si, pour certaines d'entre elles, nous étions dans l'impossibilité de préciser le niveau agrégé, notamment en raison d'un manque de précision du statut, des intitulés trop vagues, des noms d'entreprises mis pour profession, des personnes se définissant par le secteur privé/public, des personnes se définissant par leur lien avec le monde associatif, avec leur lien au *fest-noz*, ou encore des personnes évoquant leur fonction d'élu, etc. Cela explique le fort pourcentage (24,44%) de non précisé/non répondre (NP/NR).

Malgré les biais qu'elle suppose et le fait que les résultats sont à manier avec précaution, l'analyse de la pétition offre des pistes de réflexion intéressantes quant à l'élaboration du profil sociologique des signataires. Pour la renforcer, nous avons mis en place une stratégie méthodologique multipliée en confrontant les données obtenues à partir de l'analyse de la pétition à d'autres matériaux: entretiens, observations *in situ*, participation observante...

Le *fest-noz*: un phénomène de classe d'âge? Ou un phénomène générationnel?

Dans le dossier de candidature du *fest-noz*, nombreuses sont les références à l'«intergénérationnalité»: dans la description sommaire de l'élément, le *fest-noz* est défini comme «une rencontre permanente entre les générations»; dans le paragraphe sur les détenteurs et les praticiens, il est précisé que «les milliers de danseurs réguliers proviennent de toutes les générations»; dans les fonctions sociales et culturelles, il est repris que *fest-noz* se caractérise par une «mixité [...] intergénérationnelle très importante»⁴². L'argumentation selon laquelle le *fest-noz* serait un espace de relations entre les générations renvoie à l'un des enjeux majeurs du patrimoine qu'est la transmission. Considérer que le *fest-noz* est un espace propice au lien intergénérationnel conduit à considérer que le processus de transmission est effectif et illustre la continuité du processus au sein d'une communauté. Si nous ne remettons pas en cause le fait que, de manière globale, on peut croiser tous les âges en *fest-noz*, il nous paraît nécessaire de nuancer cette conception homogénéisée principalement due (au regard des entretiens réalisés) à une vision nostalgique alimentée par les souvenirs des années 1970 (période «faste» pour les *festouù-noz*) que les membres du «noyau dur» partagent. Cette vision commune masque, selon nous, des réalités plus complexes, comme l'illustre l'analyse détaillée de la répartition par classes d'âge des signataires de la pétition (illustration 5.6).

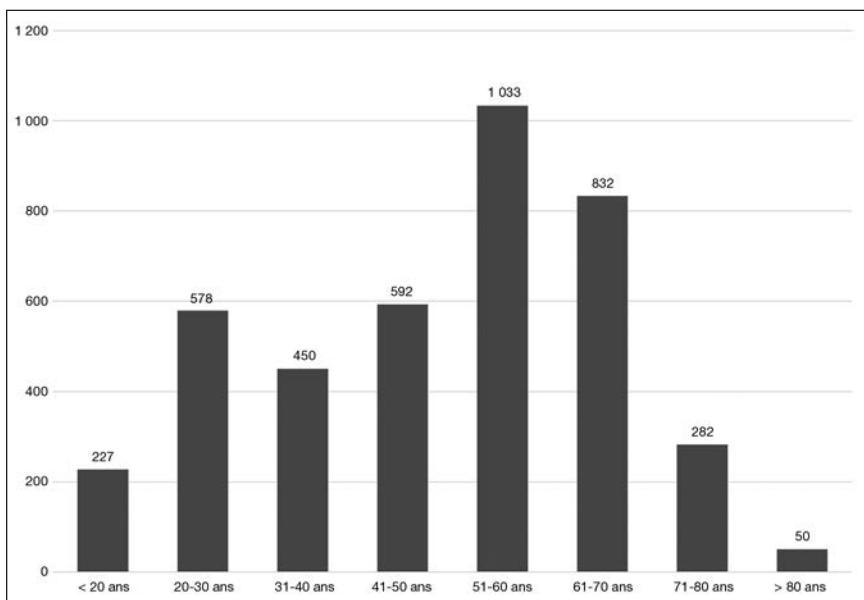
Âgés de 3 à 97 ans, les signataires représentent un échantillon spontané dont l'âge moyen, en 2010-2011, était de 49 ans. La catégorie la plus présente est celle des 51-60 ans qui représentent 25% des signataires,

42. Extraits du dossier de candidature du *fest-noz* sur la Liste représentative, *op. cit.*

suivie de près par la catégorie des 61-70 ans (21%). Si 54% des signataires ont plus de 50 ans, les «jeunes» ne sont pas absents puisqu'ils en représentent respectivement 14% des 21-30 ans et 6% des moins de 20 ans. À l'inverse, les 31-40 ans sont à peine 11% à avoir signé la pétition.

ILLUSTRATION 5.6

Répartition par classes d'âge des signataires de la pétition, 2010-2011



Source: Julie Léonard.

Ces premiers résultats nous conduisent à supposer que le *fest-noz* serait investi de manières différentes selon les cycles de vie et qu'il existerait un rapport au *fest-noz* propre à l'âge. La confrontation de ces résultats avec l'enquête réalisée par Olivier Goré en 2004 sur les voies de la découverte de celui-ci tend à confirmer cette idée, car, comme il le précise, «pour chaque génération la façon dont les individus découvrent le *fest-noz* correspond bien au type de pratique culturelle qui caractérise cette génération⁴³». Pour les «jeunes», le *fest-noz* apparaît être investi soit par le cadre familial, soit entre pairs comme espace de sociabilité. Les 31-40 ans ne représentent que 11% des signataires,

43. Olivier Goré, *L'inscription territoriale de la musique traditionnelle en Bretagne*, thèse de doctorat en géographie, Université de Rennes 2, Rennes, 2004.

les critères «emploi» et «famille» pouvant expliquer ce léger recul de fréquentation. À l'inverse, il semblerait qu'il soit un espace de sociabilité «surinvesti» par les «actifs séniors» et les jeunes retraités, ces derniers composant la PCS la plus représentée (plus de 30% et une moyenne d'âge de 56,5 ans). Toujours selon l'enquête réalisée par Goré, «entre 40 et 60 ans, c'est essentiellement par le biais d'une association [...] que l'on intègre la “communauté idéalisée” du *fest-noz*⁴⁴». En effet, cette population représente, de manière générale, une part non négligeable du bénévolat associatif.

Cependant, il ne nous a pas échappé que la jeunesse militante qui, dans les années 1970, a particulièrement investi les *festoù-noz*, arrive, dans les années 2010, aux âges compris entre 50 et 70 ans, posant ainsi la question du *fest-noz* comme phénomène générationnel. N'y a-t-il pas une superposition entre phénomène de classe d'âge et phénomène générationnel? Les jeunes militants des années 1970 sont-ils en partie les «actifs séniors» et les jeunes retraités qui investissent majoritairement les *festoù-noz* dans les années 2010? Si nous sommes tentés de considérer que les deux phénomènes s'entremêlent et se superposent, nous ne disposons pas actuellement de suffisamment d'éléments pour étayer cette hypothèse. Toutefois, l'association Tamm-Kreiz, observatoire régional du *fest-noz* en devenir, travaille actuellement à la réalisation d'une enquête statistique sur les publics des *festoù-noz*. Les données qu'elle obtiendra permettront peut-être d'apporter des éléments d'analyse plus précis, et ce, bien que l'étude soit réalisée six ans à peine après la mise en circulation de la pétition sur le *fest-noz*⁴⁵.

Une pratique culturelle investie par les classes moyennes

Dans son ouvrage *La tradition de danse populaire en Basse-Bretagne*⁴⁶, l'ethnologue Jean-Michel Guilcher analyse l'évolution des couches de la société qui pratiquent les danses traditionnelles bretonnes. Si, selon

.....

44. *Ibid.*

45. Jérôme Floury et Aurélie Hess, «Mise en place d'un observatoire pour un état des lieux du *fest-noz*», *Actes des Rencontres internationales du patrimoine culturel immatériel en Bretagne*, Lorient, Éditions Bretagne Culture Diversité, coll. «Brug», 2017, n° 3.

46. Jean-Michel Guilcher, *La tradition populaire de danse en Basse-Bretagne*, Coop Breizh-Chasse-Marée/Ar Men, 1995 [1^{re} éd. 1963].

lui, ces dernières sont, avant la fin du XVIII^e siècle, investies par toutes les couches de la société, il semble qu'à partir de cette période elles tendent à devenir une pratique qui appartient aux classes populaires du monde rural⁴⁷.

Qu'en est-il au XXI^e siècle? Pour répondre à cette interrogation, il apparaît pertinent d'analyser les classes sociales qui investissent le *fest-noz* et pratiquent ses danses et d'analyser aussi l'argument de la mixité sociale mis en avant dans le processus de sa patrimonialisation. En effet, si dans le dossier de candidature les références à l'«intergénérationnalité» sont nombreuses, il en est de même pour la question de la mixité sociale (ces deux arguments y sont d'ailleurs toujours associés): le *fest-noz* serait un lieu mêlant sans distinction des individus d'origine sociale différente. Il apparaît une sorte d'idéal d'abolition des barrières sociales, gage de la dimension populaire du *fest-noz*. Si l'on trouve parmi les signataires de la pétition des ouvriers, des cadres, des commerçants, des employés, etc., ce qui semble accréditer l'idée d'une certaine diversité sociologique des pratiquants, il n'en convient pas moins d'analyser plus en détail les résultats obtenus (tableau 5.1).

TABLEAU 5.1

Répartition par PCS des signataires de la pétition (2010-2011)

PCS	Effectifs	Pourcentages
1. Agriculteurs exploitants (sans précision de la taille de l'exploitation)	69	1,1
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	89	1,4
21. Artisans	28	0,4
22. Commerçants et assimilés	43	0,7
23. Chefs d'entreprise (sans précision de la taille de la masse salariale)	18	0,3
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures	473	7,4
31. Professions libérales et assimilés	10	0,2

47. Il est intéressant de souligner que cette «rupture» a lieu au moment où, en Bretagne, émergent les premières entreprises savantes, mouvement investi par une certaine élite aristocratique et bourgeoise composée de notables et d'érudits locaux qui commencent à manifester de l'intérêt pour les traditions populaires rurales.

PCS	Effectifs	Pourcentages
32. Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	231	3,6
33. Cadres de la fonction publique	28	0,4
34. Professeurs, professions scientifiques	17	0,3
35. Professions de l'information, des arts et des spectacles	186	2,9
36. Cadres d'entreprise	121	1,9
37. Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	20	0,3
38. Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	101	1,6
NP	111	1,7
4. Professions intermédiaires	937	14,7
41. Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	716	11,2
42. Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	433	6,8
43. Professions intermédiaires de la santé et du travail social	278	4,4
44. Clergé, religieux	2	0
45. Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	3	0
46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	119	2
47. Techniciens	92	1,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	7	0,1
5. Employés	580	9,1
51. Employés de la fonction publique	107	1,7
52. Employés civils et agents de service de la fonction publique	99	1,6
53. Policiers et militaires	8	0,1
54. Employés administratifs d'entreprise	34	0,5
55. Employés de commerce	35	0,5
56. Employés des services directs aux particuliers	113	1,8
NP	291	4,6

(suite)

TABLEAU 5.1Répartition par PCS des signataires de la pétition (2010-2011) (*suite*)

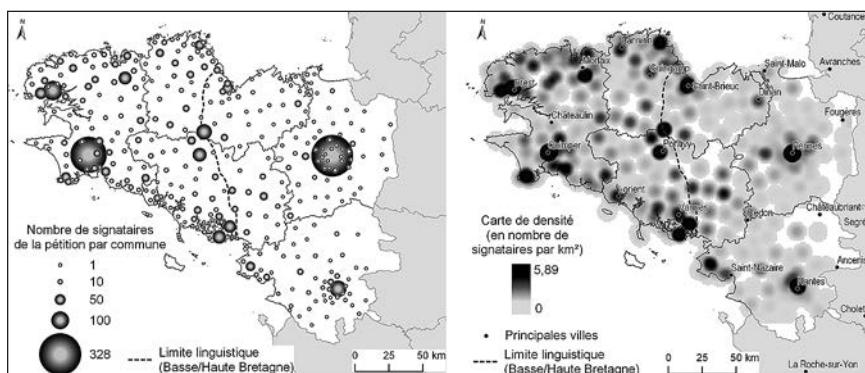
PCS	Effectifs	Pourcentages
6. Ouvriers	136	2,1
61. Ouvriers qualifiés	63	1
62. Ouvriers qualifiés de type industriel	4	0,1
63. Ouvriers qualifiés de type artisanal	4	0,1
64. Chauffeurs	34	0,5
65. Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	19	0,3
66. Ouvriers non qualifiés	9	0,1
67. Ouvriers non qualifiés de type industriel	2	0
68. Ouvriers non qualifiés de type artisanal	0	0
69. Ouvriers agricoles	14	0,2
7. Retraités	1 935	30,3
71. Anciens agriculteurs exploitants	1	0
72. Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	0	0
73. Anciens cadres et professions intermédiaires	29	0,5
74. Anciens cadres	6	0,1
75. Anciennes professions intermédiaires	23	0,4
76. Anciens employés et ouvriers	1	0
77. Anciens employés	1	0
78. Anciens ouvriers	0	0
NP	1 904	29,8
8. Autres personnes sans activité professionnelle	592	9,3
81. Chômeurs n'ayant jamais travaillé	0	0
82. Inactifs divers (<i>autres que retraités</i>)	492	7,7
83. Militaires du contingent	0	0
84. Élèves, étudiants	475	7,5
85. Diverses autres personnes sans activité professionnelle, de moins de 60 ans	12	0,2
86. Diverses autres personnes sans activité professionnelle de 60 et plus (<i>sauf retraités</i>)	1	0
NP	100	1,6
NP/NR	1 566	24,6
Population totale	6 377	100

Source : Julie Léonard.

En se basant sur le profil professionnel des signataires de la pétition, il semblerait que les supports actifs majeurs du *fest-noz* appartiennent à la classe moyenne, les professions intermédiaires et les employés composant respectivement 14,7% et 9,1% des signataires de la pétition. Inversement, si les événements festifs dansés qui ont inspiré sa création dans les années 1950 sont issus du monde rural, il semblerait que cette catégorie ne soit quasiment plus représentée en *fest-noz* dans la mesure où seul 1,1% des signataires de la pétition sont agriculteurs. On note ainsi le déplacement d'un *fest-noz* comme pratique rurale à un *fest-noz* qui est désormais surtout le fait de classes moyennes urbanisées ou néorurales, les principaux foyers de signataires étant situés dans les grandes villes bretonnes (Rennes, Quimper, Brest, Nantes, etc.). Ces données témoignent de la transformation de la pratique ainsi que de l'évolution de son rôle social et de ses acteurs (illustration 5.7).

ILLUSTRATION 5.7

Signataires de la pétition en Bretagne et Loire-Atlantique. Données de la pétition «Pour l'inscription du *fest-noz* à l'UNESCO», 2010-2011



Source : Fond de carte = ADMIN EXPRESS, version 1, IGN. Réalisation = Émilie Gallet-Moron. Plateforme de cartographie = Université de Picardie Jules Verne.

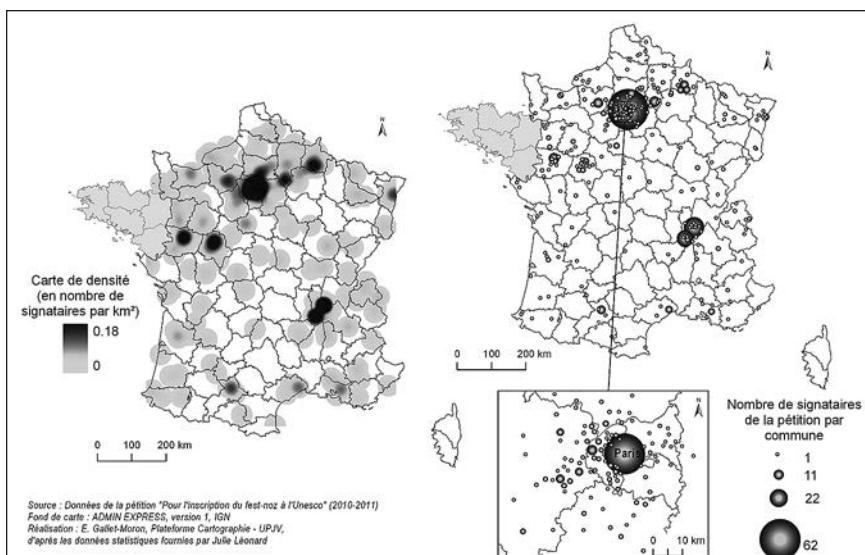
Le «géosymbole» d'une culture régionale représentatif du PCI de l'humanité

En étant inscrit sur la Liste représentative, le *fest-noz* a rejoint la liste des événements festifs illustrant le PCI de l'humanité, creuset de la diversité culturelle. Il n'en reste pas moins une pratique attachée à un territoire,

un «géosymbole⁴⁸» culturel ancré localement. Les quatre départements de la Bretagne administrative regroupent effectivement à eux seuls plus de 70% des signataires. Ce pourcentage passe à 80% si l'on inclut la Loire-Atlantique (en référence à la Bretagne dite historique)⁴⁹.

ILLUSTRATION 5.8

Signataires de la pétition en France (hors Bretagne et Loire-Atlantique). Données de la pétition «Pour l'inscription du *fest-noz* à l'UNESCO», 2010-2011



Source: Fond de carte = ADMIN EXPRESS, version 1, IGN. Réalisation = Émilie Gallet-Moron. Plateforme de cartographie = Université de Picardie Jules Verne.

La logique spatiale de répartition du *fest-noz* couplée à la localisation géographique des signataires de la pétition font de celui-ci un des «symboles» culturels de la Bretagne. La répartition géographique des signataires à l'échelle nationale témoigne, par exemple, de l'histoire

48. Le concept de «géosymbole» a été développé dans les années 1980 par Joël Bonnemaison pour expliquer les rapports singuliers de la société mélanésienne à son territoire. Joël Bonnemaison, «Voyage autour du territoire», dans *Espace géographique*, 1981, tome 10, n° 4, p. 249-262, <https://www.persee.fr/docAsPDF/spgeo_0046-2497_1981_num_10_4_3673.pdf>, consulté le 26 août 2019.

49. Bien que la pétition ait circulé à l'échelle nationale, son mode de diffusion à l'entrée des *festoù-noz* bretons explique pour beaucoup cette inscription territoriale et marque une des limites de cette analyse.

des migrations bretonnes dans la mesure où l'ensemble des départements d'Île-de-France, principale terre d'accueil des migrants bretons, regroupe le deuxième pôle de signataires (illustration 5.8).

Nous ne développerons pas ici l'ensemble des pôles signataires à l'échelle nationale mais, en tant que «géosymbole», le *fest-noz* témoigne d'une double fonction⁵⁰, à la fois patrimoniale (illustrant les réseaux régionaux et nationaux d'associations de culture bretonne mais également la dimension touristique de cette dernière) et identitaire (en en faisant ainsi le marqueur d'un lien plus ou moins construit et/ou «idéalisé» avec un territoire inscrit dans une histoire familiale ou personnelle).



Conclusion

Si nous nous sommes attachée à déconstruire cette communauté et ses rouages, allant jusqu'à qualifier cette dernière de «communauté patrimoniale qui s'ignore» (au sens où aucun de ses membres supposés ne se définit de manière explicite comme en étant justement membre), nous ne nions pas pour autant les émotions patrimoniales que l'inscription du *fest-noz* a suscitées. Même si les signataires de la pétition ne se définissent pas spontanément comme membre de la «communauté *fest-noz*», il apparaît que les réactions exprimées témoignent d'une certaine forme d'attachement – osons le mot – identitaire qui nous invite à nourrir notre propos d'une dimension compréhensive et à avancer l'idée que cette communauté, bien qu'«imaginée» (au sens de Benedict Anderson⁵¹), relève d'une certaine réalité sociale.

Au regard des éléments avancés, il apparaît ainsi que la communauté patrimoniale bretonne porteuse de la candidature du *fest-noz* est le fruit d'une construction contemporaine inscrite dans une continuité historique, puisqu'elle a été impulsée par des associations issues des entreprises culturelles qui ont émergé en Bretagne au XX^e siècle. Elles-mêmes s'inscrivent dans la continuité du mouvement des entreprises identitaires (savante et politique) qui, depuis la fin du XIX^e siècle, participent à «inventer» la Bretagne. Véritable reflet de l'histoire du mouvement

.....
50. Goré, *L'inscription territoriale de la musique traditionnelle en Bretagne*, op. cit.

51. Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

culturel breton depuis les années 1950, le *fest-noz* et sa mise en patrimoine en 2012 en marquent une nouvelle étape et témoignent d'une «nouvelle forme de revendication» et de «militantisme culturel». L'institutionnalisation «unescienne» d'une orientation participative en faveur de «communautés patrimoniales» semble, au regard de l'exemple de la Bretagne, offrir à ces dernières une possibilité de renouveler leur discours et se réinventer pour mieux s'inscrire dans les enjeux politiques contemporains en matière de défense culturelle et identitaire.



6

THE SCIABICOTI, A COMMUNITY OF PRACTICE

Lucia Cappiello

Abstract

This paper aims to highlight the role of the “community of practice” of fishermen based in the port of Brindisi (in the south of Italy), to reassess its significant role in the history and culture of the city. The crucial role of this port has been recognized since the Roman age as a hub for the Middle-East. Over the last decades, the economy of the city has been relying on both chemical and energy industries, leaving to the port a minor role to play. Nowadays, the city is experiencing a terrible economic and political crisis. Brindisi is now exploring new strategies to relaunch its port, trying to attract cruise lines. The recent renovation of the quay clearly indicates a political will to regenerate the city, starting from the port. Following an inclusive approach, the urban regeneration should involve the local communities, and the heritage of that resilient group of fishermen who have always lived in the port area, where the practice of fishing has been transmitted from generation to generation.

The Sciabicoti community is located in Le Sciabiche neighbourhood of Brindisi in the south of Italy and consists of a social group predominantly dedicated to fishing. The neighbourhood, which dates back to the Middle Ages, is named after the net *la sciabica*, used by the inhabitants of Brindisi for small fishing. Historically, this net was left to dry along the dock in front of the fishermen's houses. This space was conceived as a work area for the whole community involved in fishing. In the early 20th century, however, the neighbourhood was demolished to make room for an impressive monument, symbol of fascist power (figure 6.1). Subsequently, fishermen were assigned a series of accommodations on the other side of the harbour. In the brand new Fishermen's Village, the fundamental idea to recreate spaces in which fishing activities would be carried out, but also neighbourhood relations would be facilitated therein, is noticeable (figure 6.2). This can be observed in the empty spaces left between the houses, which are used as workspaces and at the same time allow interaction between fishermen (figure 6.3). Such bonds have allowed both the survival and the resilience of the community, although top-down changes occurred in the neighbourhood, through the adoption of a common approach, following shared ways of perceiving reality and negotiating meaning, according to dynamics implanted over the years. Therefore, this community could be inscribed within the theoretical framework of the "communities of practice," in which interiorized patterns of behaviour are passed from one generation to the next.

After having retraced the historical events that affected the area of the fishermen's neighbourhood Le Sciabiche (Brindisi, south of Italy), from its settlement until its destruction, this study was approached from an anthropological perspective, investigating the Sciabicoti community of Il Villaggio dei Pescatori (the Fishermen's Village). The purpose of my fieldwork was to get acquainted with the fishermen, so as to analyze the effects of the delocalization for the Sciabicoti, and how neighbourly relations have evolved in the community now that fishing has become a marginal economic activity in Brindisi. Faced with the irreversible loss of material heritage (the old Le Sciabiche neighbourhood), the Sciabicoti endeavour to safeguard their traditions. Endorsing the fishermen's efforts in preserving and divulging their immaterial heritage, I have outlined a touristic project that could provide a new possibility for the survival of the community, which will be presented in the latter part of this article.

FIGURE 6.1

Fascist monument seen from the Fishermen's Village



Source: Lucia Cappiello, 2015.

FIGURE 6.2

Fishermen's Village



Source: Lucia Cappiello, 2017.

FIGURE 6.3

Fishermen's Village, fishermen working in front of their houses



Source: Lucia Cappiello, 2016.

The demand to conduct an ethnographic investigation into the Sciabicoti community can be traced back to the concept of an “urgent ethnography,”¹ with the intent to gather the latest testimonies of a community in the process of being forgotten. The research activities were limited to two key areas for this project: the area of the former neighbourhood of Le Sciabiche and the new Fishermen’s Village. The interlocutors of my work belong to two main categories: the first is represented by the fishermen born in Le Sciabiche neighbourhood, who no longer practice fishing today, but are able to provide direct evidence of both the neighbourhood life and fishing activities (figure 6.4); the second one belongs to the second generation of fishermen, born in the Fishermen’s Village and still working in the fishery.

FIGURE 6.4
Franco Sarra, former fisherman



Source: Lucia Cappiello, 2016.

1. Paolo Clemente, “Il punto sul folklore” [The focus on folklore], in Paolo Clemente and Fabio Mugnaini (eds.), *Oltre il Folklore, tradizioni popolari e antropologia nella società contemporanea* [Beyond folklore, folk traditions and anthropology in contemporary society], Rome, Carocci Editore, 2001, p. 187-219, at p. 194.

The community of practice: main traits

At first glance, what seems to imply that the Sciabicoti is a well-structured social group is its site, named after the main occupation: the Fishermen's Village. It is there that fishing activities are conducted, even though some of the fishermen no longer live in the village. Not only the mere working activities are implied, but also all those tacit or explicit manifestations that revolve around fishing. Indeed, the presence of retired fishermen who spend their time at the dock, either interacting with those who still work there or with their peers, is to be considered part of the community routine. That social group also comprises fishermen who continue to develop a strong feeling of belonging to the community, even though fishing represents for them a mere weekend hobby.

The Sciabicoti community follows a set of characteristics linked to the working and social spheres that differentiate them from the rest of the citizenry. According to Etienne Wenger, "such practices are the exclusive property of a kind of community created over time by the continuous pursuit of a common activity."² Relationships among fishermen are not based on individual knowledge, but rely on a shared one, which is the foundation of their interactions. It is a community that has been shaped in a well-defined social and historical context, and has modified its traits in order to adapt to the changes that have occurred in the city. This is the result of a complementarity between participation and reification. Participation is the active process that every individual carries out within group practices, notably through relationships, recognizing himself and being recognized as a member of the community. Reification is considered as the ability to transform tacit and abstract concepts into something tangible, such as instruments, documents, monuments, but also intangible, for example the shared recognition of a set of rules or religious sentiments.

Apparently, in the community of Sciabicoti the idea of participation in practice is absolutely prevalent in relation to reification, as publications that rule the community are scarce; and this definitely is an important aspect. With reference to the expression of rituality, since the Middle Ages the fishermen have constituted in Le Sciabiche area a religious confraternity that was entrusted to Sant'Andrea, the patron saint of

2. Etienne Wenger, *Comunità di pratica, apprendimento, significato e identità* [Community of practice, knowledge, meaning, and identity], Milan, Cortina Editore, 2006, p. 57.

sailors, whose members used to gather in the eponymous church. This is a manifestation of reification where a religious feeling finds its formal expression in the establishment of confraternity. Likewise, in the Fishermen's Village, the religious worship that lost its markers as a result of relocation is reified in the construction of a monument dedicated to Madonna Ave Maris Stella, right in the heart of the village (figure 6.5).

FIGURE 6.5

Statue of the Holy Virgin decorated on the day of the religious event of "Ave Maris Stella," September 2015



Source: Lucia Cappiello, 2015.

Through participation and reification, the community of practice is shaped and cemented. It should be pointed out that the concept of “practice” is not to be considered antithetical to theory, but on the contrary consubstantial, since every act of practice is suggested by a theoretical aspect, even if not evident or manifestly expressed. This common mode of perception of reality and relationships is, therefore, specific to the community, and the way in which it copes with daily issues, according to dynamics stratified over the years in a particular social context. This case study focused on a group that has very deep historical roots and hence a well-consolidated cultural background, but, more broadly, relatively young communities of practice could be retraced where a group of people act according to three key principles: common repertoire, joint enterprise, and mutual engagement.

A specific feature for communities of practice is to share a common repertoire, as in the case of the Sciabicoti. The historical events that occurred over the centuries that affected the community as a whole—such as the relocation—contributed to shape its identity, as well as the mutual engagement in work-related activities that involved the fishermen and their families. Sharing these events led to a gradual stratification of *modus operandi*, daily gestures, symbology, stories, and nicknames, all of which have become part of the practices of the community, forming the shared repertoire that exclusively refers to the Brindisi fishermen’s circle.

This shared repertoire is constantly stratified as it encompasses a whole series of activities and experiences that make up the meaning of daily life in the village. These acts are performed similarly, yet differently every day: fishing, rolling nets, and connecting with other fishermen are known and repeated behaviours, albeit renewed day after day with respect to the current situation, thus with a different meaning from time to time. As Wenger specifies, this repertoire does not have a unique meaning for every individual, as the members of the community themselves negotiate their personal meanings. The same historical events are subject to a negotiation of meaning, which is not a symptom of the lability of historical memory, but rather denotes relevance in each member’s personal life, of events that have been perceived differently by each individual. The community of practice is therefore characterized

by a series of shared daily experiences; however, their meaning is the result of a negotiation process that is both “historical and dynamic, contextual and unique.”³

Shared repertoire, joint enterprise, and mutual engagement

As pointed out above, the community of the Sciabicoti that used to live in Le Sciabiche was connoted by different traits compared to the present community that now lives in the Fishermen’s Village. The delocalization, the tempting promise of working at the factory, and improved economic conditions have contributed to change the dynamics within the social group. The lower density of houses, the reduction in the number of fishermen, and the interruption of intergenerational labour transmission have resulted in numerous alterations within the group whose response was not the collapse, but rather the adaptation and the metamorphosis of its dynamics in a continuous negotiation of the conditions that enable its survival.

The community, in fact, had to *endeavour*, over time, to find new solutions to its drawbacks: for instance, the loss of the historic congregation of Sant’Andrea was resolved by establishing a new cult; and the top-down prohibition on using the *sciabica* net led to borrowing other fishing techniques from neighbouring countries, such as the *cuenzo*, typical of nearby towns (figure 6.6). It is the same community that opens up the possibility of fishing not restricted by the conditions to which other members of the group are subjected. This is the case of returning fishermen, that is, the children and grandchildren of old fishermen to whom the Port Authority does not grant the necessary licences continue to fish, taking the risk of being fined. The whole community, cognizant of this phenomenon, share their motivations, covering it and making it possible.

3. *Ibid.*, p. 66.

FIGURE 6.6

Fishermen arranging *cuenzo* nets



Source: Lucia Cappiello, 2016.

In this scenario, the young fishermen who return to the community after having lost their previous jobs must be considered as peripheral subjects of the group's dynamics (figure 6.7). The duty of the community will then be to involve them and transform them, over time, into becoming the main actors of the group. As Christopher Hoadley states,

communities of practice are groups in which a constant process of legitimate peripheral participation takes place. Through legitimate peripheral participation, learners enter a community and gradually take up its practices. Initially, people may participate in tangential ways, but over time, they take up more and more of the identity of group membership and centrality, and more and more of the central practices of the group.⁴

FIGURE 6.7
Young fisherman



Source: Lucia Cappiello, 2016.

This learning process can also be identified by the transmission of "know-how" from father to son, as far as fishing is concerned, and mother to daughter for sewing nets. These are just two examples of

4. Christopher Hoadley, "What is a community of practice and how can we support it?", in David H. Jonassen and Susan M. Land (eds.), *Theoretical Foundations of Learning Environments*, New York, Routledge, 2012, p. 287-300, at p. 288.

practices whose interiorization is not limited to work activities, but also includes all other aspects connected to the relationships with other individuals who share a common history and identity. The community of practice is based on the participation of the various components and their mutual recognition. It is not necessary for each member to take part in the main activity of the community (that is, fishing itself), but to be recognized as belonging to the group, due to the shared repertoire or the member's contribution to the joint enterprise.

The joint enterprise can be recognized in all of the goals that are not only individual, but affect the community as a whole: joining the same cooperative that protects fishermen's rights, experiencing the same hostile feelings toward the Port Authority, using the public quayside of the village for community purposes. The concept of "joint enterprise" itself can undoubtedly be extended to the creation of Le Sciabiche association in order to claim the right to use the portion of the dock that the municipality intended to transform into a touristic port.

It is this communion of interests, ranging from work activities to the perception of belonging to the social group of the Sciabicoti, that triggers the process of mutual engagement at the base of communities of practice. This is possible notwithstanding the heterogeneity of the group's members, indeed because of them. For instance, the most educated members of the group are in charge of dealing with administrative tasks: establishing the association and liaising with the authorities to present their instances; on the contrary, the rest of the community will provide its support as a critical mass toward reaching the common goal. This mutual engagement underlies the complete set of relationships among the members of the community working in unison throughout the years. In communities of practice, in fact, there exists a reciprocal regime of responsibility in which each member cares how his or her actions can positively or negatively influence the group's relationships and events. This responsibility regime can be read on two levels: one of reification, where the members of the community recognize and succeed in explaining the behaviours deemed appropriate or not within the group, and between the group and the outside. These attitudes find their reification in rules, standards, goals, both silent and explicit, but still recognized by the members. A second level regards competent engagement. Each of the reified concepts materialized in the practice is continually subject to negotiations of meanings. The responsibility

regime is not mandatory for every single individual, but it is through what Wenger calls “competent engagement” that each member decides whether to be included in such a regime.

Territorialization of space

The community contributes to the transformation of the territory both at structural and symbolic levels. Of great significance is the possession of space by fishermen who “invade” the dock with their fishing nets, as if it were a natural extension of their houses, a public space adapted to that particular social group’s needs. The presence of the nets on the dock and the work of women who mend the nets become a time of sharing and interaction that strengthens relations within the neighbourhood, increases cohesion and, above all, turns into a symbol of the neighbourhood, as it takes the very name of the fishing net.

Although nowadays a great part of the fishing activities is concentrated in the area of the village, and not in Le Sciabiche quarter, some of the fishermen, mostly amateurs, continue to moor their boats in the area in front of the fascist monument, repeating day after day, year after year, in the same places and following the same customs, gestures, and rituals they inherited from their fathers and grandfathers (figure 6.8). It is thus only natural for fishermen to consider that portion of the dock as a public space destined to the economic and social activities of their group. It is equally easy to understand the absolute perturbation of those who used to live in that area before the Port Authority’s order to clear it so it could be transformed in a touristic port.

Today, the small fishing community struggles to carve out its space within the urban fabric of Brindisi. Amongst associations and movements dedicated to the protection of the landscape, the cultural association of “Le Sciabiche” is a bottom-up initiative. It has been founded by those who felt the strong need to protect the area, but also to claim the right of anchorage for boats acquired over decades. At the root of this movement is a recognition of the Sciabicoti still existing as a community with a strong identity, and this powerful feeling led to the constitution of the association.

FIGURE 6.8

Boats of fishermen moored in the area of the former Sciabiche neighbourhood



Source: Lucia Cappiello, 2014.

This acknowledgement is to be considered as the “process” that led to the birth of the association and not as the “cause.” This means that the main scope of the association is not to protect and divulge the historical identity of the Sciabicoti; but it is precisely this identity that has been strengthened and consolidated when one of their rights was denied.

According to Antonio Cafarella, a former fisherman (interviewed in March 2016):

After having destroyed Le Sciabiche, the municipality had attempted to chase us out from the dock. As result of this, I took the initiative, supported by other friends, to set up an association with the aim of defending our own rights. In fact, they meant to transform this quay into a touristic port, but we fought back against this project and we are here now. Finally, we have succeeded. We still have an area to moor our boats. We had a sort of right. It's only 50 metres, but we did not give it up.⁵

5. The interview was conducted in Italian and translated by the author.

The Sciabicoti have resisted and obtained a minimum of space to continue to attest their presence, its perpetuation through history and in the Brindisi community.

Consequently, it is evident that the local communities affected by urban transformation need to be involved in that process in order to build a constructive dialogue aimed at preserving, and not distorting the vocation and the history of the place. The repositories of knowledge and memory of extinct material heritage must play a key role in the evolution processes in order to retrace the genetic heritage of the Brindisi's community, in the interest of the inhabitants, but they may also be aimed at the tourist-cultural fruition of the area.

It should be borne in mind that public authorities, by claiming the portion of the dock in front of Le Sciabiche, would not only increase the number of berths but also deprive fishermen of a right acquired over the centuries. They are hindering the transmission of practices handed down from father to son, dispossessing the city of its historical identity, and erasing the secular footprint left by Brindisi fishermen on the territory. These processes should be accompanied not only by environmental, but also social impact assessments. Moreover, it should be noted that if the municipality is interested in pursuing the path of tourism, this mode of action is undeniably contrary to current trends in that field, especially cultural tourism, in which the visitor searches for genuine realities rooted in the territory rather than folklore spectacles. It is necessary, then, to shelter and encourage the permanence of these local groups rather than to barter with them for more boat berths.

The safeguard of such a distinctive aspect of the city means the opposition to the homologation of competing tourist destinations. The Sciabicoti are part of the city and its imaginary; despite the demolitions, despite the relocation to the Fishermen's Village, despite the fact that fishing with the *sciabica* is forbidden, the fishermen and their small boats are evidence of the intangible heritage of a social group that has been the heart of the city for centuries. The regeneration of the port cannot be carried on while ruling out the Sciabicoti community in a top-down process. This community of practice adapted and evolved with the historical events that unfolded in the city, and its immaterial cultural heritage should be recognized so that the city can fulfill the community's needs and preserve their life in the port.

Brindisi as tourist destination

In this historic moment in which the fishing sector struggles to survive, coastal cities are losing an important contribution to the local economy. However, the decline in this economic sector is balanced by the explosion of the tourist phenomenon throughout Apulia and in the Salento area particularly. The city of Brindisi is the main hub for the Salento District, but the city itself is unable to intercept the flows of tourists who seem to prefer other destinations. By aiming at cultural tourism, Brindisi could take its share of the transit tourists in the city. This goal can be achieved through a genuine tourist offer, based on the authentic features of the local community, such as the intangible heritage represented by the community of practice of the Sciabicoti that has always lived in the port area.

Second-generation Sciabicoti have recognized the potential of tourism and the possibility to overcome, at least in part, the decline of income from fishing. Beside their usual fishing activities, they have started offering some services such as a mini-cruise of the port or, alternatively, tourism fishing. However, today fishermen's efforts are unsuccessful because they are not well included into a much more integrated and organized tourist offer of the city.

Supporting the fishermen's desire to pursue the path of tourism, my research lead me to propose to the municipality of Brindisi to build a tourist offer aimed at enhancing its material and immaterial cultural heritage, which would allow the city to compete on the tourist destination market. According to an approach centred on the resource-based theory,⁶ Mauro Sciarelli believes that in order to emerge in a highly competitive market, it is necessary to highlight resources that are "valuable, rare and inimitable." Presently, the advantage of Brindisi over other destinations relies only on "valuable" resources such as the port and the airport, which only succeed in attracting transient tourists. These facilities are widely available in other destinations nearby and severely test the survival of the Brindisi hub.

6. Mauro Sciarelli, "Resource-based theory and market-driven management," *Sympfonya. Emerging Issues in Management*, 2008, no. 2, p. 73-86, at p. 78.

Endorsing cultural tourism, however, means highlighting those “rare and inimitable” resources that are the exclusive heritage of the city with its own historic and relational baggage. Today cultural tourism represents one of the few ever-growing economic sectors in Italy. Far from chasing a productive-mercantilist approach that inevitably leads to negative externalities such as commodification of culture, I am inclined to suggest a method of inclusive design that fully engages the local community. The Sciabicoti should not simply represent the object to be watched or photographed, but they rather are urged to interact with tourists in a continuous cultural exchange.

Although Brindisi cannot yet be considered a desirable destination, it can attract an important tourist flow, strictly transitory. Thanks to its historical strategic location and the destabilization of the southern Mediterranean countries, Brindisi is nowadays an attractive destination for route and cruise tourism. These two main and antithetical tourism trends emerge from a careful analysis of the Brindisi situation: cruise tourism, extremely fast and superficial, and route tourism, slower and more contemplative. Despite the abysmal difference among the characteristics of visitors, both serve as a basin for my proposal.

Taking a cultural tourism approach, the narration of the territory can be supported by information technologies that can fill the lack of concrete witnesses. Playing with augmented reality, the cruisers arriving in the port of Brindisi would be involved in a virtual journey along the Sciabiche area, where tourists can discover the neighbourhood prior to its demolition, using a tablet or other e-device. This route would be accompanied by a QR-Code itinerary, in order to walk the visitor on a virtual tour set in the early 1900s, guided by videos of fishermen. In a relatively short time, Brindisi would thus be able to convey its culture and traditions to hundreds of tourists, Italians and foreigners arriving in the port, currently being offered a limited range of tourist services.

This itinerary would be just an introduction, but the attentive visitor with more time available might prefer living an experience in the Fishermen’s Village. In line with the latest tourist trends, in fact, tourists are increasingly motivated to start a journey as they desire to experience another culture. The visitor, welcomed into the community of practice, would be encouraged to take part in the fishing activities while experiencing the village life. The tourist would not be a passive spectator but would take part in the daily activities—such as mending nets and

fishing—that take place in the community (figure 6.9). The purpose here is to offer a genuine experience based on mutual cultural exchange and not folkloristic pantomime for use and consumption by tourists.

This task would set different goals:

- recognizing identity, history, and culture, often neglected in the city of Brindisi;
- strengthening relations within the fishermen's community engaged in a new joint enterprise;
- creating new income opportunities for the community to overcome the crisis in the fishing sector;
- outlining a new offer of cultural services, which can properly intercept the transit flows.

Achieving the above objectives would be an opportunity to insert the Sciabicoti itinerary into a wider valorization offer of the Brindisi heritage, helping to turn the city from a simple hub into a true tourist destination. This operation would have positive impacts on the entire city of Brindisi, but more particularly the Sciabicoti would derive social and economic benefits from the arrival of tourists. The community would play an active part in planning the tourist offer, contributing to the redefinition of its identity, and taking on a new role in Brindisi society.

Once that process is launched, it will be up to the community of practice to interact with tourists. The Fishermen's Village could be analyzed according to Claudio Minca's⁷ systemic theory that conceives the territory as a system, a *theoretical container* in which a series of components, related to each other, are distinguished from the surrounding environment. This system is open to "external inputs" whose access is governed by the self-management dynamics of the system, which Minca calls "autoreferential mechanisms." This is essential to avoid a collapse of the system: external inputs can be accepted in the socio-territorial system to the extent that they do not change the internal balance, which would lead, otherwise, to the malfunctioning of this complex apparatus.

Within a constituted territorial system, in this case the Fishermen's Village, tourism is presented as an external input capable of substantial transformations and bearers of strong links with the external reality.

7. Claudio Minca, *Spazi Effimeri* [Ephemeral spaces], Padova, Cedam, 1996, at p. 32.

FIGURE 6.9

Fisherman mending net



Source: Lucia Cappiello, 2016.

As a result of this stimulus, the system will be susceptible to various reactions. It may happen that opening the community to tourism is so significant that it changes the interior layout or territorial relations, so that the system, once self-sufficient, could come to depend on that new external phenomenon. In such a case, it would be faced with the phenomenon of deterritorialization, with the consequent loss of integrity and local identities. If, on the other hand, the system manages tourism input while maintaining its self-referentiality, and regulating external relations, it could certainly support the entire system and even strengthen its autonomy.

In order to avoid deterritorialization and reterritorialization of spaces, the system must have some flexibility and effective rules governing external relations. If this occurs, it entails an economic, social, and cultural enrichment and, therefore, consolidates the system (strong territorial system). Nevertheless, the territorial system is destined to succumb if it does not allow the local actors themselves to initiate a participatory process aimed at regulating relations with the outside world. This occurs in tourist processes when, for example, a central government decides to make significant structural investments and reterritorializes space as if it were virgin soil. This was the case in Brindisi, for example, when the Port Authority decided to transform the dock in front of the Sciabiche in a touristic port, without considering the needs of the local community.

It is necessary that this proposed project, although suggested by an outsider, be accepted and shared genuinely by the community. Fishermen would be asked to interact with tourists day after day for long periods of time. If at first this new activity might be strange and exciting, it would be necessary to train and involve the village inhabitants in order to create the long-lasting phenomenon of mutual cultural exchange. Certainly, in this case a mass phenomenon is not involved, but in a context formed by a few families, it is conceivable that the sensation of invasion could be created when a large group of visitors quickly surpasses the carrying capacity of the village.

The *carrying capacity* refers to the number of visitors that a destination can endure without causing environmental, social, cultural, and economic degradation to the present and future generations, in accordance with the principles of sustainable tourism. Exceeding that capacity

would not only undermine the needs of the local community but would also undoubtedly have a negative impact on visitors, resulting in the decline of the destination.

It is crucial to respect the spaces dedicated to community, which means that the presence of visitors should not interfere negatively with the tasks of the fishermen, who may not wish to be involved in tourist activities. Creating overcrowding conditions would mean the reciprocal rejection of both groups, tourists and fishermen.



Preserving the practice through tourism

When addressing the negative externalities that could result from the presence of tourists in the Fishermen's Village, the potential positive outcomes should also be taken into account. For instance, a new occupation for returning fishermen could be a direct consequence of the increased tourist flows. New economic activities linked to the fishing sector could be implemented: fishing tourism, traditional cuisine, or experience of life at the Fishermen's Village. In this way, fishermen's grandchildren and children would be the breaking point from the community of practice known by their predecessors, but, in the meantime, they would guarantee the community's continuity and therefore its survival. The revitalization of the community could take place through a new tourist offer, which requires different operators who would participate in the practice in a tangential way, as a first step, but would progressively become an integral part of the community of practice. The generational encounter between the newcomers and elderly members would then be possible.

As a result of this project, the very role of the community within the social fabric of Brindisi would change, highlighting the shortcomings and needs of the Village. Fishermen, for example, would have more contractual power in soliciting public administration, as well as in setting up economic measures to renovate and restructure their houses.

Meeting today's community of fishermen would be the key part of the itinerary, along with the multimedia stories, and it would complete the experiential journey of the tourist. The community would invite tourists to take part in the daily life of the village. Keeping their roots within the

community, the fishermen would involve travellers in their daily operations. Tourists would thus become temporary assistants who contribute to these activities, and not passive spectators of a folkloric pantomime. In addition, travellers would have the opportunity to enter the world of symbols, signs, actions, concepts that constitute the shared heritage of the community of practice. They would share the joint enterprise with fishermen and would show their mutual commitment. Such meetings between the community of practice and travellers could create *border practices* in which there is a reciprocal exchange between the Sciabicoti and the outside world, contributing to the diffusion of knowledge about the community's intangible heritage.



Conclusion

The community of Sciabicoti has survived the displacement from its urban context, the demolition of its neighbourhood, the downsizing of the number of people working in the fishing industry who, thereafter, have been employed in the chemical companies established in Brindisi in the 1960s. The extraordinary resilience of that social group is a direct consequence of fishermen's adaptation to new historical, social, and economic conditions. Through centuries, a great immaterial heritage has been transmitted to future generations.

Nowadays the community has lost its central role, both in relation to the urban fabric and the social context of the city. The weak economic returns undermine the survival of local cabotage fishing. The impossibility for the new generations to obtain the appropriate licences, without necessarily having to purchase them, creates a caesura in the transmission of practices. Nevertheless, the Sciabicoti strive to maintain their presence in the city of Brindisi.

Some of the youngest members of the community see tourism as an opportunity to create new forms of income that could supplement their salary. For the Sciabicoti, combining different activities with fishing tasks could be a successful endeavour for the economic survival of the remaining fishing operators, and it could revitalize the Fishermen's Village.

This study could thus represent a first step in tourism planning; it originates from an in-depth analysis of the current state of the destination, an essential step to implement an adequate tourist offer. The identification of specific targets to be addressed could help the city administration to conceive targeted initiatives that can more effectively reach and interest the diverse types of tourists who transit in the city.

The ultimate goal would be to allow the Sciabicoti to preserve their connection with the sea, ensuring the survival of their immaterial heritage. This activity would be beneficial to the inhabitants of the village as it could strengthen their sense of community around a new joint enterprise while continuously enabling the transmission of practices.

PARTIE
PART

4

LES COMMUNAUTÉS PATRIMONIALES DANS L'ENVIRONNEMENT URBAIN

**HERITAGE
COMMUNITIES
IN THE URBAN
ENVIRONMENT**



7

HÔTEL DU NORD
La genèse
et le développement
d'une communauté
patrimoniale inscrite
sur l'horizon d'une
transformation sociale

Yannick Hascoët

Résumé

Cet article procède d'une double position, dedans/dehors, vis-à-vis d'une coopérative d'habitants : « Hôtel du Nord ». Ce nom désigne depuis 2010 une organisation issue de communautés patrimoniales et dont les racines remontent au milieu des années 1990, lorsqu'une historienne est nommée « conservatrice du patrimoine » dans les quartiers nord de Marseille (Bouches-du-Rhône, France). Dans ce nord de la ville cumulant les handicaps économiques et sociaux, le collectif d'habitants développe depuis une multitude d'activités, dont une offre de balades patrimoniales au centre des propositions. L'article expose la genèse et le développement d'Hôtel du Nord, livre des éléments de la sociologie des membres de la coopérative, puis montre que le terrain patrimonial est ici d'abord investi dans le but de faire connaître et reconnaître un territoire profondément maltraité dans les représentations sociales. À ce titre bien souvent, l'argument patrimonial initial apparaît tuilé, voire dépassé par la perspective critique. Les balades en particulier, mêlant intérêt culturel et exploration de processus sociohistoriques et politiques, renseignent sur les liens observés dans l'article entre interprétation du patrimoine et mobilisation *in situ* de savoirs sociaux critiques.

En France, l'évolution du patrimoine, de son administration (1830, premier poste d'inspecteur des monuments historiques) et de son encadrement juridique (1887, Loi sur les monuments historiques) est une longue histoire dont la pose de la première pierre remonte à 1790 lorsque, face à la destruction des biens de l'aristocratie et de l'Église, est créée la Commission des monuments chargée de recenser et de protéger les figures du monde préévolutionnaire. Au cours du XX^e siècle, dans ce vieux pays comme dans d'autres sociétés occidentales, chacun sous l'effet d'évolutions culturelles communes et d'autres spécifiques, s'est opéré une spectaculaire extension de la notion de « patrimoine ». L'extension est de trois ordres: typologique (du château à l'usine), chronologique (des antiquités au patrimoine du XX^e siècle) et spatiale (de la croix de pierre aux paysages)¹. Cet emballage de la « fabrique du patrimoine² » conduit donc depuis à la reconnaissance de nouveaux patrimoines ainsi qu'à l'émergence et l'affirmation de nouveaux acteurs dans le champ. De ce point de vue, les décennies 1980 et 1990 constituent une accélération: le patrimoine devient une notion grand public (1980, « Année du patrimoine » en France; 1991, création des Journées européennes du patrimoine [JEP]) et le lieu d'investissements internationaux et locaux dans un contexte de mondialisation et de décentralisation (création des directions régionales des affaires culturelles) mobilisant tant l'UNESCO que la société civile locale. De surcroît, c'est à la même époque que la notion de « patrimoine immatériel » monte en puissance (1980, création de la Mission du patrimoine ethnologique).

C'est dans ce terreau national ici labouré à grands traits que surgissent dans les années 2000 des communautés patrimoniales, soit « un groupe de personnes qui évaluent des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'ils souhaitent, dans le cadre de l'action publique, maintenir et transmettre aux générations futures³ ». C'est précisément à Marseille

-
1. Éric Guy Di Méo, « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », *Espaces et sociétés*, 1995, n° 78, p. 16-33; Maria Gravari-Barbas, « Le “sang” et le “sol”: le patrimoine, facteur d'appartenance à un territoire urbain », *Géographie et culture*, 1996, n° 20, p. 55-68; Vincent Veschambre, « De la croix de pierre au paysage », dans Jean-Marc Fournier et Benoît Raoulx (dir.), *Environnement, aménagement, société en Basse-Normandie*, MRSN (Maison de la recherche en sciences humaines) de Caen, coll. « Documents », n° 6, 1998, p. 55-76.
 2. Nathalie Heinich, *La fabrique du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012.
 3. Conseil de l'Europe, *Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société* (Convention de Faro), 2005, p. 2, <<https://rm.coe.int/1680083748>>, consulté le 30 juillet 2019.

(Bouches-du-Rhône), dans le sud-est de la France, que l'initiative trouve un substrat fertile. Dans les quartiers nord de Marseille, qui cumulent de prégnantes problématiques socioéconomiques (pauvreté, relégation, etc.) et une imagerie négative associée à la «crise des banlieues⁴», des communautés patrimoniales sont à l'origine de la constitution d'une coopérative d'habitants: Hôtel du Nord.

Après avoir réfléchi à la question de la qualification touristique des mises en œuvre (balades, chambres d'hôtes) d'Hôtel du Nord⁵, nous explorons ici l'hypothèse suivant laquelle dans ce territoire ouvrier paupérisé, la question sociale irrigue la question patrimoniale, même la surpasse. Dans quelle mesure peut-on penser que l'argument patrimonial initial est tuilé, voire dépassé par une perspective critique inscrite sur l'horizon d'une transformation sociale? Nous cherchons à répondre à cette question en nous appuyant sur des matériaux accumulés depuis 2012 dans le cadre de notre recherche doctorale en études urbaines et touristiques⁶ (thèse soutenue en 2016). Nous poursuivons depuis lors l'investigation de ce terrain. Cette recherche a bénéficié d'une bourse de l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) (Université de Lyon, France) et a été préparée au sein de la composante de Recherches interdisciplinaires sur la ville, l'espace et la société (RIVES) de l'Unité mixte de recherches Environnement, Ville, Société (EVS). Depuis, nous étudions toujours le terrain marseillais, notre laboratoire de premier plan, selon un protocole qualitatif articulant entretiens semi-directifs, parfois réalisés en situation de marche lors de balades urbaines, et inspirés de «parcours commentés⁷» et d'observations participantes. Nous sommes effectivement sociétaire d'Hôtel du Nord.

4. Cyprien Avenel, *Sociologie des quartiers sensibles*, Paris, Colin, 2005; Jérôme Berthaut, *La banlieue du «20 heures». Ethnographie d'un lieu commun de la production journalistique*, Marseille, Agone, 2013.

5. Yannick Hascoët et Isabelle Lefort, «Au détour des barres et des tours. Les quartiers nord de Marseille, de zone à zone touristique?», *Téoros*, 2015, vol. 34, nos 1-2, <<http://journals.openedition.org/teoros/2768>>, consulté le 30 juillet 2019; Yannick Hascoët, «Tourism of limits and tourist limits in the northern districts of Marseille», *International Journal of Tourism Cities* [à paraître en 2019].

6. Yannick Hascoët, *Vers une modification de l'image de la cité d'habitat social? Lisières métropolitaines et détours «récréa(r)listes»*, Marseille, Paris, Montréal, thèse de doctorat en géographie, urbanisme, aménagement, Université de Lyon, Lyon, 2016.

7. Michèle Grosjean et Jean-Paul Thibaud, «La méthode des parcours commentés», dans Michèle Grosjean et Jean-Paul Thibaud (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèses, 2001, p. 77-99.

Nous présenterons d'abord ici les quartiers nord de Marseille, retracerons la genèse et le développement d'Hôtel du Nord et livrerons des caractéristiques sociologiques sur ses membres. Ensuite, nous discuterons l'hypothèse de départ en marquant un arrêt particulier sur les balades patrimoniales offertes par Hôtel du Nord, dont nous supposons qu'elles ne sont pas «que» patrimoniales. Nous terminerons par une remontée en généralité vers les usages des savoirs sociaux dans le cadre de nouvelles éductions et transmissions patrimoniales et touristiques.

De «communautés patrimoniales» à Hôtel du Nord

Hôtel du Nord plonge ses racines dans les années 1990 et doit beaucoup au volontarisme pionnier d'une historienne, alors nommée «Conservateur du Patrimoine», dans ce territoire qui constitue un angle mort des circuits touristiques et patrimoniaux institués. De fait, 8 000 hectares et environ 250 000 habitants sont invisibilisés, exception faite de L'Estaque, un village de pêcheurs patrimonialisé parce qu'il a été un site privilégié par de célèbres peintres fauvistes et cubistes (Cézanne, Braque, Renoir, Dufy, etc.). Pour le reste, les quartiers nord de Marseille constituent le négatif de la mise en tourisme dominante, et pour cause.

Les quartiers nord de Marseille, symptomatiques de la «crise des banlieues»

Les 13^e, 14^e, 15^e et 16^e arrondissements de Marseille sont les quartiers nord: ils sont donc partie intégrante de la ville sur le plan administratif. Mais le nord est régulièrement décrit en termes de distances avec le sud, si bien que l'on parle communément, à son égard, d'une banlieue dans la ville. C'est en effet le foyer de la pauvreté, tandis que le sud, bien que contenant des poches de grande pauvreté, est globalement plus privilégié⁸. Si les habitants du centre-ville se rapprochent de la sociologie de peuplement des quartiers nord puisque la cité phocéenne⁹ présente un

8. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Vers une croissance plus inclusive de la métropole Aix-Marseille*, rapport réalisé dans le cadre de la réunion ministérielle du Comité des politiques de développement territorial de l'OCDE (tenue à Marseille les 5 et 6 décembre 2013), 2014.

9. On appelle Marseille la «cité phocéenne» en référence aux Grecs en provenance de Phocée, en Asie mineure, qui fondèrent la ville en 600 av. J.-C.

centre populaire (une configuration peu courante aux échelles nationale et européenne), ce sont les quartiers nord, un ancien bastion communiste, qui captent l'essentiel des crispations politico-médiatiques. Entre nœuds autoroutiers, voies de chemin de fer et industries plus ou moins actives, le territoire présente de vastes cités d'habitat social (la Castellane, la Solidarité, Bassens, etc.) sorties de terre dans les décennies 1950, 1960 et 1970 afin de reloger les habitants d'un centre-ville détruit par la guerre de 1939-1945, puis les rapatriés d'Algérie (1962, indépendance de l'Algérie), et une population immigrée pauvre en provenance des anciennes colonies de l'Afrique du Nord et subsaharienne (illustrations 7.1 et 7.2). D'autres grands ensembles, à l'architecture du même type mais sans relever du parc social, comme Kallisté dans le 15^e arrondissement, copropriété extrêmement dégradée, témoignent d'une situation sociale alarmante. Dès les années 1970-1980 et l'installation durable

ILLUSTRATION 7.1

Vue des quartiers nord de Marseille



Prise de la cité du Plan d'Aou, objet d'un vaste programme de rénovation urbaine, cette photographie met au centre la cité d'habitat social sans doute la plus célèbre de Marseille, la Castellane. Quartier paupérisé d'enfance du footballeur international Zinédine Zidane, la cité bâtie en 1971 compte 7 000 habitants et cristallise l'imaginaire négatif des quartiers nord de Marseille. À cette extrémité de la ville, le massif de la Nerthe enserrant L'Estaque plonge dans la Méditerranée. Ici, l'urgence économique et sociale s'incarne dans des blocs de HLM situés entre mer et collines.

Source : Yannick Hascoët, 2016.

de la crise industrielo-portuaire, la classe moyenne déserte les quartiers nord. Ne vont s'y concentrer, alors, que les populations les plus fragiles, même si la situation sociodémographique des anciens villages ouvriers (Saint-André, Saint-Louis, etc.) liés à l'exploitation des carrières d'argile et des usines de tuiles et au développement portuaire, au XIX^e siècle, n'est pas égale à celle des cités (illustrations 7.3 et 7.4). Un morceau de tissu pavillonnaire flambant neuf ou les anciennes bastides provençales et bourgeoises nichées dans ce qui constituait, jusqu'à l'apparition des cités, la campagne de Marseille, ne permettent pas de contrebalancer une approche du territoire en termes de marginalisation socioéconomique et de relégation urbaine¹⁰.

ILLUSTRATION 7.2

Deux bâtiments de la cité de la Bricarde



Photographiés à partir d'un terrain à l'entrée de la cité, en partie calciné et jonché de tuiles sans doute héritées des tuileries longtemps emblématiques du territoire, ces deux bâtiments illustrent l'urbanisme moderne d'une autre des cités du nord de Marseille, régulièrement à la une médiatique pour des problématiques économico-sociales, dont le trafic de drogues.

Source: Yannick Hascoët, 2016.

10. Michel Peraldi, *Sociologie de Marseille*, Paris, La Découverte, 2015.

ILLUSTRATION 7.3

Cheminée industrielle des quartiers nord



Le ciel des quartiers nord est encore peuplé de cheminées d'industries plus ou moins branlantes, témoins rescapés d'une grande aventure industrielle. Ici à Le Canet, dans le 14^e arrondissement.

Source : Yannick Hascoët, 2016.

ILLUSTRATION 7.4

Noyau villageois ouvrier de Saint-Louis



Le caractère bucolique de cette scène tranche avec les images généralement en circulation autour des quartiers nord de Marseille, perçus au prisme du seul habitat social en hauteur. Le village de Saint-Louis (15^e arrondissement) tire son nom de la société Saint-Louis Sucré (1866), qui dispose encore d'une raffinerie sur place. Cet exemple parmi une multitude d'autres de villages du même type dispersés dans les quartiers nord rend compte de cette portion de la ville avant l'apparition des cités.

Source : Yannick Hascoët, 2016.

La genèse et le développement, à gauche, d'Hôtel du Nord

Dans les quartiers nord, en 1995, une «mission expérimentale européenne de patrimoine intégrée» est lancée en vue d'accompagner la transformation urbaine de la zone arrière-portuaire de Marseille, soit les 15^e et 16^e arrondissements en premier lieu. Cette expérimentation s'incarne par la création d'un poste de conservateur du patrimoine dans ces quartiers. À ce poste durant quinze ans, une historienne, à l'avant-garde et postulant que le patrimoine est l'affaire de toutes et tous, fédère des associations, des entreprises et des habitants du territoire. Dans une démarche participative et coconstruite, ils recensent, étiquettent et interprètent le corpus naissant. Ce travail est ponctuellement valorisé dans des balades patrimoniales programmées lors des JEP. Dix ans après l'initiative expérimentale, l'essai marseillais participera, avec

d'autres à l'échelle européenne, de l'adoption par le Conseil de Faro d'une Convention-cadre sur la valeur du patrimoine culturel pour la société. Les «communautés patrimoniales» en sont depuis les fers de lance. À Marseille, adossées à la mission expérimentale, ces communautés vont trouver un relais privilégié au sein de la mairie de secteur (Parti socialiste – PS) des 15^e et 16^e arrondissements. Les communautés et cette mairie vont lancer la Commission du patrimoine dans l'objectif de conduire une politique patrimoniale locale en phase avec les principes de la Convention de Faro. En 2009, la mairesse du secteur ira plus loin en signant – symboliquement¹¹ – son adhésion à la Convention de Faro sous les applaudissements de la Commission du patrimoine et de membres du Conseil de l'Europe (illustration 7.5). Fin 2010 marque une étape bien moins réjouissante pour ces acteurs: la mission expérimentale s'achevant, le poste de conservateur n'est plus financé. La Commission du patrimoine assure le relais. Très tôt néanmoins, les énergies trouvent un nouveau cadre au sein duquel se déployer: Hôtel du Nord, dont le premier acte est l'offre d'un séjour sur le thème «Eaux et jardins» lors des JEP 2010. Dix-sept participants sont alors hébergés en bastide, maisonnette ou appartement par l'intermédiaire d'une entreprise de tourisme participatif.

Cette phase exploratoire bénéficie d'un certain écho médiatique, bien souvent sur le mode sensationnel du tourisme dans les lieux malfamés de la ville... D'autres lectures sont néanmoins promues. Ainsi *La Marseillaise*, journal communiste local, publie un supplément spécial sur Hôtel du Nord. Peut-être que la sympathie témoignée par ce journal n'est pas étrangère à l'engagement communiste de l'historienne à l'impulsion d'Hôtel du Nord... Dans ses pages, Hôtel du Nord y est qualifié dans les termes suivants: «un projet simple, concret et risqué, révolutionnaire, qui bouscule les règlements en vigueur autant que les idées reçues et qui mobilise de belles énergies¹²». La référence au bouleversement des règlements renvoie à une ambition forte d'Hôtel du Nord: que l'offre d'une balade patrimoniale et d'une chambre d'hôtes par les habitants des cités d'habitat social puisse leur apporter un complément de revenus. Hôtel du Nord avait cherché à faire évoluer la législation qui interdit la

.....
11. Seuls les États peuvent officiellement ratifier le texte (à ce jour non ratifié par l'État français).

12. *La Marseillaise*, «L'Hôtel du Nord, une aventure à suivre», supplément gratuit et rétrospective des publications depuis 2007, 17 septembre 2011.

ILLUSTRATION 7.5

Historienne à l'origine d'Hôtel du Nord



Réuni autour de l'historienne le temps d'une balade patrimoniale qu'elle anime, le groupe pratique avec cette marche une sorte de classe verte : le milieu traversé est observé, interprété, discuté. L'exercice est ici effectué à partir de la reproduction d'un document historique.

Source : Hôtel du Nord, vers 2014-2015.

location dans un logement social¹³. En tout état de cause, la perspective de Marseille comme capitale européenne de la culture en 2013 stimule la patrimonialisation des quartiers nord : la Société ouvrière de production (SCOP) Hôtel du Nord est inaugurée en 2011. Bien que l'élection

13. Le fort développement d'Airbnb (plateforme communautaire de location et de réservation de logements de particuliers) depuis a rendu moins persistant ce combat (toutefois non abandonné), qui s'est déplacé vers l'ambitieux projet d'une plateforme numérique collaborative et solidaire susceptible de concurrencer à terme le géant américain.

de Marseille au titre de capitale de la culture déstabilise les sociétaires pour qui, dans leur majorité, ni le tourisme ni le patrimoine ne sont une finalité en soi, Hôtel du Nord va à partir de cette date affirmer deux directions. La première est l'élaboration d'un catalogue de balades patrimoniales organisées autour du triptyque mémoires ouvrières, mémoires des migrations, histoire du logement populaire. La seconde est la structuration d'une offre de chambres d'hôtes dans ces quartiers boudés par l'économie hôtelière. Depuis, près de cinquante sociétaires, dont une forte majorité d'habitants¹⁴, animent un réseau d'environ cinquante chambres d'hôtes et autant de balades.

Au nord de la capitale phocéenne, là où les barres HLM côtoient les vieilles bastides, se cachent des trésors d'histoire et de culture que leurs habitants redécouvrent et nous invitent à redécouvrir. Depuis plusieurs années, ils fouillent, cherchent, et interrogent un patrimoine foisonnant et souvent méconnu.

Hôtel du Nord invente, à Marseille et proches alentours, des situations à vivre pour rencontrer cette hospitalité en mouvement, en proposant, chez l'habitant, de séjourner en chambres d'hôtes ou de passer des vacances dans des gîtes urbains ou villageois, et de participer ainsi à un séjour solidaire, en permettant de se balader autrement, en suggérant de consommer les produits locaux ou encore de découvrir des textes, des images et des sons, issus de la recherche passionnée menée par les habitants sur ces quartiers¹⁵.

Des sociétaires autoqualifiés de « bobos »

Nombre de sociétaires reconnaissent d'emblée, en entrevue, le « privilège » de leur condition, en s'autoqualifiant de « bobos », eux qui occupent des positions socioéconomiques divergentes dans des quartiers très nettement dominés par la précarité (illustration 7.6). D'ailleurs, des habitants des cités d'habitat social peuvent leur en faire la critique avec bienveillance et taquinerie (nous l'avons observé), peut-être plus de rudesse parfois. « *Les gens des cités HLM nous disent: vous êtes des bobos Hôtel du Nord! On le sait... On est des bobos.* » (Entretien avec une sociétaire artiste plasticienne rencontrée régulièrement depuis 2013)

14. Un tiers des sociétaires est constitué de personnes morales (entreprises et associations) et une poignée d'entre eux sont sociétaires sans être nécessairement habitants ou acteurs de terrain (c'est notre cas).

15. Les oiseaux de passages, « Hôtel du Nord, coopérative d'habitants », 21 juillet 2015, <http://blog.lesoiseauxdepassage.coop/fr_fr/hotel-du-nord-fabrique-dhistoires/#more-2415>, consulté le 30 juillet 2019.

ILLUSTRATION 7.6

Extérieur de la maison d'une sociétaire d'Hôtel du Nord



Habitante du noyau villageois de Mourepiane (16^e arrondissement), cette sociétaire (intermittente du spectacle audiovisuel) joue un rôle central dans la coopérative. L'impression de bohème dégagée par la scène illustre bien la créativité et le rapport à l'authentique manifestés par bon nombre de sociétaires.

Source : Yannick Hascoët, 2017.

Plus précisément, qui sont-ils ? Bien sûr, des habitants qui adhèrent à la Convention de Faro, rappelant bien volontiers trois de ses principes : le droit au patrimoine, la gouvernance démocratique et la gestion durable des ressources. Le cercle des plus actifs est anciennement engagé en faveur d'Hôtel du Nord. Il fonctionne comme un réseau d'interconnaissances serré : les rituels apéritifs entre voisins scellent ainsi convivialité et avancées du collectif dont les membres habitent pour l'essentiel dans des maisons réhabilitées et des bastides (une seule sociétaire régulièrement active est résidente d'une cité d'habitat social). En termes de catégories socioprofessionnelles, ils sont enseignants, universitaires, artistes, acteurs du monde de la culture... Bref, ils sont plutôt bien pourvus en capitaux économiques et très bien dotés en capitaux scolaires et culturels¹⁶. À la marge du cercle moteur, des allers-retours sont observés entre nouveaux entrants et partants, au gré de circonstances

16. Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

individuelles et rarement sur fond de sérieux désaccord. Car ces habitants partagent très généralement des valeurs politiquement situées qui les rassemblent: antiracisme, vivre-ensemble, féminisme, écologie, égalité sociale... «*Nous sommes animés par des valeurs comme l'égalité, la démocratie participative, l'antiracisme, la dénonciation des injustices...*» (Entretien avec un sociétaire enseignant aux Beaux-Arts rencontré régulièrement depuis 2013)

Toutefois, Hôtel du Nord ne se revendique pas comme étant «de gauche». C'est bien à un titre individuel que de nombreux sociétaires ont un engagement politique, associatif ou syndical marqué à gauche. Pour eux, Hôtel du Nord et la question patrimoniale apparaissent comme une extension du domaine de la lutte, c'est-à-dire un terrain d'action dans le prolongement de leurs terrains militants initiaux. D'ailleurs, ces engagements initiaux et parallèles fonctionnent éventuellement comme des sas vers une socialisation au sein de la coopérative. Dans ces cas-là, Hôtel du Nord recycle les compétences militantes acquises par les uns et les autres. Ainsi, until a développé une capacité d'animation collective dans son syndicat, il sait donc comment animer les temps collectifs à Hôtel du Nord. Une autre, ayant acquis une expertise environnementale dans une association écologiste, dispose d'une position privilégiée pour traiter de la question du patrimonial naturel local. Un autre encore a lutté avec les habitants d'un HLM autour d'un projet de jardin partagé ou contre la rénovation urbaine, il dispose donc maintenant de relais dans le quartier pour monter une balade dédiée à sa découverte. Bref, les capitaux militants sont utilement réemployés au service du collectif. Il apparaît bien que les valeurs en jeu, les profils sociodémographiques et les trajectoires militantes conduisent à une hybridation constante, dans ce milieu, entre la question patrimoniale et la question sociale.

Du patrimoine aux transformations sociales

Pour Hôtel du Nord, le changement social se joue à plusieurs niveaux et selon une mobilisation et un amalgame de registres d'action intégrant patrimoine, tourisme, artisanat, création artistique, lien social et solidarité. La coopérative se pose en actrice du quotidien et développe à cet égard des initiatives ancrées multiples et articulées sur des attentes d'ordre social et politique (autre ville, autre vie).

Ces initiatives, par les «transformations interstitielles» qu'elles convoquent, rappellent ainsi ce qu'Erik Olin Wright qualifie d'*utopies réelles*¹⁷.

Au-delà du patrimoine ?

Une myriade d'initiatives témoignent de la variété des champs d'intervention de la coopérative Hôtel du Nord qui n'est plus seulement patrimoniale. Actuellement par exemple, associé à des collectifs d'artistes, Hôtel du Nord développe un projet participatif autour de l'appropriation collective d'un vaste espace en friche au cœur des quartiers nord de Marseille. Au cours d'ateliers *in situ*, de balades exploratoires et d'événements festifs, les initiateurs coconstruisent, notamment avec les habitants des cités d'habitat social environnantes, un espace de rencontres, de jeux, d'apprentissages et d'expressions artistiques. Dans «ce parc métropolitain d'un nouveau genre», le patrimoine n'est que l'une des facettes d'un projet protéiforme où l'enjeu du lien social tient le haut du pavé. Ils «élaborent ce que pourrait être un parc métropolitain d'un nouveau genre, à la fois lieu de vie, de mémoire, de pratiques culturelles et sportives, et d'activités pédagogiques et productives comme l'agriculture urbaine et la céramique¹⁸».

En parallèle, en lien avec le personnel d'un grand centre hospitalier situé dans les quartiers nord et dans l'objectif d'améliorer l'accueil et l'hospitalité de cet équipement public¹⁹, la coopérative a développé trois actions. D'abord, une offre de chambres d'hôtes spécialement destinée aux familles et aux accompagnants de malades. Ensuite, des balades coconstruites avec le personnel pour favoriser la rencontre et découvrir le patrimoine aux alentours du quartier de l'hôpital sont maintenant ouvertes au public. Enfin, Hôtel du Nord a organisé un «Petit marché» qui deux fois par mois rassemble, sur le parvis de l'hôpital, producteurs, artisans, associations et commerçants locaux. Cette vitrine montre donc les ressources locales et patrimoniales et participe de la dynamisation d'un tissu commercial en déshérence. La coopérative favorise encore,

.....
17. Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017.

18. Site Internet d'Hôtel du Nord, n. p., <<http://hoteldunord.coop/actuellement/foresta/>>, consulté le 30 juillet 2019.

19. Site Internet d'Hôtel du Nord, n. p., <<https://www.hoteldunord.coop/hospitalites-en-hopital-nord/>>, consulté le 26 août 2019.

dans ses chambres d'hôtes, l'accueil de travailleurs en déplacement et envisage cet axe d'intervention comme l'expression d'une solidarité avec le monde du travail. Au sein de ces chambres, autre exemple éclairant l'hybridation des enjeux patrimoniaux et sociaux avec force, sont mis en vente des produits patrimoniaux célèbres, par exemple le savon de Marseille²⁰. Mais on y trouve également, au milieu des miels des quartiers nord²¹ ou d'un «authentique» couteau artisanal, du thé à la saveur militante. Ce thé est en effet le produit d'une usine des environs de Marseille, longtemps menacée de délocalisation en Pologne et reprise en autogestion au terme d'une longue lutte des salariés. Il s'appelle d'ailleurs «1336», en référence au nombre de jours d'occupation de l'usine.

L'exposé de ces initiatives à la croisée des problématiques patrimoniales et sociales, les confondant, suggère peut-être finalement moins un dépassement du patrimoine que sa pleine appropriation dans le cadre de la large possibilité de l'entendre émise par la Convention de Faro. Puisque tout est patrimoine et que tout est politique, Hôtel du Nord entend bien accompagner des dynamiques locales à partir de son approche qu'elle qualifie généralement d'«active» du patrimoine. De ce point de vue patrimonial, les balades mises en œuvre sont très révélatrices.

Des balades patrimoniales aux balades sociologiques ?

À Hôtel du Nord, le catalogue des balades des sociétaires est d'une grande hétérogénéité en termes de lieux parcourus, d'objets répertoriés et de paysages abordés, les quartiers nord constituant une étonnante mosaïque. Mais cela tient aussi à la diversité des points de vue des sociétaires qui construisent des balades singulières parce qu'elles sont à l'image de leur quartier et de leurs préoccupations propres : par exemple, le syndicaliste portera un intérêt particulier aux mémoires de l'industrie. Expressions d'une grande subjectivité (les balades sont plus ou moins calibrées, les temps de parcours et les itinéraires fluctuent plutôt au gré des circonstances de la visite), les balades développées s'étendent de surcroît désormais au-delà des arrondissements du nord de la ville, bien que cette région demeure le centre de gravité de la coopérative. Généralement thématisé autour des migrations, de l'industrie et de l'habitat

.....
20. Les trois dernières savonneries sont situées dans les quartiers nord et deux d'entre elles sont sociétaires d'Hôtel du Nord.

21. Un couple de sociétaires habitant Verduron (15^e arrondissement) sont des apiculteurs.

populaire (mais sans exclure pour autant des objets patrimoniaux davantage consacrés, par exemple l'héritage des peintres cubistes et fauvistes), le catalogue s'est enrichi, dès 2013, d'une offre spécialement dédiée à la découverte des cités d'habitat social : Terroirs des Cités (illustration 7.7).

«Terroirs des Cités» car la terre des grands ensembles a aussi son histoire, souvent passionnante, sédimentée dans la diversité des parcours humains et des actes urbains qui composent la ville. Des habitants qui vivent là vous invitent à écouter et partager des espaces, des paysages, des trajectoires de vie et de langue, des histoires d'exil, en un mot, leur patrimoine²².

ILLUSTRATION 7.7

Découverte d'une cité d'habitat social avec Terroirs des Cités



Sous le regard bienveillant de l'historienne à l'origine d'Hôtel du Nord (en retrait à gauche sur la photographie), un petit groupe guidé par une habitante anciennement installée au Castellas (15^e arrondissement) s'intéresse ici à la morphologie de l'ensemble HLM où elle habite.

Source : Yannick Hascoët, 2013.

22. Site d'Hôtel du Nord, n. p., <<https://www.hoteldunord.coop/balade-patrimoniale-automnale-4-la-balade-de-christiane-a-la-visitation-samedi-3009/>>, consulté le 29 août 2019.

Cette offre, en réalité difficile à mettre en œuvre de façon régulière tant il est difficile pour Hôtel du Nord de s'associer le concours d'habitants de ces ensembles sociaux désireux de jouer les guides, condense le volontarisme social et politique appuyé de la coopérative. En cœur de cité, qu'elle soit au centre de la balade comme avec Terroirs des Cités ou abordée sans être pour autant centrale, les parcours d'Hôtel du Nord prennent généralement une nette coloration sociologique. Si immigration, travail et logement peuvent effectivement être constitués en patrimoines à découvrir, ces thèmes sont pour le moins sociologiques. Ainsi, une forme d'état d'esprit sociologique est manifeste chez cette habitante d'une maison dont la vue donne sur une cité HLM, particulièrement active dans la découverte de ces quartiers. Elle explique, songeuse :

Il y a toute une garde jeunes gens qui «dealent», qui ont fait des cités leur territoire, eux qui n'ont plus de territoire dans leur bled et ici... Ils ne le connaissent pas [le bled], ni la langue d'origine. Ils ont été ghettoisés par l'absence de transport en commun, le discours, la scolarisation qui devient de plus en plus ghettoisée... (Entretien avec une sociétaire artiste plasticienne rencontrée régulièrement depuis 2013)

On constate dans cet extrait que les thèmes évoqués sont au plus haut point sociologiques et au cœur de travaux depuis plusieurs décennies : déviance sociale chez les jeunes désœuvrés de quartiers populaires²³, traumatismes migratoires²⁴, inégalité d'accès aux ressources urbaines²⁵, construction sociale du problème des banlieues²⁶ et inégalités scolaires²⁷ sont dénoncés au prisme de la *ghettoïsation*. Ce mot-valise, au demeurant discuté dans la littérature scientifique²⁸, structure des parcours mobilisant donc, alternativement, histoire (histoire du logement social, passé bastidaire des quartiers nord, etc.) et sociologie. Il s'agit bien, dans ces balades patrimoniales qui sont aussi sociologisantes, voire sociologiques, d'atteindre un double objectif. L'enjeu patrimonial consistant

.....
23. François Dubet, *La galère: jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

24. Andrea Rea et Maryse Tripier, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008.

25. Monique Pinçon-Charlot, Edmond Préteceille et Paul Rendu, *Ségrégation urbaine*, Paris, Anthropos, 1986.

26. Gérard Baudin et Philippe Genestier, *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, Paris, La Documentation française, 2002.

27. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers*, Paris, Minuit, [1964] 1994.

28. Loïc Wacquant, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État. Une sociologie comparée de la marginalité sociale*, Paris, La Découverte, 2007.

à reconnaître les héritages populaires se combine en effet à l'enjeu politique, c'est-à-dire connaître les quartiers populaires et leurs problématiques sociales. La balade, par le dévoilement qu'elle suppose et parce qu'elle discute bien souvent de l'injustice, permet autant l'interprétation du patrimoine en présence qu'une lecture sociologique de la situation urbaine qui est objectivée le temps d'une marche. Ensemble, sociétaires et participants aux balades (les uns et les autres étant susceptibles de se confondre) s'expliquent en effet les quartiers traversés et déconstruisent le thème politico-médiaque de la «crise des banlieues». À ce titre, ces balades sont l'occasion de mettre en œuvre deux principes sociologiques fondateurs : expliquer le social par le social et rompre avec les préjugés²⁹.

Quand j'anime une balade, c'est le social, le social et encore le social. Réinsérer les cités HLM dans un continuum historique, c'est pour éviter les idées reçues. Il faut expliquer, dire pourquoi les gens des cités sont dans ces conditions. (Entretien avec l'historienne à l'initiative d'Hôtel du Nord, rencontrée en 2014)

Pour les médias, les quartiers nord, c'est les kalachnikovs ! Nous on a envie de dire : ce n'est pas que ça. (Entretien avec un sociétaire enseignant aux Beaux-Arts, rencontré régulièrement depuis 2013)

Le problème, dans ces quartiers, ce n'est pas la forme urbaine. On démolit, on démolit, comme s'il suffisait de mettre des petites maisons à la place. Après on manque de logements sociaux, comme si le grand ensemble était criminogène. Non, le problème c'est que dans ces quartiers, y'a pas de boulot ! (Entretien avec un sociétaire retraité de l'inspection du travail animant une balade à travers la cité La Viste, rencontré en 2014)

Cette mobilisation de la balade au service de la sociologie (et inversement) fait penser au projet porté par les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon. En 2009, avec *Quinze promenades sociologiques*, un ouvrage conçu comme un guide «touristique» de Paris, les auteurs ambitionnent de «transférer ce qui relève du champ du savoir scientifique vers un public plus large. La ville se prête à cet import/export entre la sociologie et le reste de la société», écrivent-ils. Ils ajoutent qu'une telle initiation à la sociologie à propos d'une ville aussi diverse et riche que Paris permettra de ne pas rester à la surface des choses, et, à terme, de prendre systématiquement cette posture scientifique de la lecture et de l'interprétation allant au-delà des apparences immédiates et confuses³⁰.

.....

29. Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, [1895] 2010.

30. Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Quinze promenades sociologiques*, Paris, Payot, 2013, p. 20 et 25.

Si la validité et l'intérêt de la référence à la posture scientifique sont discutables, il est clair que cet ouvrage participe autrement mais complémentairement à la constitution et à la circulation des savoirs sociaux. Comme à Marseille, cette forme d'«apprentissage situé³¹» apporte de l'eau au moulin des interrogations, relativement nouvelles, portant sur les liens entre pratiques touristico-patrimoniales et apprentissages³². Pour s'atteler à ce programme, études touristiques et études sur l'éducation devraient être plus souvent croisées.

●.....

Conclusion

Finalement, les balades proposées par Hôtel du Nord sont destinées à émanciper, éduquer et transformer les regards sur ces quartiers populaires, en cœur de cité ou à ses marges. De ce point de vue, et même si la référence à la sociologie n'est pas explicitement revendiquée par les sociétaires³³, les mises en œuvre sont à la pointe de transmissions éducatives sur l'horizon d'une transformation sociale. Les plus pessimistes verront dans ces balades l'expression d'une sociologie mâchée, bâclée; les plus optimistes une sociologie marchée, en acte, permettant une délocalisation *in situ* du savoir universitaire. En tout état de cause, tout se passe à Hôtel du Nord comme si l'urgence économique et sociale des quartiers nord de Marseille nécessitait d'aller au-delà du patrimoine ou en tout cas de l'aligner sur une perspective critique. Chez les sociétaires d'Hôtel du Nord, cette critique ne s'aurait s'arrêter au refus de découpler héritages bourgeois et populaires, nobles et ignobles, bref, le légitime de l'illégitime. C'est la question même d'une sortie de l'ignominie pesant

.....

31. Etienne Wenger, *La théorie des communautés de pratique. Apprentissages, sens et identités*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2005.

32. Gilles Brougère, «Pratiques touristiques et apprentissages», *Mondes du tourisme*, 2012, vol. 5, p. 62-75.

33. Les sociétaires ne revendentiquent pas d'emblée, en effet, de mobiliser la sociologie dans le cadre de ces balades. Toutefois, nous avons présenté cette hypothèse fin 2016 auprès d'eux quelques jours avant de soutenir notre thèse et elle a été très bien accueillie. Cet accueil peut s'expliquer par la vive crainte des sociétaires d'Hôtel du Nord de voir l'entreprise qu'ils conduisent apparentée à du tourisme sans autre finalité que de voir et de pratiquer certains sites. Le soupçon de voyeurisme pèse en effet fortement sur ces initiatives de découverte de quartiers populaires. Dans ce contexte, la perspective sociologique soutenue par le crédit universitaire offre une voie de sortie honorable.

sur ces quartiers stigmatisés, à travers et au-dehors de l'argument patrimonial, qui est traitée par la mise en lumière des ressources patrimoniales et le dévoilement des processus sociohistoriques, structuraux et politiques ayant abouti à ce que sont les quartiers nord aujourd'hui. En agissant ainsi, Hôtel du Nord déplace bien quelques enjeux cruciaux de la sociologie, ni plus ni moins, sur le terrain réputé frivole du loisir. Car pour sérieuses et politiquement solidaires qu'elles soient, ces balades patrimoniales et sociologiques conservent le plaisir d'une imagerie articulée sur le plein air, la marche, la détente, la rencontre et la découverte. Pour l'heure, le cercle des participants aux balades est sociologiquement assez proche des porteurs de projet: sociétaires et participants aux balades s'apparentent, par les problématiques qu'ils explorent, à une communauté patrimoniale transmutée en «communauté d'apprentissage³⁴». Demain, si le public s'élargit, ces balades pourraient constituer des fabriques et des courroies de transmission des savoirs sociaux à partir d'un cadre non seulement touristique et patrimonial, mais aussi civique et critique. Alors, l'interprétation du patrimoine constituerait ici l'un des axes d'un projet recroisant celui plus général de l'éducation populaire et, en fin de compte, de la transformation sociale.

34. Jean Lave et Etienne Wenger, *Situated Learning. Legitimate Peripheral Participation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.



8

REIMAGINING URBANISM AND HERITAGE THROUGH URBAN EXPLORATION

Taras Nakoneczny

*The Age of Discovery is not dead:
it lives on through urban explorers.¹*

.....
1. L.B. Deyo and David Leibowitz, *Invisible Frontier: Exploring the Tunnels, Ruins, and Rooftops of Hidden New York*, New York, Three Rivers Press, 2003, p. 146.

Abstract

Urban exploration as an activity is intimately tied to both the tangible and intangible elements of urban life in the cityscape. This paper addresses that practice and its use as a method for interpreting urbanism through an investigation of heritage engagement. The related activities expose the possibility for the built landscape to play a role in a broader cultural tapestry beyond their initial purpose, often without formal historical interpretation and interference. Grassroots heritage and the concept of a dominant narrative often raise counter-movements. It is argued here that urban exploration can be considered as a part of urban life rather than as a detached anomaly.

Urban exploration, also known as Urbex or UE, is a methodological concept of engaging with the landscape that operates outside of official curated narratives. It is still a somewhat controversial topic in academic circles owing to its ethical and legal underpinnings.² However, we utilize it as the focus of this paper because of its relationship with cultural geography and heritage as a resource of narrative formation. UE can also be considered as a response to socioeconomic and urban changes, notably at times of austerity when it provides an opportunity to discover what is beyond the curated narratives.³

Despite the increased academic interest surrounding that topic, there is no single unifying definition of what UE is exactly. In its simplest form, it refers to the act of entering areas of the built environment usually inaccessible to the public, for example construction sites, sewers, mental asylums, sites of demolition and abandonment, as well as underground systems such as the catacombs in Paris. However, UE as a wider topic is an interdisciplinary term that incorporates the act of exploration, the documentation prior, during, and following this activity, as well as the emotional and sociological interactions, including notions of heritage and narrative formation. UE relates back to Doreen Massey's 1994 research: it can be used to create a sense of space and place.⁴ Applying meaning and value transfers these aspects often overlooked in the framework of placemaking, that is, explorers take subjective ideas and notions and apply them to wider, institutional narratives.⁵ In this paper, we focus on the humanization of the built landscape through alternative methods of engagement. Our inspiration stems from a comment made by Bradley Garrett during one of his explorations: "For the first time in my life I looked [...] and heard only the wind. That sort of experience cannot be bought, it is pure."⁶ That reaction best encapsulates the aspect of UE that we will examine here; the freedom that it provides as a multisensory and emotional approach to engaging the environment.

2. For more information on austerity urbanism see Fran Tonkiss, "Austerity urbanism and the makeshift city," *City*, 2013, vol. 17, no. 3, p. 312-324.

3. Deyo and Leibowitz, *Invisible Frontier*, *op. cit.*, p. 146.

4. Doreen Massey, "Global sense of place," in *Space, Place and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994, p. 146-156.

5. *Ibid.*

6. Bradley Garrett, *Explore Everything: Place-Hacking the City*, London, Verso Books, 2014, p. 4.

We will address how the activity of urban exploration can be used to research human engagement with the urban landscape. By analyzing the reasoning and structure of those who participated in case studies based in York, England, we will open the discussion on how this approach can help to understand modern ideas of urbanism through urban heritage communities. People around the world are consistently confronted with the notion that in order to have a sense of self, they must have a general sense of the preserved past from which to define themselves and with which to identify. They are presented with keywords that act as motivations and draw predefined interpretations. Themes of heritage and preservation are intrinsically tied to the past and offer the opportunity for subjective ideas to be aligned with those of larger institutional narratives, which are often driven by financial profit and utilize elaborate marketing techniques to attract people to their cause.⁷ The tangibility of the urban landscape is not different, and within it are those who are incited to discover alternative interpretations. That notion is not new, for we are not the first, nor are we the last, to walk these steps. While George M. Trevelyan's approach is more poetic, his point is unescapable: there is and always has been a fascination with the connectivity between generations of a shared space.⁸ We are aware that the world around us has been shaped by our predecessors and will continue to play a role in a collective understanding. We will thus address here how urban exploration can be used to engage with the narratives of these spaces and the people who use them.

Understanding urbanism

Joel Garreau's *Edge City* scrutinizes the constant evolution in how we live and interact with the urban landscape. His work examines how previous structures had a central urban core surrounded by peripheral sections of housing. This has fundamentally changed through progressive waves, to the point that the core no longer exists, and it is assimilated as it extends toward the outskirts. This process has marginalized many inhabitants, and they now find the defining qualities of the core

7. Massey, "Global sense of place," *op. cit.*, p. 146-156.

8. George Macaulay Trevelyan, "An autobiography of an historian," in *An Autobiography and Other Essays*, London, Longmans, Green and Co., 1949, p. 13.

at their doorsteps. Garreau notes: "Today, we have moved our means of creating wealth, the essence of urbanism—our jobs—out to where most of us have lived and shopped for two generations."⁹ The effect is that our engagement to urban centres has altered and we have come to seek a different relationship with the tangible world and, with it, a new sense of understanding of the surrounding environment. UE is investigated in this paper to assess how that practice is used in response to these changes and in the reconstruction of relationships with the built environment.

The significance of UE partly stems from these connotations of urbanism. In his seminal article "Urbanism as a way of life," Louis Wirth attempted to establish a conceptual theory to help in understanding the dynamic of city life as traditional relationships which shifted and adapted to larger population densities. Wirth insists that urban dwellers, in contrast to rural inhabitants, are more dependent on others for their daily interactions, thus establishing "impersonal, superficial, transitory and segmental" contacts and engendering "the reserve, the indifference and the blasé outlook [...] as devices for immunizing themselves against the personal claims and expectations of others."¹⁰ He believes that there is a certain degree of emancipation from being part of the urban dynamic, which is the cost for "spontaneous self-expression, the morale, and the sense of participation that comes from living in an integrated society."¹¹ This concept has helped to ground urban studies, but there still is room to update and redevelop this definition. There are cases in which individuals can gain freedom through integration and community, not unlike the more traditional models that Wirth attempts to draw contrast to. The ideas of self-expression and integration are integral to our analysis. Using case studies, we investigate how engagement with the city changes through the practice of UE and we develop a more humanized interpretation of the urban space through individual expressions and explorations.

.....

9. Joel Garreau, *Edge City: Life on the New Frontier*, New York, Knopf Doubleday Publishing Group, 2011, p. 4.

10. Louis Wirth, "Urbanism as a way of life," *American Journal of Sociology*, 1938, vol. 44, no. 1, p. 1-24, at p. 12.

11. *Ibid.*, p. 12-13.

Methodology: defining communities

Due to the nature of urban exploration as a somewhat secretive act, it is often problematic to try and view its participants as a homogenous group or cohesive community. This does not mean that no elements of community are involved; rather it is a more loosely phrased term that operates outside of structured groupings. Trying to analyze this quantitatively can help to infer its potential extent, but it is widely inaccurate. Justin Davenport reported that the Web forum 28dayslater had recorded 10,000 registered users in 2011; while this is not the largest platform, it helps to get a rough idea of the number of persons who are, at the very least, interested in exploration, and what can be observed.¹² Many do not associate with such Web forums, making it difficult to determine accurately the potential number of explorers. However, explorers' growing social awareness in turn expands access to these explorations as well as their potential impact. It is therefore important to analyze the different research methods related to this practice as they directly influence how we understand the ties between participants.

There are multiple Websites dedicated to UE. The largest and best known in Britain is 28dayslater.co.uk, while the largest global site is Urban Explorer Resource (UER.ca); both are Internet forums. These are not the only sites available but were selected as they are the most visited sites that are not hosted by social media. Table 8.1 shows the data that can be gathered from the public areas of these sites. Samantha Stones, an academic and curator for English Heritage, made a similar analysis, but her selection included only four sites; one of these, UKUrbex.com, is no longer available.¹³ However, we included her results along with additional data collected in order to show the change in activity since her initial investigation in 2014. Her work has helped us find value in these online sources.

12. Justin Davenport, "Terror alert at 7/7 tube station blamed on four urban explorers," *Evening Standard London Limited*, London, May 3, 2011, n. p., <<https://www.standard.co.uk/news/terror-alert-at-77-tube-station-blamed-on-four-urban-explorers-6397538.html>>, accessed July 30, 2019.

13. Samantha Stones, "The value of heritage: Urban exploration and the historic environment," *The Historic Environment: Policy and Practice*, 2016, vol. 4, p. 302.

TABLE 8.1

Data from Internet forums and Websites reflecting the number of members, threads, and posts

Country of origin	Website	Members		Threads		Posts	
		2014	2018	2014	2018	2014	2018
UK	28dayslater.co.uk	23,150	47,708	26,355	34,058	96,670	170,197
UK	Ukurbex.com	1,849	Inactive	Unknown	Inactive	41,206	Inactive
UK	Talkurbex.com	3,401	5,255	9,955	10,466	89,837	91,737
USA/CA	UER.ca	Unknown	Undisclosed	1,250	5,165	30,323	81,767
UK	UKurbex.co.uk		Unknown		241		
UK	Derelict-uk.com		62		269		1,443
UK	Whateversleft.co.uk		Undisclosed		188		
	Urbex :: Urban Exploration Flickr		12,454		370,549		

Note: Shaded areas include data from Stones research.

These numbers reflect a natural development of these sites to expand over time with new posts. The UKurbex site that Stone used is no longer operational, however UKurbex.co.uk is active and included in this table. The Urbex :: Urban Exploration Flickr page is also included as it provides another platform for posting reports, images, and comments on explorations. This is not the only Flickr page, but as it is the most important in terms of user activity, we included it for comparative reference purposes. On these sites, members can post reports that are significant to them, but they often add a brief statement about the site and how the exploration took place, and a collection of images. This initial post is often followed by commentaries from other members critiquing and offering input. The structure of sites like 28dayslater.co.uk often allows threads as well as categorized and specialized subposts. Their structure provides a plethora of resources to analyze; nevertheless, the wider criticism of their use stems from the nature of their content and the perceived detachment of such documentation from the active experience itself.

Examining the wider literature related to this topic can be difficult as the media's influence has shifted toward negative connotations whereby participants are a nuisance, criminals, and have dangerous or threatening behaviours. Arrests are not uncommon, and in the growing world of

social media, UE is at times treated as a blight, when a new generation seeks to use it for social glory.¹⁴ There are exceptions, but the presence in the media is very distant from the actual exploration that we are examining; even within academic literature, there is a discourse on the appropriate method of investigation. The issue falls primarily between two approaches, that of the distant commentator and that of the engaged ethnographer. Garrett draws on a quotation by Peter Høeg that embodies his research: “There is *one* way to understand another culture. *Live* it. Move into it, ask to be tolerated as a guest, learn the language. At some point, understanding may come. It will always be wordless. The moment one grasps what is foreign, he/she will lose the urge to explain it. To explain a phenomenon is to distance oneself from it.”¹⁵

This suggests several aspects that a researcher should consider. As an academic, Garrett has questioned the position he would have to place himself in for his research; the ethical underpinning is that he would have to participate in trespassing and walk a fine line to be able to realize the experience. In comparison to Garrett’s auto-ethnographic study, Luke Bennett’s more established academic method is to approach the explored environment as an outsider, and comment on what is seen and known rather than what is experienced. Bennett, who terms his approach as *document-based ethnography*, describes himself as being at the polar opposite of Garrett.¹⁶ We will apply here a more expanded approach that encompasses elements of both authors by utilizing all of the available resources, including Web forums and interviews, and applying the ideas to the wider human context, acknowledging the emotional and sensory experience found within.

The heavy criticism of solely document-based research in this area is partly founded on the assumption that there is a structured sense of community, something that is discussed at length by peers. Urban

.....

14. Stephen Moss, “Politics, thrills or social media: What drives the new breed of urban explorer?”, *The Guardian*, 2016, n. p., <<https://www.theguardian.com/cities/2016/nov/10/urbex-politics-thrills-social-media-new-breed-urban-explorer>>, accessed July 30, 2019.

15. Italics in original. Peter Høeg, *Miss Smilla's Feeling for Snow*, London, Vintage Books, 2005, p. 169.

16. Luke Bennett, “Bunkerology – A case study in the theory and practice of urban exploration,” *Environment and Planning D: Society and Space*, 2011, vol. 29, p. 421-434, at p. 425.

explorers themselves play down the idea that they are connected, instead opting to operate on an individual basis and they very seldom work with collectives of trusted colleagues. The literature-based approach rarely accounts for that aspect of reality; even the forums and documents that imply a quantitative community only present a selective perspective rather than a unanimously held concept.¹⁷ Elizabeth Straughan suggests that the issue of community is hampered in part by the ambiguity of a code of ethics: in general, there is none, neither is there a code of unity. There exists only a generalized motto many choose to abide by, that is, "taking nothing but pictures, leaving nothing but footprints."¹⁸ There is contention even among those who feel that there is a wider collective. When Garrett investigated that aspect for his own work, he spoke with Oxygen Thief, an administrator for 28dayslater.co.uk, who stated: "*what happens on the forums has squat to do with exploring, it's not a true reflection of anything.*"¹⁹ The implication is that there is a difference between those who actively do and those who observe from afar, including through the Internet, separating opinions. Gary, an explorer Garrett encountered, furthers this: "*What you do Bradley, it's just words, this doesn't have anything to do with anything.*"²⁰ While the forums and blog posts do not capture the raw experience of being in a site, they still offer valuable sources to those who try to understand heritage by humanizing the exploration and providing a reflective output for others to engage with. Although UE can be an individual or a group venture and those partaking in it come from a combination of local residents and people who have travelled the globe, the boundaries of community are difficult to define and, as we will examine, those who do not partake are as much part of the process as those who do. With our case study in the city of York, England, we will show how everyone has a stake, and how using Web forum posts can instigate discussions within a larger digital community.

.....

17. Elizabeth Straughan, "Touched by water: The body in scuba diving," *Emotion, Space and Society*, 2012, vol. 5, no. 1, p. 19-26.

18. Pablo Arboleda Gamez, "Annex 2: Interview with urban explorer Nathan Wright," in *Heritage Claim through Urban Exploration: The Case of "Abandoned Berlin,"* master's thesis, Brandenburg University of Technology, Cottbus, 2014, p. 125-134.

19. Garrett, *Explore Everything*, *op. cit.*, p. 3.

20. *Ibid.*

Case study: York Waterworld

York, a city in Northern England, is “renowned for its exquisite architecture, tangle of quaint cobbled streets, iconic York Minster and wealth of visitor attractions.”²¹ The marketing of York emphasizes the narratives and agendas at work within the city. The push to sell the idea of the city as a historic and architectural marvel is something that draws in 7 million visitors a year. The city has always held significance since its foundations as Eboracum, a Roman fortress in 71 CE, through to its transitions to Jorvik and beyond, as a site of ecclesiastical prominence and industrialization, as both a major railway hub and large confectionary manufacturer. There is a cornucopia of spaces within the city to glance upon and reflect. These spaces are controlled, with the governing institution deciding the who, what, when, where, and why of the city as a whole. It operates similarly to many cities across the world, and its collection of architecture and history provides a complex narrative to absorb. This rich history of the city is documented academically and publicly, but urban exploration provides insight into its modern living history.

An explorer using the name Aidan investigated the former Waterworld site near Monks Cross (figure 8.1). The site in question was originally a leisure centre which opened in 1997 and was known locally for its swimming pool and activities. The site closed in 2014 and was marked for demolition to make space for an extended retail park. The visit by Aidan took place in 2015 following the closure and was heralded as hope for many on the Web forum 28dayslater.co.uk who use the site for posterity. For many in the area, that site was an integral element of the community and part of the city’s living memory, not just of a detached past. Photographs taken by Aidan showcase the darker reality of the *now*, in which the site is filled with rusted metal, overflowed drains, and the visible signs of abandonment (figures 8.2, 8.3 and 8.4). By providing documented material it allowed re-engagement of forum members with the site that even though was closed off, had played an important role in their lives. Given the impending demolition, this constitutes some form of commemoration.

21. Make it York, “Visit York,” 2016, n. p., <<https://www.visityork.org/>>, accessed July 30, 2019.

FIGURE 8.1

Waterworld exterior



Source: Aidan, 28dayslater.co.uk, January 9, 2016, <<https://www.28dayslater.co.uk/york-waterworld-york-december-2015.t101226>>, accessed July 30, 2019.

FIGURE 8.2

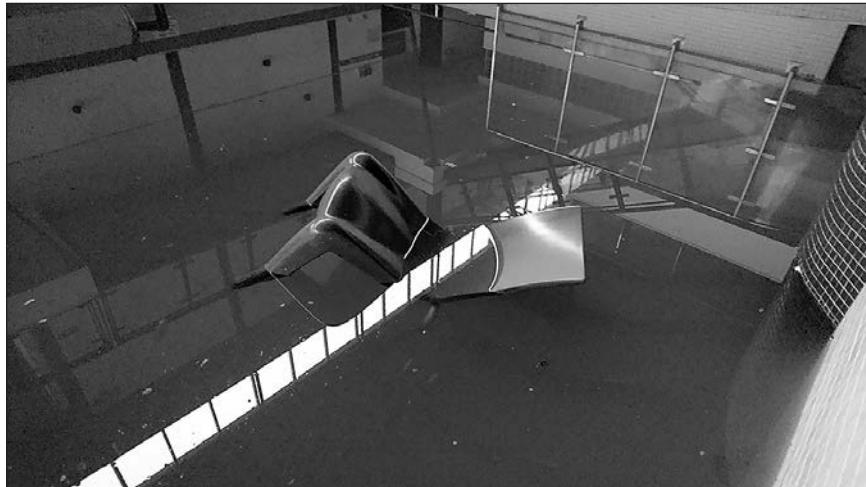
Rusty steelwork



Source: Aidan, 28dayslater.co.uk, January 9, 2016, <<https://www.28dayslater.co.uk/york-waterworld-york-december-2015.t101226>>, accessed July 30, 2019.

FIGURE 8.3

Overflowing



Source: Aidan, 28dayslater.co.uk, January 9, 2016, <<https://www.28dayslater.co.uk/york-waterworld-york-december-2015.t101226>>, accessed July 30, 2019.

FIGURE 8.4

Pool closed



Source: Aidan, 28dayslater.co.uk, January 9, 2016, <<https://www.28dayslater.co.uk/york-waterworld-york-december-2015.t101226>>, accessed July 30, 2019.

Aidan's posts comment on the exploration of previously inaccessible areas of the site closed to the public, and on the discovery of a paint-brush left behind in the maintenance area as well as a carving by "Tom Chescake."²² This individual's identity is unknown and the markings had been long buried (not to be ever uncovered) (figure 8.5). It is only through this kind of exploration that such details could be rediscovered and integrated in the larger narrative of the site.

FIGURE 8.5

Tom Chescake, 1996



Source: Aidan, 28dayslater.co.uk, January 9, 2016, <<https://www.28dayslater.co.uk/york-waterworld-york-december-2015.t101226>>, accessed July 30, 2019.

Images such as Aidan's are significant in their provision of perspective not only of areas that had been closed off from public view but also by acting as a constant act of preservation of an aspect and moment of York that no longer exist. Even though the site has since been demolished, the experience and Web posts have continued. In subsequent comments, Aidan goes on to explain why he explored this site in particular: "*Unfortunately there's barely any photo of it in use. This is what made me want to have a look. It's almost non-existent on the Internet anymore, which*

22. Image by Aidan, 28dayslater, January 9, 2016, <<https://www.28dayslater.co.uk/york-waterworld-york-december-2015.t101226>>, accessed July 30, 2019.

*is sad.*²³ A similar sense of loss and connection to the site is obvious among other comments on the post; some kind of shared experience based on the loss is counteracted. Although not formally identified as a community, the post's users are temporarily united by a common sense of inquiry from the site. It is Aidan's relationship with the site that is important; he goes on to explain: *"I think it's pathetic. There is a lot they could have done to make the place seem 'new' and a new lease of life, but instead, it's being knocked down to be replaced with a regular boring pool, with no slides or anything. Bah!"*²⁴ The shared unity in response to this alteration to the landscape and the associated aspects of heritage and memory is key to understanding the communities involved.

In another conversation in 2018, Aidan was asked to reflect on the visits and any comments he had on UE and Waterworld, as he had admitted he was longer an explorer.

*I explored Waterworld because it was somewhere, I visited every weekend as a child, with my family. I went there for childhood birthdays once or twice too. I loved it—it had a decent wave pool, a lazy river, and some decent slides, all within a reasonably small building. I had a personal attachment to it, and as I grew older, I stopped visiting, because of college/uni and adult life. Then when I heard it was closing, I planned to visit again one last time. But I didn't find the time, and it closed permanently. I was always sad about this, and one day I was in the area and remembered it was still standing. So, I thought about doing some exploration. I had a drive around the building and noticed it was shut tight. I do not ever break into anywhere—I only ever enter buildings that already have some kind of way in.*²⁵

The lifestyle

The practice of urban exploration is intensely interested in locating sites of memory with which to engage, a connotation that is always portrayed, as the media at times choose to showcase the apparent blight of a new generation who uses it as a means of social glory by gaining the best

23. *Ibid.*

24. Aidan "York Waterworld," *28DaysLater*, <<https://www.28dayslater.co.uk/york-waterworld-york-december-2015.t101226>>, accessed July 30, 2019.

25. Interview conducted with Aidan by Taras Nakonecznyj, April 6, 2018.

Instagram shot or achieving the most incredible feat possible.²⁶ The interpretation that the media infer is particularly prone to classify all explorers under the same banner, creating a false sense of community in what is otherwise a loose collection of people with different intentions. While the term *urban exploration* is used frequently in relation to anyone visiting these sites, those partaking in acts to become Instagram-famous or trouble-makers operate under a mind-set very different from the one we are analyzing here, where people still seek to gain a form of personal understanding or freedom from the journey. For the most part, UE is still a practice based on constructing assemblages of tangible sites with intangible ideas of emotions and memorialization melding “pluritemporal geographical, historical and experiential imagination to assay history.”²⁷ Garrett notes:

Found material such as personal notes, clothing, toys, computers, tools, and equipment as well as buildings hidden from plain sight in the middle of the city sometimes buried deep under the urban facade lead to revelations that cracks in spatial and temporal structures can be exploited to build alternative associations. Although it can be argued that this is a shallow form of historical discovery...²⁸

This is an experiential practice and a notable contrast to the more structured methods of heritage; it is not framed around material preservation, but rather acknowledges the life cycle of urbanism. For this reason, UE has started to gain some traction as a source of media documentation of urban change. The *Manchester Evening News* published a story of a disused fire station in the centre of the city. As part of the article there was an official organized exploration on behalf of the newspaper to gather images.²⁹ In that case, the article emphasized what could come from the exploration and experience rather than the act itself. Such explorations are part of a wider human narrative, they are experienced in the present, an emotional and sensory response is

26. Moss, “Politics, thrills or social media,” *op. cit.*

27. Bradley Garrett, “Assaying history: Creating temporal junctures through urban exploration,” *Environment and Planning D: Society and Space*, 2011, vol. 29, p. 1048-1067, at p. 1050.

28. *Ibid.*

29. Katie Butler, “Urban explorer captures the hidden beauty of London Road Fire Station in stunning pictures,” *Manchester Evening News*, March 20, 2016, n. p., <<http://www.manchestereveningnews.co.uk/news/greater-manchester-news/london-road-fire-station-urban-11055107>>, accessed July 30, 2019.

applied, but this does not prevent the natural progression of these sites.³⁰ Unlike the popular narratives on heritage and understanding, as noted before, urban explorers rather operate on a freelance basis, appreciating all sites equally. Even if they can operate in groups and can be loosely connected to sites or locations, there is rarely any formal classification or uniting factor: the very personal reasons for this practice vary, but underlying ties can be examined.

Rebecca Solnit writes that “when you give yourself to places, they give you yourself back; the more one comes to know them, the more one seeds them with the invisible crop of memories and association...”³¹ Agency is granted to these sites that construct a tapestry derived from our ideas of the past and reforms them in site-specific relationships. All our notions of the past are fabricated through our own assemblage of our lives; through experience, memory, and influence, we are presented with perspectives that are valid and have meaning to us. By using this relationship of engagement with buildings, the personal understanding of self and place can be expanded. This is a subjective matter, but if we examine it as an approach to heritage like Raphael Samuel does, then these add an ever-increasing depth where we can build histories through experiences, where “memory and myth intermingle, and the imaginary rubs shoulders with the real.”³² Heritage can be many things to many people, but it is the subjective inference that we contribute that gives it meaning. Urban exploration, through its sheer ability to allow an unfiltered interaction with space and place, offers an insight into locations past and future. The postmodern origins of the contemporary urban exploration movement are apparent in the rejection of a singular grand narrative, but in its playful participation in history, it is willing to interrogate itself.³³

A quotation by Ninjalicious helps to explain the culture in terms of the benefit that it has in understanding the environment: “an interim tourism that allows the curious individual to discover the world of

.....
30. Caitlin DeSilvey, “Observed decay: Telling stories with mutable things,” *Journal of Material Culture*, 2006, vol. 11, no. 3, p. 318-338.

31. Rebecca Solnit, *Wanderlust: A History of Walking*, London, Verso, 2001, p. 13.

32. Raphael Samuel, *Theatres of Memory*, London, Verso, 1994, p. 6.

33. Julia Hell and Andreas Schönle, *Ruins of Modernity*, Durham, NC, Duke University Press, 2010, p. 7.

behind the scenes significantly.”³⁴ While this holds some truth, the term needs to fight the idea that this is just some sort of joyride through the urban world and acknowledge it as a journey. The significance of the exploration is often around the sites of interest, T.O.A.D.S. as Troy Paiva and Geoff Manaugh refer to them, the temporary, obsolete, abandoned, derelict spaces that are visited.³⁵ In a society where the gentrification of space prioritizes interest, it is fascinating that urban exploration grows in locations where this is more prominent, harking to the past, the pre-gentrified area. However, it is not just the gentrification that has stimulated this growth, Garrett notes that “the practice is (re)surfacing as a modern coping strategy for encountering cities that are increasingly closed, constricted and off limits.”³⁶ This suggests the marginalization of people through the development and shift of the landscape, but not pushed to the edges as Garreau suggests; it is instead a natural counter-measure to understand the changing urban environment.

Many of the locations that Garrett notes in his work are capital cities, or rather cities in general. This is perhaps because they, more than other urban areas, have tackled the need to protect and look inward. London in particular appears in several works and is noted for the operation of London Consolidation Crew (LCC), one of the few recognized collectives. The city has become an archetype of the impenetrable fortress, especially with the “ring of steel” around the financial district that was justified following bombings by the Irish Republican Army (IRA) in the early 1990s.³⁷ The constant conflict between what the city puts forward and what these explorers seek will always exist because there will always be a desire to see what was removed from view. Urban exploration opens up the possibility of a new age of discovery where the curtains are drawn back and new narratives are uncovered.³⁸ “Urban explorers raise awareness on what possibilities are available to urban inhabitants, even as it may serve as a (perhaps under-articulated) critique on the illusory

.....

34. Ninjalicious, *Access All Areas: A User's Guide to the Art of Urban Exploration*, Toronto, Infipress, 2005.

35. Troy Paiva and Geoff Manaugh, *Night Visions: The Art of Urban Exploration*, San Francisco, Chronicle Books, 2008, p. 9.

36. Garrett, *Explore Everything*, *op. cit.*, p. 4.

37. Francisco R. Klauser, “Splintering spheres of security: Peter Sloterdijk and the contemporary fortress city,” *Environment and Planning D: Society and Space*, 2010, vol. 28, p. 326-340.

38. Deyo and Leibowitz, *Invisible Frontier*, *op. cit.*, p. 146.

nature of control over and security within that system.”³⁹ Although not the vigilantes of freedom portrayed by the media, there is an aspect to ignoring signs like “do not enter” that allows people to see beyond the fabricated restrictions placed on them, opening up the environment unrestrictedly. This approach to life allows us to adapt to new contexts and narratives and take control of how we position ourselves in the urban environment.

Case study: York Minster

York Minster is an icon of the city skyline (figure 8.6). In 2008, restoration started on the 600-year-old Great East Window (figure 8.7). This project has taken over ten years to complete and is one of the largest restoration projects in Europe.⁴⁰ During that time the site was placed under heavier restrictions due to the increased workforce on site, the height of the scaffolds, and greater risks. This provided opportunities for many to gain unprecedented access to the site. Three explorers going by the aliases Clough, Fowle, and GeoVDUB surveyed the site in 2012 and shot a series of photographs from the roof of the Minster.⁴¹ It is nevertheless Clough’s initial post that is interesting in the context of this discussion: “York is one of my fave places to mooch round with the G.F. [girlfriend] but what the hell happens at night to this place!? [...] it was better than being below on the streets with the sheep.”⁴²

39. Garrett, *Explore Everything*, *op. cit.*, p. 10.

40. Mike Laycock, “£11.5m restoration of York Minster’s great east window complete,” *York Press*, January 2, 2018, n. p., <http://www.yorkpress.co.uk/news/15802696._11_5m_restoration_of_York_Minster_s_Great_East_Window_complete/>, accessed July 30, 2019.

41. Clough, “York Minster, York 09/11,” *28Dayslater – Urban Exploration*, February 21, 2012, n. p., <<https://www.28dayslater.co.uk/threads/york-minster-york-09-11.68888/>>, accessed July 30, 2019.

42. *Ibid.*

FIGURE 8.6

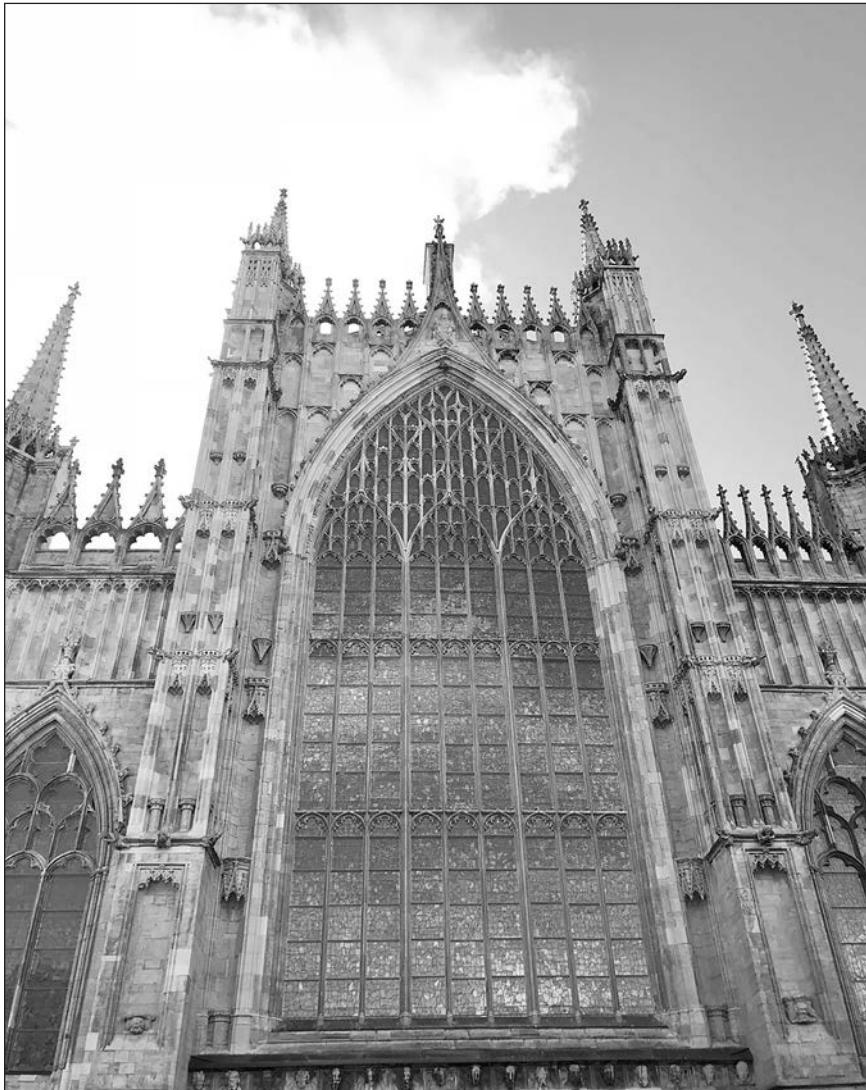
York Minster



Source: Walter Nakonecznyj, July 9, 2014.

FIGURE 8.7

York Minster East Window (post restoration)



Source: Ellen Webster, "East Window 20/03," March 20, 2017.

His entry on the forum and the images portray the tranquility of the rooftop; the rest of his post offers a frank and colourful depiction of the city at night, in quarters close to this holy and cherished building. His word choice (*sheep*) draws a contrast to Michel de Certeau who

comments on how multiple avenues operating within a city contradict each other.⁴³ What he calls “walkers” is somewhat akin to an ant colony, the depiction of numerous bodies operating independently, but symbiotically as a whole as well. In this case, while the “sheep” go about their lives doing what the narratives of the night tell them to, Clough shows that there is an alternative method available. While they were able to get up close and personal with the gargoyles and grotesques, they also showed that they gained something from the experience that those below were missing out on: a quality of life.

His images from the roof depict a rather tranquil city below, but that is far from the reality Clough goes on to discuss. *“It floods full of pissed ‘Epic Bros’ flinging kebabs all over the road, s***e music filling the streets and I won’t even say what some bird was letting some d**khead do to her in the park next to the minster in full view. There was police sirens flying round...”* Clough paints a sensory scape, but down on the streets that is taken for granted, only by allowing himself to escape momentarily was he able to position himself outside of this urban cycle and see the city in a new way. This freedom to escape the norm is important to our research as it implies a sensory and emotional experience that comes from such self-imposed freedom. These descriptions can help expand our understanding beyond a singular snapshot in time and allow us to tap into the wider context of the journey.

“For the first time in my life I looked [...] and heard only the wind. That sort of experience cannot be bought, it is pure.”⁴⁴ Many explorers, including Garrett, acknowledge this new sense of experience and freedom, seeing the value on our perception of life. Winch, an explorer that Garrett met, believes that “our generation has come to realise that you can’t buy real experience, you have to make them and experience like these are what quality of life are [sic] about, it has far less to do with how much stuff you own and more to do with how you choose to spend your time.”⁴⁵ The perception of the city is structured around how we, as users, choose to experience it and what we come to associate with that. As Chris Philo comments, “it is no coincidence that many of these adventures are based in global capital cities where every day experiences

.....
43. Michel de Certeau, *The Practice of Everyday Life*, Berkeley, University of California Press, 1984.

44. Garrett, *Explore Everything*, op. cit., p. 4.

45. *Ibid.*

and encounters, it has been argued, have been dulled through both sensorial overload and increased securitisation of everyday life.”⁴⁶ The normal world is too controlling and many see a genuine, pure freedom in the escape of urban exploration. It is not just a thrill ride or novelty, but a journey of discovery and understanding that many need in their lives to survive the modern world. Although Wirth believes that there is a freedom to be had in urban life, this is not the freedom he implies; instead, this is a counter-freedom, one born from within urban living. Urban exploration offers a progressive definition, one in which ideas of bonds, connections, structures are still to be found, but applied in a much looser context within those partaking in exploration. Whether for the explorer or the sheep, there is a unifying association through locality.

Urban exploration does not just have to be a practice of those who want to escape or engage, it has the potential to be part of the very notion of urban living. Alan Rapp suggests that there is a motivation to learn about the world rather than just being in it, this is not uncommon throughout cultures who attempt to do the same in their own manners. He argues that explorers “largely don’t make claims beyond exercising a right to learn more about their environment” through “first-hand experience [...] denied to the rest of us.”⁴⁷ That is not to say that others do not seek the same goal, but perhaps this approach is not for them, or they pursue other cultural avenues. What is clear is that there is freedom to be had from this understanding and experience of life. For instance, UE Kingz, a Stockholm urban exploration crew, broadcast a music video in a sewer, called *You have to choose*, where they implore the viewer: “*Live your life in a fishbowl [...] or climb down in a manhole.*”⁴⁸ Their central philosophy is that no person, law, or physical barrier can stop people from going where they want to go and doing what they want to do; the choice is always theirs. For many, this would be the definition of freedom. In an interview with Garrett, Marc Explo, a fellow explorer, states: “*I don’t need anyone to tell me that I am free. I prove that I am free everyday by going wherever I want. If I want to drink wine on top of a church, I do that, if I want to throw a party underground, I do*

46. Chris Philo, “Security of geography/geography of security,” *Transactions of the Institute of British Geographers*, 2012, vol. 37, no. 1, p. 1-7.

47. Alan E. Rapp, “The esoteric city: Urban exploration and the reclamation of the built environment,” MFA thesis in architecture, New York School of Visual Arts, 2010, p. 3 and 38.

48. UE Kingz, “You have to choose,” June 29, 2009, <<https://www.youtube.com/watch?v=xgV6F0XHJ7g>>, accessed July 30, 2019.

*that.*⁴⁹ In a city where explorers feel constricted, this culture offers an outlet, a means to understand and perceive new sights in an active ever-present practice. Compared with other aspects considered and reviewed, this is by far one of the few topics that cannot be tied purely to literature and must consider the human aspect. Every city, every person, is different and this culture allows them to flourish in so many ways. It is no wonder that despite retribution from police, Garrett has continued to investigate, explore, and not undermine the loyalties he had established with the explorers. This is part of the connections and bonds of explorers' lifestyles. While not tied by structured rules, there is some sort of unwritten code based on camaraderie among explorers.

Beyond exploration in the living city

Urban exploration is part of urban life; it contributes to knowledge, whether on a subjective personal level or through the uncovering of the hidden world that is often closed off to the public at large. Unlike political movements such as Occupy, there is no attempt to build a new narrative of resistance. If we consider Henri Lefebvre's thought, it makes more sense, as he suggests that space is always controlled through an entanglement of agreements and acquisitions.⁵⁰ Graffiti artists and hackers in this sense are not different from urban explorers, in that they tend to overlook what is deemed right or wrong and assert that "everywhere is free space."⁵¹ Is what these people do a "reclamation" of the environment? They do not claim ownership, nor act as a community to take space, instead they do little, but observe for themselves (and sometimes document) the environment and decide if what is presented to them really is for them.

Using this information as a source for further studies requires contemplation of application; in York there are numerous communities that attempt to engage the city and establish new grassroots narratives. Groups like Incredible Edible use derelict spaces in carparks, roundabouts, and playing fields to grow food and educate locals on how best

49. Garrett, *Explore Everything*, *op. cit.*, p. 9.

50. Henri Lefebvre, *The Production of Space*, London, Wiley-Blackwell, 1991.

51. Tim Cresswell, *In Place/Out of Place: Geography, Ideology, and Transgression*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996, p. 47.

to use their environment. Urban explorers are part of this wider cultural shift that expands the city narrative worldwide. Last Breath, for example, was a project in Melbourne that invited artists to contribute work to a soon-to-be-demolished site; the images were documented and presented as a *memento mori* to the perpetual transitoriness of urban existence and the potential for participation in it.⁵² Similar ventures, while carrying inherent dangers, offer a unique opportunity for direct interaction with the urban environment. Again, we can look to de Certeau on addressing different walks of life; just because one has been deemed as used or abandoned does not mean that it is at the end of its life cycle. This practice embodies the idea that the old, hidden locations still have a purpose and role in modern life, as we all have a part to play in what happens around us. This relationship is what drives many to take part in exploration, as it gives them a sense of personally benefiting from it.

Ideas of using space and place in similar ways have also been applied and explored in York through an offshoot of street artistry as part of a local cooperative project. Spark:York is a community space for residents that makes use of several old shipping containers to form a new workable space for all to use. This venture is a juxtaposition of heritage, utilizing the containers in an effort to create a new narrative both of the materials and the location. To help maintain the place in keeping with other urban sites, the organizers invited a renowned graffiti artist, Miss Hazard, to create a piece. This use of street art is not uncommon across cities and has become a growing trend across the city of York.⁵³ Los Angeles-based Defer and Big Sleeps were commissioned to create a 25-foot-by-35-foot piece on the rear of Brown's Department Store in Little Stonegate as part of a celebration of the city's Art of Protest Gallery.⁵⁴ These are methods of engaging with the built space in a manner similar to urban exploration, but instead of using an abandoned or restricted site, these are more public and open. This openness is an effort to reclaim sites and repurpose them to create new places with which to

.....
52. Thomas Dekeyser and Bradley L. Garrett, "Last breath: Unofficial pre-demolition celebrations," *Cultural Geographies*, 2015, vol. 22, no. 4, p. 723-730.

53. Catherine Turnbull, "York street artist sparks hub of life," *York Press*, August 10, 2017, n. p., <http://www.yorkpress.co.uk/news/15466678.York_street_artist_sparks_hub_to_life/>, accessed July 30, 2019.

54. Mike Laycock, "Renowned artist creates York street mural," *York Press*, March 16, 2017, n. p., <http://www.yorkpress.co.uk/news/15158476.Renowned_artistCreates_York_street_mural/>, accessed July 30, 2019.

discuss how more traditional notions of community can develop in their vicinity. Projects like Spark:York embrace engagement with the past and in many ways can be argued to be a legitimized offshoot of this field.

Conclusion

Ideas of urbanism have become fixated on a temporal element. The urban environments discussed by Wirth and others are looking glasses to the changes they experienced at the time of writing. While not a new phenomenon, urban exploration is positioned as a counter-notion to Wirth's ideas. In some ways urban explorers operate in an awkward area of urbanism, where they accentuate the role of architecture within a larger narrative of human history that complements and often surpasses the narrative of a singular building. The level of interaction with the city is ever-developing, because a building's history is perpetuated through its use, redevelopment, and beyond. If we were to select one exemplary building in York, it would hypothetically mean addressing thousands of individual interactions. It is the human presence in these spaces that is important, no matter the role played, whether residents, tourists, homeless, film crews, or royalty, there is a plethora of narrative components beyond that of the explorers. The mechanism of the urban landscape continues to operate despite individual positions or state of ruin. And the ongoing process and evolution of their consumption is what is recorded. These experiences are thus recordable and can be documented in physical self-experiences as well as through document-based ethnography and interviews. Opportunities for further development are available, but it is their application that can have the greatest impact on their understanding.

As regards an idea of community, let us say that interactions occur in formed and unformed relationships. Memories are built in the present and separated into a linear process for others to engage with. The case studies discussed in this article show how a single post had an impact with online users whose comments filled in the gap in images, and expanded the idea as well of what was behind closed doors. While online forums and interactions in a virtual space may appear to be viewed as a lesser source by explorers, this is a highly accessible resource that maintains input into aspects of community history and landscape development. These participants and forum users can expand our understanding by describing their emotional and sensory experiences, and although these

remain subjective, they are extra details that would otherwise be lost. Even if people like Oxygen Thief feel that these sites offer little in relation to urban exploration, in fact, all the posts offer a rich resource in their own right, which users can begin to coalesce around. Even those who do not partake in UE themselves are still stakeholders in the wider narrative of the location. The people of York are part of an experience, whether they are explicitly aware of it or not. The idea of community is therefore difficult to define in such circumstances, as it partly relies on its level of engagement with the city. The idea of a shared bond based on location does loosely connect all those within the confines of the wider city, but within that are micronarratives that include urban explorers as well as those who passively engage. The degree of community integration is very subjective and open to individual interpretation. Within urban exploration, this is shaped by camaraderie as well as a shared interest in what the practice can uncover.

In analyzing Garreau's *Edge City*, urban exploration can be applied as a conceptual counter-movement to this idea. As the city moves closer to us, our relationship with the wider urban centre changes as our jobs and leisure also move closer. Carrying out the practice of exploration results in the ability to form a new connection and discover the city anew. The methods of control and structure that shaped our cities will continue to do so; but there is an opportunity to investigate new narratives as changes occur. Heritage is a key element of urban structuring and urban exploration can feed into this. By viewing participants as loosely based units of the same practice, we gain a mixture of both individual and collective narratives that draw out the sensory and emotional experiences and help humanize urban exploration.

Urban exploration is a practice that takes a step back and follows an alternative path; it challenges the longstanding conventions of everyday life and forces us to think more critically of the rhythms and routines of urban living. Urban explorers find beauty, adventure, and joy in places that others wrote off the map. Lifestyle choices can enrich those who live within the city, helping them learn and carve new understandings of the world in which they operate. Although they manoeuvre through loose connections and ties, these practitioners offer the opportunity to use this as a means of investigating the urban landscape; academically, there is the ability to analyze both the practice as a concept, and the output from this. Exploration is a valuable tool that will continue to develop and expand our interpretation of the city. As a community of researchers, there is a need to be more open in interpreting the possibilities and inputs of these urban approaches.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

BIOGRAPHIES

Juliette Augerot est titulaire d'un master en géographie spécialisé en tourisme et développement durable des territoires (Master TDDT) de l'Université Paul Valéry à Montpellier. Elle est présentement doctorante en études urbaines à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal, sous la direction de Lucie K. Morisset. Ses recherches portent sur l'évolution des représentations sociales du patrimoine dans le Vieux-Québec et le Vieux-Montréal.

Lucia Cappiello is a Ph.D. researcher at the Dipartimento delle Culture Europee e del Mediterraneo of the Università degli Studi della Basilicata, in Italy. She holds a master's degree in tourism and cultural heritage (with a thesis in tourism geography). During her undergraduate studies in cultural heritage, she carried out an internship program within the Ethnographic Museum of Altamura. Her current research is related to her dissertation, entitled *The Sciabicoti, a Net Between Past and Future*, and analyzes a community of practice based in Brindisi since the Middle Ages, and nearly set to disappear. She is currently involved in the "Smart Basilicata Project: cultural tourism operator," with a scholarship from the Università degli Studi della Basilicata.

Yannick Hascoët est docteur en géographie et urbanisme formé initialement aux métiers du tourisme et du patrimoine. Ses travaux en tant que doctorant (2012-2016), puis comme maître de conférences à Avignon Université depuis septembre 2018, portent sur les espaces touristiques aux marges, les patrimoines en voie d'invention ou minorés et les pratiques touristiques émergentes. La banlieue populaire est un terrain privilégié dans cette optique. À partir de ce terrain, il interroge les conditions de production et de mise en circulation de nouvelles images de la ville et le rôle en particulier du tourisme et de l'art dans cette revalorisation dont la mesure symbolique et économique pose question. L'analyse de pratiques touristiques émergentes aux marges

sociospatiales, à l'initiative d'habitants bien souvent, le conduit aussi à une exploration des modalités d'invention, de reconnaissance et de connaissance de nouveaux patrimoines urbains pour lesquels la balade est un outil de médiation privilégié.

Myriam Joannette est doctorante en études urbaines au programme conjoint du Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de l'Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation Culture Société (INRS-UCS). Elle est titulaire d'une maîtrise en développement du tourisme et travaille de concert avec de nombreuses communautés au développement de projets culturels et patrimoniaux. Elle a été membre du comité organisateur exécutif de la conférence 2016 de l'Association of Critical Heritage Studies (ACHS) à Montréal et est membre du comité organisateur exécutif de la conférence de 2021 du Comité international pour la conservation du patrimoine industriel (TICCIH).

Myriam Joannette is a Ph.D. student in urban studies, in the joint program of the Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal (UQAM), and the Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation Culture Société (INRS-UCS). She holds a master's degree in tourism development and works with many communities on cultural and heritage projects. She was a member of the executive organizing committee of the Association of Critical Heritage Studies (ACHS) 2016 conference in Montréal and she is a member of the executive organizing committee of the International committee for the Conservation of Industrial Heritage (TICCIH) 2021 conference.

Kahina Le Louvier is a Ph.D. researcher at the University of Northumbria, Newcastle-upon-Tyne, UK. The aim of her research is to find ways to facilitate the social inclusion of people who resettled in England after seeking asylum, by investigating how they renegotiate their information and heritage practices in their new environment. She completed a B.A. in art history from the Université Paris Diderot, and was awarded an Erasmus Mundus Masters in cultural identity studies by the University of St Andrews and the Universidade Nova de Lisboa.

Julie Léonard, docteure en sociologie, a rédigé (sous la direction de Tiphaine Barthélémy) une thèse centrée sur les processus de patrimonialisation à travers l'exemple de l'inscription du *fest-noz* sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO.

Elle est responsable, depuis 2013, du pôle de l'inventaire permanent du patrimoine culturel immatériel (PCI) et de la promotion de la diversité culturelle au sein de l'association Bretagne Culture Diversité.

Jessica Mace, Ph.D., adjunct professor, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal (UQAM), is an art and architectural historian, and the Editor in Chief of the *Journal of the Society for the Study of Architecture in Canada*. She was the co-organizer of two international conferences of young researchers in heritage (2017 and 2019) and was also a member of the executive organizing committee for the Association of Critical Heritage Studies (ACHS) 2016 conference in Montréal.

Jessica Mace, Ph. D., professeure associée au Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), est une historienne de l'art et de l'architecture et rédactrice en chef du *Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*. Elle a été coorganisatrice de deux conférences internationales de jeunes chercheurs en patrimoine (2017 et 2019) et a également été membre du comité organisateur exécutif de la conférence 2016 de l'Association of Critical Heritage Studies à Montréal (ACHS).

Mélanie Meynier Philip, architecte diplômée d'État et docteure en architecture (laboratoire Environnement Ville Société – Lyon Architecture Urbanisme Recherche [EVS-LAURE]), s'intéresse à l'avenir des édifices religieux et à leur patrimonialisation par le biais de la reconversion. En 2015, elle a travaillé à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain, au sein de l'équipe du «Plan églises» sur le territoire du Haut-Saint-Laurent, afin de mettre en forme (plan et perspective) des propositions de reconversion pour les municipalités. Sa thèse porte sur l'avenir des églises paroissiales de la région urbaine Lyon – Saint-Étienne. Ce travail prend en compte la demande sociale et l'attachement de la population à ces édifices en abordant leur valeur affective comme leur valeur d'usage par le biais de la recherche-action ou de la recherche-projet.

Taras Nakonecznyj is a Ph.D. researcher at Leeds Beckett University (England) in conjunction with the Heritage Consortium. His research focuses on the identity formation of the historic city, examining the city of York and the interplay of narratives that influence both outward perceptions and the internal mechanisms of the city. His recent

contributions have featured topics on digital tourism, the concept of hidden histories, grassroots heritage, as well as the conflict of dominance in cityscape narratives.

Robert Piggott is an Arts and Humanities Research Council funded Heritage Consortium Ph.D. candidate at the University of Huddersfield. His Ph.D. thesis, *A Place for Worship? Heritage and Religiosity in England*, explores the management of listed places of worship (LPoW) in England, looking specifically at the way in which the Church of England's building stock is managed. He studied for both his B.A. and M.A. with the Sociology Department at the University of York and has studied both building conservation and archaeology with the Institute of Continuing Education at the University of Cambridge. Prior to commencing his Ph.D. research, he worked for English Heritage (now Historic England) for a number of years.



Sous la direction de
Myriam JOANNETTE
Jessica MACE

Dans le contexte actuel de mondialisation, la notion de « communauté » ne cesse d'évoluer, notion au cœur de laquelle se trouve invariablement celle du « sentiment d'appartenance ». Du monde postindustriel et postcolonial est née l'affirmation d'une multitude de voix et d'identités issues du patrimoine : c'est l'héritage patrimonial. Plus précisément, la mise en valeur de la contribution de cet héritage à la reconnaissance et aux politiques identitaires met en lumière le phénomène de « communauté patrimoniale ». S'il existe de nombreuses définitions de cette communauté, la Convention de Faro, pour sa part, la décrit comme un groupe « de personnes qui attachent de la valeur à des aspects précis du patrimoine culturel qu'elles souhaitent [...] soutenir et transmettre aux générations futures ». Les communautés ont pour fonction de se réunir – en marge des autorités publiques et sur l'amorce d'un mouvement citoyen – afin de participer à l'instauration de mesures nécessaires à la protection d'éléments du patrimoine. De fait, en reconnaissant que les biens patrimoniaux peuvent favoriser le développement d'une identité collective, elles sont à même de déterminer les ressources patrimoniales utiles à leur développement territorial.

Le présent ouvrage explore les questions suivantes : De quelles manières émergent les communautés patrimoniales ? Comment ces groupes fonctionnent-ils au sein des structures de gestion du patrimoine ? Sont-ils influencés par celles-ci et, si oui, de quelles façons ? Les auteurs cherchent ici à démontrer à quiconque s'intéresse au patrimoine comment des communautés patrimoniales ayant émergé dans différentes régions du monde peuvent apporter une contribution considérable à plusieurs champs d'études, ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles voies de recherche sur le patrimoine.

- **Myriam Joannette** est doctorante en études urbaines au programme conjoint du Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de l'Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation Culture Société (INRS-UCS).
- **Jessica Mace**, Ph. D., est professeure associée au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM et rédactrice en chef du *Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*.
- **Avec la collaboration de** Juliette Augerot, Lucia Cappiello, Yannick Hascoët, Myriam Joannette, Kahina Le Louvier, Julie Léonard, Jessica Mace, Mélanie Meynier Philip, Taras Nakoneczny et Robert Piggott.